

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA COOPÉRATION CHINOISE ET LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE : OPPORTUNITÉS OU IMPACTS ?

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
LUCIE NGONO

JANVIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

J'adresse mes plus profonds remerciements à mon directeur de mémoire Monsieur Ting-Sheng Lin, pour la confiance qu'il a su m'accorder, pour ses conseils avisés et ses recommandations décisives. Je le remercie tout particulièrement pour la disponibilité et le soutien dont il a toujours su faire preuve à mon égard. Je lui exprime toute ma gratitude pour la gentillesse qu'il m'a toujours témoignée. Je salue aussi sa souplesse et son ouverture d'esprit, qui ont su me laisser une grande marge de liberté pour mener à bien ce travail de recherche.

Je tiens également à remercier le corps professoral du département de sciences politiques de l'UQAM pour les enseignements qu'ils m'ont prodigué tout au long de mon parcours académique. Et tout particulièrement Monsieur Issiaka Mandé pour ses précieux conseils et sa disponibilité, ainsi que Madame Nancy Thède pour ses recommandations.

Comment aurais-je produire un travail de si longue haleine sans l'aide et le soutien de mon conjoint Claude Rodrigue, lui qui a toujours su trouver les mots pour me remonter le moral lorsqu'il était au plus mal, teinté de découragement et de lassitude. Et particulièrement à monsieur Clermont Rodrigue mon beau-père pour le temps et la minutie qu'il m'a accordé à la relecture et aux corrections.

Je tiens également à remercier mes amis, mes frères et sœurs de près ou de loin, plus particulièrement ceux qui ont pris une part active dans ce travail en m'accordant leur précieux temps pour les séances de relecture et de correction. Particulièrement Henri Nzédon, Pierre Armand Bikelé, Éfouba Alice Clémentine et Denis Mvondo.

Mes remerciements vont aussi à ma famille, avec ses questions récurrentes: « quand est-ce que tu termines tes études ? », « Et ce mémoire, l'as-tu déjà rédigé ? ». Bien qu'angoissantes en périodes fréquentes de doutes, ces questions m'ont permis de ne jamais me détourner de mon objectif final.



## TABLE DE MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX .....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ.....	xi
ABSTRACT .....	xiii
INTRODUCTION GENERALE .....	1
1. PRESENTATION DU SUJET ET SES CONTOURS.....	5
1.1 La délimitation spatiale.....	6
1.2 La délimitation temporelle .....	6
2. QUELQUES PRECISIONS TERMINOLOGIQUES .....	7
2.1 Coopération .....	7
2.2 Développement .....	7
2.3 Impact.....	8
3. L'IMPORTANCE DE L'ETUDE DU SUJET .....	9
3.1 Intérêt scientifique .....	9
3.2 Intérêt politique.....	10
CHAPITRE I:.....	11
PRESENTATION DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE .....	11
1.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE .....	11
1.1.1 Une analyse de la situation économique de l'Afrique subsaharienne.....	12
1.1.2. Une Analyse de la coopération sino-africaine .....	15
1.1.2.1 Le domaine commercial .....	15
1.1.2.2 Le domaine de l'investissement étranger direct (IDE) .....	17
1.1.2.3 Le domaine de l'aide public au développement.....	19
1.2 QUESTION DE RECHERCHE .....	23
1.3 HYPOTHÈSE.....	24
1.4 LES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES.....	27
1.4.1 Cadre théorique: la théorie du centre - périphérie (théorie de la dépendance).....	27
1.4.2 Cadre méthodologique et structurel.....	34
1.4.2.1 La méthode qualitative. ....	34
1.4.2.2 La méthode quantitative .....	35
1.4.3 La méthode géopolitique.....	36
CONCLUSION .....	38



<b>CHAPITRE II.....</b>	<b>39</b>
<b>COOPÉRATION SINO-AFRICAINE ET DEVELOPPEMENT: LE CAS DU CAMEROUN .....</b>	<b>39</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>39</b>
<b>2.1 LA COOPÉRATION VUE DANS UN CADRE GÉNÉRAL.....</b>	<b>40</b>
2.1.1 La Conférence de Bandung et le Mouvement des Non alignés.....	40
2.1.2 Les forums sur la coopération (FOCAC).....	43
2.1.3 Les enjeux des différents forums sino-africains.....	46
<b>2.2 CETTE COOPÉRATION VUE DANS UN CADRE SPÉCIFIQUE .....</b>	<b>53</b>
2.2.1 Les tournées diplomatiques.....	54
2.2.2 Le contexte de la coopération sino-camerounaise .....	56
2.2.2.1 Un début tumultueux, puis apaisé .....	56
2.2.2.2 La signature des accords. ....	57
2.2.3 Examen de littérature de la coopération sino-africaine.....	59
<b>CHAPITRE III.....</b>	<b>65</b>
<b>COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE: OPPRTUNITÉS OU IMPACTS.....</b>	<b>65</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>65</b>
<b>3.1 UNE COOPÉRATION BASÉE SUR LES INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>66</b>
<b>3.2 LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE À LONG TERME.....</b>	<b>69</b>
3.2.1 La conquête des terres arables .....	70
3.2.2 La déforestation ou le trafic des essences rares.....	71
<b>3.3 UNE COOPÉRATION À COURT TERME BASÉE SUR LE COMMERCE ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.....</b>	<b>73</b>
3.3.1 Secteur commercial.....	73
3.3.2 Le secteur de la télécommunication. ....	75
3.3.3 Le domaine social et éducatif .....	76
3.3.3.1 Le secteur universitaire.....	76
3.3.3.2 Le secteur de l'approvisionnement en eau.....	78
<b>3.4 LES IMPACTS À COURT TERME DE LA COOPÉRATION CHINOISE SUR LES POPULATIONS CAMEROUNAISES.....</b>	<b>79</b>
3.4.1 Les impacts économiques: la faillite de nombreuses PME locales.....	79
3.4.2 Les impacts socio-économiques sur le secteur informel.....	82
3.4.3 Examen de la visée impériale chinoise: importance de la culture dans la coopération.....	85
<b>CONCLUSION générale .....</b>	<b>89</b>

<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>94</b>
---------------------------	-----------

## **LISTE DES TABLEAUX**

Le nombre de Forum Chine-Afrique déjà organisé

Parts commerciaux des catégories de pays en développement dans les exportations et importations mondial

Les différentes tournées du président chinois

L'Évolution du commerce bilatérale entre le Cameroun et la Chine (2008-2011).



## **LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

AFRICOM	Commandement militaire pour l'Afrique
AGOA	African Growth and Opportunity Act
APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque de Développement Africain
BIT	Bureau International du Travail
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAMPOST	Cameroon Postal Service
CAMTEL	Cameroon Telecommunication
CCPPC	Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois
CEA	Commission Économique pour l'Afrique
CENTCOM	Central command
CEPAL	Commission Economique Pour l'Amérique Latine
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CGCOC	Construction and Géo-Engineering Companies of China
CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
CMEC	China Machinery and Equipment Import Export Corporation

CMED	Commission Mondiale sur l'environnement et le Développement
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
ENR	Engineering News Record
EUCOM	Commandement Européen
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FMI	Fond Monétaire Internationale
FOCCA	Forum sur la coopération Chine-Afrique
G 77	Groupe des soixante dix- sept
G 8	Groupe des huit
G7	Groupe des sept
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
GRIP	Groupe de Recherche pour l'Information sur la Paix
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IDE	Investissement Direct Étranger
IDH	Indicateur de Développement Humain
INSEE	Institut National de la statistique des études économiques
IRIC	Institut des Relations Internationales du Cameroun
ISI	Industrialisation par Substitution aux importations

MINEE	Ministère de l'Énergie et de l'Eau
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MOFAOM	Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine
MSDGCC	Master en Stratégie, Défense, Sécurité et Gestion des Conflits et des Catastrophes
NPIA	Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie
OCDE	Organisation de la Coopération et de Développement Économique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONF	Office National des Forêts
ONG	Organisation non Gouvernementale
OPEP	Organisation des pays producteurs de Pétrole
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PACOM	Commandement Pacifique
PASSR	Programme d'Ajustement Structurel Renforcé
PCC	Parti Communiste Chinois
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit National Brut



PNDIS	Programme National de Développement des Infrastructures Sportives
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres très endettés
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RNB	Revenue National Brut
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TICAD	Tokyo International Conference on African Development
TSGP	Transsaharien du Gaz et du Pétrole
UE	Union Européenne
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UPC	Union des Population du Cameroun
USA	United States of America
ZTE	Zhongxing Telecommunica Equipment Compagny Limited

## RÉSUMÉ

Ce mémoire analyse l'impact des relations économiques entre la Chine et l'Afrique subsaharienne en matière de développement et de la croissance économique. Aussi il met en évidence les opportunités et les impacts qui y sont associés. Les analyses effectuées confirment que la coopération Chine-Afrique vient de remettre l'Afrique au centre des enjeux géostratégiques internationaux. Les puissances internationales portent une attention particulière sur l'Afrique à cause de nombreuses ressources naturelles (pétrolières et minières) qu'elle regorge et aussi de sa situation géostratégique pour le transport des hydrocarbures. C'est pourquoi, elle est redevenue le carrefour des influences européenne, américaine et chinoise. Aux premières lueurs de cette coopération «sud-sud», la présence chinoise en Afrique était perçue comme un signe d'espoir en terme de développement et de croissance économique, car en peu de temps le taux de croissance du continent a augmenté de 5 %. Les échanges commerciaux (importations et exportations) ont connu une augmentation considérable. Mais ce partenariat a créé aussi de nombreux impacts tant sociaux, économiques qu'environnementaux dans la plupart des États africains. D'où le regain de tensions observées dans certains pays africains vis-à-vis des chinois, ainsi que le sentiment de rejet des chinois par certaines populations locales.

Dans un cas pratique comme celui du Cameroun, certes la coopération sino-camerounaise a apporté un développement indéniable, mais elle est surtout source de nombreux impacts socio-économiques. Cependant les dirigeants africains devraient remédier à cet état de chose pour que l'Afrique sorte gagnant de ce nouveau partenariat « sud-sud ». Car l'Afrique risquerait d'être encore ce qu'elle a été dans le passé, c'est à dire un pourvoyeur de mains d'œuvre, et aujourd'hui pourvoyeur de matières premières. Les enjeux du nouveau partenariat doivent être ceux de la diversification des secteurs économiques et de la promotion de l'intégration

économique régionale afin de créer des zones économiques spécialisées et propulser la croissance. Aussi pour tirer bénéfice de cette coopération, l'Afrique devrait mettre en œuvre des stratégies et des politiques d'évaluation cohérentes, coordonnées et complémentaires pour limiter les impacts socio-économiques et mieux cerner les opportunités que lui offre ces différents partenaires. De ce fait, nous pouvons dire que la Chine n'est ni une menace, encore moins une opportunité pour l'Afrique, ou alors elle serait tout à la fois une menace et une opportunité. Elle est un nouveau partenaire comme tous les autres partenaires traditionnels de l'Afrique dont les débordements doivent être contrôlés, encadrés et limités.



## **ABSTRACT**

This thesis analyzes the impact of economic relations between China and sub-Saharan Africa in terms of development and economic growth. Also it highlights the opportunities and impacts associated with it. The analyzes carried out confirm that the China-Africa Cooperation has put Africa at the center of international geostrategic issues. The international powers pay particular attention to Africa because many natural resources (oil and mining) that abounds. She again became the hub of European influences, American and Chinese. Earlier this South-South cooperation, the Chinese presence was seen as a sign of hope in terms of development and economic growth, because in a short time the continent's growth rate increased by 5%. Trade (imports and exports) experienced a significant increase. But the partnership has also created numerous as social, economic and environmental in most African states. Hence the renewed tension observed in some vis-à-vis African countries of Chinese and Chinese feeling of rejection by some local people. In a case such as this practice in Cameroon, certainly China-Cameroon cooperation has brought an undeniable development, but it is mainly a source of many socio-economic impacts. However African leaders must remedy this state of affairs for Africa so winning this new South-South partnership. Because Africa might still be what it was in the past, a provider of raw materials. The challenges of the new partnership must be those of the diversification of economic sectors and promotion of regional economic integration to create specialized economic zones and boost growth. Also to derive benefit from this cooperation, Africa should implement coherent strategies and evaluation policies, coordinated and complementary to limit impacts and better understand the proposals of its partners. Therefore, we can say that China is not a threat, let alone an opportunity for Africa, or it is both a threat and an opportunity. It is a new partner like other traditional partners of Africa whose actions must be controlled, supervised and limited.

## INTRODUCTION GENERALE

Le continent africain a toujours été l'objet des convoitises et d'attraction des puissances occidentales. Cette convoitise est suscitée par la présence de nombreuses ressources naturelles et minières dont regorgent son sol et son sous-sol. De l'Afrique Australe, à l'Afrique Centrale, en passant par l'Afrique de l'Ouest, on remarque des nombreuses mutations, des transformations économiques énormes dues généralement à la présence des puissances émergentes<sup>1</sup> appelées "BRICS"<sup>2</sup>, c'est-à-dire l'ensemble des pays (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui ont des marchés à forte capacité de croissance appelés à faire jeu égal avec le G6 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie) d'ici 2050 (O'Neill, 2001); et particulièrement à une forte présence chinoise en Afrique subsaharienne. L'Afrique que l'on croyait mal partie selon René Dumont renaît de ses cendres avec l'avenue de ce nouveau partenariat économique qui ne laisse personne indifférent. Il serait donc

---

<sup>1</sup> L'« émergence », comme le note Andrew Hurrell (2012), est considérée comme un phénomène ayant pour moteur le marché et pour conditions nécessaires des changements structurels de l'économie mondiale et de "bons" choix de politique économique nationale. (Hurrell, 2012, p. 24). « C'est une notion remarquablement mouvante et sans définition standard. » (Sgard, 2008, p. 41 ; Gabas et Losch, 2008, p. 25).

<sup>2</sup> Formule introduite par la Banque d'Investissement Goldman Sachs qui désigne l'ensemble des pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud). Les BRIC ont organisé un premier sommet en juin 2009 à Ekaterinbourg (Russie). Le deuxième sommet s'est tenu à Brasilia (Brésil) en avril 2010, le troisième organisé en avril 2011 à Sanya (Chine) a connu la participation de l'Afrique du Sud et le quatrième à New Delhi (Inde) en mars 2012. Lors de ce dernier sommet, les dirigeants des cinq pays ont échangé des vues de manière approfondie sur la situation internationale et ont abordé plusieurs questions économiques, financières et de développement dont la création d'une nouvelle banque de développement, déjà baptisée « BRICS Bank », pour financer des projets d'infrastructure et de développement. Le cinquième sommet des BRICS était prévu en mars 2013 à Durban (Afrique du Sud).



judicieux pour nous de faire une analyse des enjeux de la coopération sino-africaine. Cette coopération est grandement basée sur les échanges commerciaux.

De ce fait, sur le plan économique et politique, l'Afrique suscite beaucoup d'attraction en termes d'organisation des conférences économiques avec ses partenaires. On citera de nombreux sommets internationaux qui se tiennent à travers le monde pour redynamiser la coopération et les échanges commerciaux avec l'Afrique. À l'exemple du premier sommet Inde-Afrique qui s'est tenu en avril 2008 à New Delhi, le suivant devait avoir lieu en décembre 2014, mais fut reporté en 2015 à cause de la propagation du Virus Ebola<sup>3</sup> (Agence France-Presse New Dehli, 2014). Ensuite la conférence internationale Japon-Afrique sur le développement lancé depuis 1993, se tient tous les cinq ans sous l'appellation de TICAD (Tokyo International Conference on African Development), pour promouvoir le dialogue politique dans le développement axé sur trois domaines: encourager la croissance économique, assurer la sécurité humaine et la consolidation de la paix et traiter des questions de l'environnement et du changement climatique. Il y a déjà eu (TICAD I, 1993; TICAD II, 1998; TICAD III, 2003; TICAD IV, 2008; et le TICAD V, 2013 où le Japon a annoncé un programme d'investissement de 24 milliards d'euros sur cinq ans dont 10,8 milliards d'aide publique au développement. Par ailleurs nous citerons aussi le sommet Etats-Unis Afrique (AGOA)<sup>4</sup> qui s'est tenu en août 2014 à Washington. Il visait à renforcer les liens avec les régions les plus dynamiques du monde, et à faire progresser les objectifs commerciaux et d'investissement en Afrique, tout en mettant en évidence l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité de l'Afrique, le développement de la démocratie et des populations<sup>5</sup>. Enfin nous notons aussi des

---

<sup>3</sup><http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201409/20/01-4802012-linde-reporte-le-troisieme-sommet-inde-afrique-a-cause-debola.php> (consulté le 15/08/2015)

<sup>4</sup>African Growth and Opportunity Act est une loi qui est adoptée en mai 2000 par le congrès américain. Le but de cette loi est de soutenir l'économie des pays africains en leur facilitant l'accès au marché américain s'ils suivent les principes de l'économie libérale.

<sup>5</sup> <http://trade.gov/agoa/>



sommets Union Européenne-Afrique, Afrique monde-Monde Arabe, Turquie-Afrique et le traditionnel sommet France-Afrique dont l'existence voit le jour aux lendemains des indépendances et que François-Xavier Verschave (2000, 2003), Jean-Pierre Bat (2012), Jean Paul Gourévitch (2008), décrivent comme un système caractérisé par des pratiques de soutien aux dictatures, de coups d'états et d'assassinats politiques, mais aussi de détournements de fonds publics et de financement illégal des partis politiques français (Vershave 2000, Bat 2012).

Aujourd'hui, les sommets Chine-Afrique ont plus d'importance en termes d'échanges économiques et sont beaucoup plus représentatifs que les traditionnels sommets françafrique. Cela s'explique comparativement par le fait qu'après cinquante ans d'indépendance et de coopération avec la France, les pays africains n'ont pas connu un taux de croissance aussi élevé, encore moins un développement considérable, que celui qu'ils vivent aujourd'hui (Dambissa Moyo, 2009). Aussi selon Dambissa (2009), même quand le taux de l'aide publique était à son maximum, il y a eu l'augmentation de la pauvreté et de la misère au sein des populations africaines. Quant aux forums Chine-Afrique, ils se tiennent depuis les années 2000. À partir de l'organisation de ces forums internationaux sur la coopération sino-africaine, la Chine marque son empreinte et sa présence en Afrique. Ces forums se tiennent tous les trois ans avec une forte participation africaine.

Depuis les années 2000, la présence effective de la Chine en Afrique est grandissante voire même inquiétante pour les occidentaux. Et son engagement croissant dans le développement économique à travers la coopération «sud-sud», crée un bouleversement de l'ordre économique mondial (Nguyen, 2009). D'après Beurêt (2008), les Européens, tout comme les Américains sont surpris de voir comment la Chine se déploie et s'implante progressivement dans ce qu'eux-mêmes ont appelé les "ruines" ou encore "le désespoir de l'Afrique" (René Dumont, 2012), c'est-à-dire un continent soumis au chaos, ravagé par les conflits armés, la famine, la misère et les maladies endémiques à l'instar du sida et du virus Ébola. Ce positionnement et ce

déploiement de la Chine en Afrique entraînent les bouleversements économiques et créent des enjeux d'ordre géopolitique et géostratégique car l'Afrique n'est plus sous le joug d'aucune puissance colonisatrice, aussi, elle a diversifié ses partenaires économiques avec l'arrivée des pays émergents. On observe donc chez les grandes puissances occidentales une réévaluation stratégique de leurs relations en termes de commerce et de nouveaux marchés à conquérir pour faire des affaires avec le continent africain.

La Chine quant à elle continue d'accroître ses échanges commerciaux, les IDE et les aides publiques avec la majorité des pays africains. Depuis 2009 la Chine est devenue l'un des grands partenaires commerciaux de l'Afrique. Même si les pays européens continuent à commercer avec l'Afrique, leurs exportations africaines ne cessent de reculer de 46 % à 34 %. La Chine de son côté, gagne du terrain en tant qu'importateur et exportateur des produits africains, tandis que la part des Etats-Unis d'Amérique continue de progresser et celle de l'Europe diminue considérablement depuis 2012 (Tsafack 2014).

L'objectif de notre mémoire est premièrement d'analyser la coopération chinoise en Afrique depuis les années 1990 et 2000 en mettant l'accent sur les échanges commerciaux (importations et exportations), les Investissements Directs Etrangers (IDE), et sur les financements chinois en Afrique. Deuxièmement nous évaluerons les opportunités ou les impacts socio-économiques de la coopération chinoise en Afrique, dans un cas particulier qui est celui du Cameroun. Afin de bien cerner l'objectif de notre étude, nous examinerons cette coopération dans le long terme via la construction des infrastructures accompagnée du transfert de technologie, et aussi à court terme via l'implantation de l'agro-industrialisation pour impulser la croissance économique en Afrique et au Cameroun en particulier. L'Afrique est un continent très riche avec d'énormes atouts qu'il suffirait juste de bien les rentabiliser en termes de croissance.



## **1. PRESENTATION DU SUJET ET SES CONTOURS**

La coopération sino-africaine fait l'objet d'une attention particulière et est décryptée sur la scène internationale. Elle constitue un domaine non négligeable de la Chine sur le continent africain. S'il est vrai que la Chine a compris le bénéfice qu'elle pouvait tirer de l'Afrique en usant de sa puissance économique qui est l'une de ses armes, il n'en demeure pas moins que la fin de la Françafrique a permis aux gouvernements africains de diversifier leurs partenariats commerciaux avec les nouveaux pays émergents. L'Afrique est passée des échanges bilatéraux aux échéances multilatéraux, une stratégie qui lui permet de trouver un nouveau souffle pour son économie et son développement.

Les pratiques commerciales et la difficile intégration culturelle en Afrique en général et au Cameroun en particulier, provoquent ici et là des formes de rejet que la Chine ne saurait négliger bien qu'ayant le potentiel de rivaliser avec les autres puissances sur le sol africain. Mais au regard de l'écart qui les sépare, le principal problème auquel la Chine est confrontée est sa capacité à repenser une stratégie sans courir le risque de provoquer des critiques des experts internationaux et locaux sur les moyens mis en œuvre pour asseoir sa coopération en Afrique. C'est la raison pour laquelle la Chine a mis en place une diplomatie culturelle qui est combinée aux objectifs économique et politique. Pour mieux cerner les contours de la coopération sino-africaine, la délimitation de notre sujet d'étude consiste à identifier les délimitations spatiale (1) et temporelle (2).

### **1. 1 La délimitation spatiale**

La coopération sino-africaine met en exergue la Chine et le continent africain et particulièrement le Cameroun. Il s'agit d'une part de la Chine, qui est une grande puissance émergente affichant ainsi une grande réussite sur le plan économique et d'autre part de l'Afrique plus précisément le Cameroun. Au-delà de son emplacement stratégique sur le continent africain, de sa diversité et de sa complexité naturelle humaine et culturelle, le pays offre un panorama géographique et climatique des plus enviables, capable d'en faire une destination touristique prioritaire en Afrique. Si nous avons décidé d'analyser la coopération sino-camerounaise, c'est parce que le Cameroun se distingue par sa stabilité politique, les avantages de l'environnement économique local pour le commerce, la flexibilité du marché intérieur vaste (de 20 millions de consommateurs potentiels), d'énormes contrats signés avec la Chine, compensés par des nombreuses ressources naturelles dont le Cameroun dispose et de son importante façade maritime. Il est situé pour sa partie du sud-ouest, dans le Golfe de Guinée. Le Cameroun offre à la Chine des avantages économiques indéniables et constitue de ce fait, un point d'entrée sur toute l'Afrique centrale. Selon Ewangué, (2009: 308) le Cameroun de *"par son poids démographique et de son économie diversifiée, apparaît comme la principale puissance économique de l'Afrique centrale"*.

### **1. 2 La délimitation temporelle**

La chronologie indicative de notre étude va des années 2000 à nos jours. En effet il ne s'agit pas de délaissier les événements qui ont posés les jalons de la coopération entre l'Afrique subsaharienne et la Chine d'une part, et d'autre part entre la Chine et le Cameroun, mais de souligner le fait que les années 2000 constituent un tournant décisif et marquant une ère nouvelle dans les rapports sino-africains. Les différents forums Chine-Afrique ont scellé le partenariat et l'implantation définitive de la Chine en Afrique. Nous ne saurons toutefois ignorer tout ce qui a été fait dans les années antérieures entre la Chine et l'Afrique. Tous les accords économiques antérieurs nous



permettent de mieux cerner l'action de Chine aujourd'hui en termes de financement, d'échanges commerciaux et de développement.

## **2. QUELQUES PRECISIONS TERMINOLOGIQUES**

Dans notre cas l'étude nous avons retenu trois concepts à savoir: la coopération (1), le développement (2) et l'impact (3).

### ***2.1 Coopération***

Selon le lexique politique (2013), la coopération est «une politique d'entente, d'échange et mise en commun des activités économiques, politiques et scientifiques entre Etats de niveaux de développement inégaux». Cette définition bien qu'adaptée au contexte Chine-Afrique, ne fait pas l'unanimité chez tous les auteurs. Pour Henri Kissinger «la coopération n'est pas une faveur qu'un pays concède à un autre (...). Elle sert les intérêts de deux parties». François Roche (2007), lorsqu'il affirme que «la coopération stricto sensu, induit que deux sujets placés dans une position théorique d'égalité, contribuent également à la réalisation d'un projet commun» (2007: 51). Cependant, il poursuit que, «la coopération est devenue le maître mot des relations culturelles, l'influence ou la promotion constituent des axes politiques qu'il faut rendre plus discrets, au moins sur la scène extérieure» (2007: 51). Cette définition de la coopération semble être une illustration parfaite, voire évidente du partenariat Chine-Cameroun.

### ***2.2 Développement***

Pour définir le développement, on se réfère souvent à la définition classique proposée par l'économiste François Perroux en 1961: c'est «la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global » (1961:303-310). Cette définition implique deux éléments principaux: si la croissance peut se réaliser sans

forcément entrainer le développement (partage très inégalitaire des richesses, captation des fruits de la croissance par une élite au détriment du reste de la population), il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et développement (le développement est source de croissance et nécessite une accumulation initiale). Mais une période brève de croissance économique ne peut ainsi être assimilée au développement.

Enfin, le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables et permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (CMED, 1989, p.51). Le rapport de Brundtland sur l'environnement et sur le développement prend en compte non seulement les problèmes à l'origine du développement durable c'est-à-dire la limite des ressources et satisfaction des besoins mais il adopte une conception du développement priorisant l'humain. Pour le rapport, la croissance économique est la condition nécessaire à l'élimination de la pauvreté qui cause la dégradation environnementale. Or pour plusieurs auteurs à l'instar de (Sachs, 1980 ; Lélé, 1991), le lien entre pauvreté et croissance cause la dégradation environnementale est loin d'être simple et linéaire. Ce n'est pas la pauvreté elle-même qui cause la dégradation environnementale, mais la répartition et l'accès inégal aux ressources qui conduisent à leur usage inadéquat ou excessif. Car beaucoup de problèmes proviennent de l'inégalité de l'accès aux ressources comme la surexploitation des ressources et un régime foncier inéquitable. (CMED, 1989, p.57). Dans notre cas d'étude, nous pouvons dire comme Rist que c'est la croissance économique qui cause la dégradation de l'environnement.

### ***2.3 Impact***

L'expression est apparue au XXe siècle suite à la prise en compte des conséquences environnementales des activités humaines, qui s'est concrétisée par des lois obligeant à réduire la pollution et à atténuer l'impact des grands projets sur la nature. Économiquement la notion d'impact est l'effet d'une décision ou d'une activité sur



l'économie nationale ou régionale (Combe, 1971). L'impact signifie aussi, avoir une influence sur le développement, et la recherche sur le développement économique. L'évaluation anticipée de la résultante des réactions diverses se développe dans un milieu d'impact et de transmission (Perroux, Écon. XX<sup>e</sup>.s., 1964, p.303). Dans notre cas d'étude, les impacts dont il est question ici seront liés directement à l'économie, aux échanges commerciaux, et à l'action de l'homme sur l'environnement.

### **3. L'IMPORTANCE DE L'ETUDE DU SUJET**

Notre sujet présente un double intérêt. Il s'agit d'une part de l'intérêt scientifique (1) et d'autre part de l'intérêt politique (2).

#### ***3.1 Intérêt scientifique***

L'intérêt scientifique que porte notre étude est une contribution à l'étude de la science. Les marxistes ont donné du crédit dans les relations que les pays du nord exercent sur les pays du Sud sous-développés à travers l'échange inégal dans le cadre du développement (Amin, 1970). La Chine devenant première puissance économique ne laisse personne indifférent du fait qu'elle est à la conquête de l'Afrique subsaharienne et en particulier du Cameroun. La mise en évidence des rapports d'intérêts entre la Chine et l'Afrique subsaharienne, précisément le Cameroun permet de relativiser les objectifs et les moyens dont font usage les États tels que postulés par les réalistes. Joseph Nye pense que la puissance devient moins fongible, moins coercitive et moins tangible. Samuel Huntington (1997: 111), quant à lui affirme que *«le commerce ne va peut-être pas toujours avec le drapeau, mais la culture, elle, suit toujours la puissance»*. La Chine adhère bien à cette pensée, car elle allie puissance et culture à travers la création de nombreux centres Confucius partout dans le monde, ayant pour principal objectif la promotion de la culture, de la langue et de la civilisation chinoise.

### ***3.2 Intérêt politique***

Pour saisir l'intérêt politique dans ce sujet, il faut se référer à Duroselle et Renouvin (1991), qui estime que pour comprendre l'action politique et diplomatique d'un Etat, il faut chercher à percevoir les influences qui en ont orienté le cours. Pour Olivier (2005: 29), il s'agit de «mesurer l'impact des forces profondes sur le comportement des acteurs internationaux». La stratégie sur la portée de développement de la Chine en Afrique subsaharienne semble être multidimensionnelle, puis qu'elle se déploie dans les domaines diplomatique, politique, économique, commercial, etc. C'est dire que dans le cadre de la coopération sino-africaine, se trouvent des motivations bien plus stratégiques que l'objet de notre étude pourra mieux ressortir.



## **CHAPITRE I:**

### **PRESENTATION DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE**

#### **1.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, la présence effective de la Chine en Afrique est grandissante voire même inquiétante pour les occidentaux et pour certains africains. Et son engagement croissant dans le développement économique à travers la coopération « sud-sud » apporte des changements considérables sur la vie quotidienne des populations africaines, mais aussi d'énormes impacts tant sur le plan environnemental qu'économique (surendettement). La présente revue de la littérature s'intéressera dans un premier temps à l'état de la situation économique de l'Afrique subsaharienne, ensuite aux enjeux géostratégiques que représentent les relations Chine-Afrique pour le continent africain. Ces enjeux sont plus visibles et représentatifs lors des forums sino-africains ou les grands contrats sont signés et d'importantes décisions sont prises. Enfin sur la coopération Chine-Afrique, où nous allons nous appesantir sur le domaine des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers et de l'aide public au développement. Ce dernier domaine constitue la dimension la plus analysée et la plus critiquée de la coopération économique et commerciale de la Chine avec l'Afrique. Pour illustrer cette dimension, de nombreuses études et analyses se sont concentrées sur les relations bilatérales (Chine-Afrique) à savoir: Manning, 2006; Jenkins et Edward, 2006; Broadman, 2007; Lafarge, 2007; Huchet et Ruet, 2008; Krugelund, 2008; McCormick, 2008; Gerda et Meskel, 2008; Six, 2008; Beuret, 2008; Boillot, 2013, Tsafack, 2014. Comme nous l'avons déjà souligné, la littérature sur ce domaine est très variée, mais nous avons choisi celle qui rentre dans le cadre de notre étude, car on ne saurait épuiser toutes les études.

### ***1.1.1 Une analyse de la situation économique de l'Afrique subsaharienne.***

Certains auteurs Pourtier, 2010; Brunel, 2002 et 2004; Courade, 2006; Dumont, 1986; Hugon, 2009 et 2007; Severino, 2010; Trefon, 2009; Seignobos et Tourneux, 2002 parlent de la situation économique africaine comme un paradoxe africain<sup>6</sup>: un continent riche peuplé d'une majorité de personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Le continent est doté de toutes les ressources qui doivent constituer la richesse d'un pays et faire la fierté de ses habitants: or, diamant, gaz, pétrole, charbon, platine, chrome, fer, cuivre, nickel, uranium, étain, cobalt, plomb, zinc, manganèse etc. Cependant toutes ces ressources sont convoitées par les pays industrialisés et émergents qui se ruent sur les matières premières dont l'Afrique déborde pour satisfaire les besoins de l'industrie d'une société d'aisance et de consommation dont les revenus ne profitent guère à l'amélioration du niveau de vie de la population locale d'Afrique. Malgré ses richesses abondantes l'Afrique est en même temps le plus pauvre des cinq continents (mis à part la sous-région de l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud) qui souffrent d'une anémie chronique et sordide parce que la plupart des pays du continent sont exploités, voire pillés par les grandes multinationales des puissances étrangères. Les dirigeants dont certains battent des records de longévité au pouvoir avec le concours de l'armée sont généralement des dictateurs qui profitent de cette alliance voilée. D'une manière générale, entre 1960 et 2000 l'Afrique subsaharienne a connu deux phases diamétralement opposées: une première phase de croissance prolongeant la prospérité des années 1950 jusqu'aux années 1970. Des progrès constants dans l'agriculture, un démarrage industriel prometteur et optimiste: l'exemple de la Côte d'Ivoire avec Abidjan qui était une vitrine de l'économie en Afrique de l'Ouest, même si certains économistes attiraient

---

<sup>6</sup> cf. la revue en ligne *Afrique Renouveau* lancée en 1987 et diffusée en anglais et en français par la section Afrique du *Département de l'information de l'ONU* qui a pour mission de diffuser des informations et des analyses fiables relatives aux enjeux économiques du développement du continent africain : [<http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/index.html>].



l'attention sur la fragilité du « modèle ivoirien ». L'Afrique subsaharienne qui semblait être promue à un développement rapide, s'est trouvée très vite déchantée (Pourtier, 2010). Dès la fin des années 1970, des économies fondées sur la « rente » agricole ou minière, ont chutées du fait qu'elles ne contrôlaient pas le marché international et aussi à cause de la crise économique de 1973 due à l'effondrement des cours des matières premières. D'après (Pourtier, 2010), tous les pays exportateurs ont été frappés à divers degrés, et ils ont été contraints d'emprunter et sont entrés dans un cycle d'endettement sans fin, suite aux plans d'ajustement structurel que le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale leur ont imposé. Les mécanismes d'annulation de la dette ont été adoptés en 2005 au sommet du G8 en Gleneagles (Ecosse) n'ont pas pu remédier à cette situation. L'encours global reste à 200 milliards de dollars selon le rapport 2010 d'Africa Progress Panel, elle est passée de 85 % du PIB en 2000 à 40 % dix ans plus tard selon le FMI (Severino, 2010). Cela a causé la déstabilisation politique dans certains pays africains dans les années 1990. Malgré ce marasme économique certains pays s'en sont bien sortis: le Botswana sur la décennie 1985-1995 atteint une croissance annuelle du PNB par habitant de 6 %, mais cela ne suffit pas pour inverser la tendance globale.

La lecture de la marginalisation économique de l'Afrique subsaharienne se voit dans la baisse de sa compétitivité extérieure, sa part dans le commerce mondial a diminué de plus de moitié. Ses exportations ont chuté de 2,4 % à 1 % du total mondial (Pourtier, 2010: 19; Dubresson, 2011; Hugon, 2006; Bayart, 2006; Smith, 2004). La situation industrielle s'est dégradée avec le coût élevé des facteurs de production, la surévaluation de la monnaie dans la zone franc jusqu'en 1994, des erreurs dans les stratégies de développement industriel accompagnées par la fermeture des usines, la corruption des responsables politiques et l'insécurité grandissante (Pourtier, 2010:20; Dubresson, 2011). La combinaison de tous ces facteurs explique les nombreuses difficultés du secteur industriel africain.



La deuxième phase se situe dans les années 2000. Selon les données macroéconomiques de la période 2003-2008, les pays africains ont progressé en moyenne croissance en économique de 4 % à 6 % par an (Pourtier, 2010, p.19). La récession économique mondiale de 2008 a donné un coût d'arrêt à la croissance, mais les perspectives pour 2010 sont redevenues positives. Certains pays comme le Mozambique, le Ghana, Burkina Faso dont les héritages économiques sont divers se retrouvent en première ligne. Leurs performances sont plutôt significatives du fait qu'ils ne possèdent pas de ressources minières et pétrolières. Leur développement est basé sur la mobilisation du capital humain, soutenu par les investissements directs étrangers, la diaspora, les ONG et la Banque Mondiale.

Avec la venue de la Chine, les investissements affluent à nouveau, l'Afrique redevient un continent convoité dans la nouvelle configuration géopolitique mondiale. Ses potentialités seraient en phase de réalisation d'ici 2030 d'après certaines prévisions. Mais pour le moment elle semble accuser un retard en matière de développement. Dans le classement annuel des Etats et selon l'indicateur de développement humain (IDH) établi par le PNUD, l'Afrique subsaharienne occupe le bas du tableau. En 2009, parmi les 24 pays situés au dernier rang, tous les pays étaient africains sauf l'Afghanistan et le Timor-Leste. L'Afrique du Sud, le pays le mieux placé occupe le 129<sup>e</sup> rang mondial, et le Burkina-Faso est placé au 177<sup>e</sup> rang mondial (Pourtier, 2010, p.18). Sur 15 États dont le PIB par habitant est inférieur à 1000 dollars par an, 13 pays sont africains (Bardot et Favre, 2009; Sen, 2003; Bayart, 2006; Ruffing, 2008). En Afrique subsaharienne, les comportements publics ont été la régulation, la redistribution et l'enrichissement personnel plutôt que l'investissement. Les économies africaines sont très vulnérables, car elles sont dépendantes du marché mondial et des ressources extérieures: Investissement Direct Etranger (IDE), Aide Public au Développement (APD), « remises » des travailleurs émigrés qui équivalent à 2,5 % du Revenu National Brut (RNB) africain (Bardot et al., 2009: 78). En plus de cela, il y a aussi une insuffisance des circuits bancaires, qui freine la collecte de

l'épargne domestique et sa mobilisation au service des entreprises. Enfin, les services de transports incomplets (réseaux inachevés, entretien médiocre) d'où une lenteur des déplacements très pénalisante dans un environnement dominé par l'exigence de la mobilité. En somme « le mal-développement » africain est la résultante des facteurs qui jouent dans des échelons de temps et d'espace divers et impliquent de nombreux acteurs tant institutionnels que privés, intérieurs qu'étrangers. Selon Bardot et al., (2009, p.78), les contextes et les dotations en ressources naturelles ne sont pas déterminants, le legs du passé comme la démographie sont ambivalents, ils manquent souvent en revanche les fameux cinq «E» qui ont permis le décollage des NPIA (Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie): Une éducation généralisée, solide; une épargne locale abondante, mobilisée au service des activités reproductives; un esprit d'entreprise affirmé; des exportations valorisant le principal avantage comparatif africain, une main d'œuvre jeune et abondante et un « État développeur » et non prédateur.

### ***1.1.2. Une Analyse de la coopération sino-africaine***

#### **1.1.2.1 Le domaine commercial**

Le commerce selon L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) consiste à acheter des produits à des tiers pour la revente en état, sans transformation (ou après les transformations mineures). L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE) quant à elle définit le commerce comme une activité consistant dans l'achat, la vente, l'échange de marchandises, de denrées, de valeurs, dans la vente de services<sup>7</sup>; métier de celui qui

---

<sup>7</sup> La plupart des accords de l'OMC résultent des négociations du Cycle d'Uruguay (1986-1994) qui ont abouti à leur signature à la Réunion ministérielle de Marrakech en avril 1994. Les Accords et Décisions sont au nombre de 60 environ et représentent 550 pages au total. Depuis lors, les négociations ont abouti à des textes juridiques additionnels tels que l'Accord sur les technologies de l'information et des protocoles dans les domaines des services et de l'accession. De nouvelles négociations de l'information et des protocoles dans les domaines des services et de l'accession. De nouvelles négociations ont été lancées à la Conférences ministérielles de Doha 2001 de l'OMC. Consulté le 14 avril 2016.



achète des objets pour les revendre (commerce de gros, de détail) avec l'objectif d'en faire un profit ou un bénéfice<sup>8</sup>. L'activité commerciale est régie par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays. Ces règles sont des accords négociés en Avril 1994, à Marrakech par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par les assemblées parlementaires de ces différents pays. Le but principal de l'OMC est de favoriser l'ouverture commerciale, en réduisant les obstacles du libre-échange, et en aidant les gouvernements à régler les différends commerciaux et à assister les exportateurs, les importateurs et les producteurs de marchandises et de services dans leurs activités. Le commerce international dont il est question ici est celui des échanges multilatéraux entre la puissance Chinoise et le continent africain.

Depuis les années 2000, les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine connaissent une hausse sensible. Le commerce chinafrique (Tsafack, 2014; Alden et al. 2008; Broadman, 2007, 2008; Geda et Meskel, 2008; Ofodile, 2008; Giovannetti et Sanfilippo, 2009; Wissembach, 2009; Ademola et al. 2009 Ajakaiye et Kaplinsky, 2009; Heet Shi, 2010) qui était quasiment négligeable au début de 1980 a atteint aujourd'hui un niveau mondial<sup>9</sup> du fait qu'il pèse sur les matières premières. Cela n'est pas la seule explication d'une remontée historique des prix mais il y contribue énormément. Eventuellement, un tel résultat ne peut être qu'avantageux aux pays producteurs d'Afrique. Cette rentrée financière devient pour bon nombre d'entre eux

---

<sup>8</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'OMC a remplacé le GATT, qui existait depuis 1947, en tant qu'organisation chargée de superviser le système commercial multilatéral. Les pays qui avaient signé le GATT étaient officiellement appelés parties contractantes au GATT. " Les pays qui ont signé les nouveaux Accords de l'OMC (qui englobent la version révisée du GATT, appelé GATT de 1994) sont officiellement devenus " Membres de l'OMC". Consulté le 14 avril 2016.

<sup>9</sup> Il était d'environ 900 millions de dollars en 1990, le volume des échanges atteint 10.5 milliards de dollars en 2000. Ce chiffre croît rapidement, passant à 29,5 milliards en 2004, puis 40 milliards en 2005, à près de 55 milliards en 2006 (Alden et al. p.11). Il se situe en 2008 à plus de 100 milliards de dollars, qui équivaut à environ deux tiers du commerce total des BRICS-Afrique (Freemantle et Stevens, 2009 a, p. 22) et soit près de deux fois le volume entre la France et l'Afrique.



une possibilité de restaurer de bonnes relations avec les institutions financières internationales et aussi de négocier des annulations substantielles des dettes. Cependant He et Shi (2010) qui ont analysé l'implication de la Chine sur le développement africain, soulignent que « l'impact positif de la présence chinoise sur le développement africain sera limité à long terme à cause d'un énorme conflit d'intérêt entre la Chine et l'Afrique » (p.213). Les auteurs constatent que le renforcement de la présence chinoise en Afrique a été fondamentalement motivé par l'accès aux ressources naturelles africaines. Dans son livre intitulé *Africa's Silk Road*, Broadman (2007) note l'évolution considérable des flux commerciaux entre l'Afrique et la Chine et l'Inde. Contradictoirement à He et Shi, Broadman (2007) soutient que cette explosion des échanges offre un potentiel à l'Afrique subsaharienne une opportunité de développement<sup>10</sup>. D'autre part, Broadman relève que les liens commerciaux entre les deux continents présentent un déséquilibre majeur et arrive à la conclusion que d'un côté comme de l'autre de cette aguichante équation économique, il faut nécessairement tenter de remédier aux irrégularités et aux paramètres faisant obstacle à l'expansion continue de ce lien, par la mise en œuvre des réformes. Il en va non seulement de l'intérêt primordial de l'Afrique en termes de son développement économique, mais également de la prospérité économique de la Chine.

#### **1.1.2.2 Le domaine de l'investissement étranger direct (IDE)**

L'organisation du commerce et du développement économique (OCDE) définit les investissements directs étrangers comme des mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et /ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise

---

<sup>10</sup> These two prodigious countries newfound interest in substantial international commerce with Africa - home to 300 millions of globe's poorest people and the world's most formidable development challenge- present a significant, and in modern times, rare, opportunity for growth, job creation, and reduction for poverty on the sub- Saharan continent. ( p.43).

étrangère. Les IDE constituent l'élément essentiel de la multinationalisation des entreprises. Ils recouvrent les créations de filiales à l'étranger que les fusions-acquisitions transfrontières ou les autres relations financières (notamment les prêts et les emprunts intra-groupes). Les principaux éléments qui sont à l'origine des IDE sont: la réduction des coûts (exportation de ressources naturelles coûteuses, voire impossibles, à transporter, utilisation d'une main-d'œuvre moins onéreuse, d'où la crainte que les IDE puissent participer au mouvement de délocalisation, optimisation fiscale). La conquête de nouveaux marchés, difficiles à participer à pénétrer par les seules exportations. Si l'effet des IDE est généralement considéré comme positif sur la croissance des pays d'accueil (notamment grâce aux transferts de technologie induits), il est plus discuté et ambigu sur le commerce international, sur l'emploi dans les pays investisseurs, sur les conditions de travail et sur l'environnement. Qu'en est-il des IDE chinois en Afrique?

Nous constatons que ces dernières années, l'abondance des flux d'investissement entre la Chine et l'Afrique a suscité un grand intérêt, mais les montants ne sont jamais connus et varient considérablement selon les auteurs (Broadman, 2007; Zafar, 2007; Besada et al., 2008; Sautman et Hairong, 2008; Gu, 2009; Sanfilippo, 2010; Schiere, 2010, Tsafack, 2014) et les modes et les mécanismes de calcul. Cette croissance singulièrement forte s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération Sud-Sud comme le relèvent Besada et al. (2008): «This growth of Chinese FDI reflects a Chinese decision at high level to contribute to South- South cooperation through mutually beneficial commercial relationships with the African continent» (p.12). Les sources officielles évaluaient les investissements chinois à 392 millions de dollars en 2005, mais d'autres sources les estimaient à près de 900 millions de dollars en 2006 (Wang, 2007 et Bio-Tchané, 2008) et 5,4 milliards de dollars en 2008 (Schiere, 2010, p.615). Entre 2004 et 2008, l'Afrique a attiré environ 10% des investissements directs chinois (Sanfilippo, 2010, p.600). Kaplinsky et Morris ont évalués les investissements chinois à 2,7 milliards de dollars dans les champs



pétrolières du Nigéria en 2008 (Kaplinsky et Morris, 2009, p. 554). Quant à (Tsafack, 2014), les IDE de la Chine s'élevaient à 9,3 milliards \$US en 2009. Les investissements chinois sont principalement primaires et liés à l'accès aux ressources minières et pétrolières, mais ils ont tendance à se diversifier. Un grand nombre d'auteurs mettent l'accent sur les opportunités de développement de la croissance exponentielle des investissements chinois en l'Afrique, particulièrement Foster et al.,(2009): *«l'avènement de la Chine et d'autres acteurs émergents en tant qu'investisseurs importants représente, pour l'Afrique une évolution encourageante, vu l'ampleur de son déficit en infrastructures. Les investissements réalisés par ces investisseurs émergents sont sans précédent, quant à leur échelle et à leur concentration sur de grands projets d'infrastructure. [...] Le principal défi pour les gouvernements africains consiste à faire le meilleur usage de toutes les sources extérieures de financement d'infrastructures et, notamment, des sources d'investissent émergentes, pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté sur le continent».*

### **1.1.2.3 Le domaine de l'aide public au développement**

D'après le Comité d'Aide au Développement (CAD), l'aide publique au développement est l'ensemble des aides financières, prévues au budget de l'Etat, et transférées aux pays en voie de développement. La notion de l'aide publique au développement voit le jour lors de la décolonisation, son but est de préserver l'influence des anciennes métropoles dans le contexte géopolitique de la guerre froide (Brunel, 2004:75). L'objectif de l'APD devrait être le rééquilibrage des niveaux de développement des pays respectifs. Donc d'une manière théorique, les différents flux financiers devraient être dirigés vers la mise au point des projets concrets et durables: comme les infrastructures, les actions de lutte contre la faim, la santé et l'éducation. L'APD peut être qualifiée d'« investissement pour l'avenir pour les pays riches, permettant d'ouvrir de nouveaux marchés en réduisant la pauvreté et en promouvant le développement durable et la «poursuite de la politique extérieure » des grandes



puissances mettant en avant une image généreuse et bienveillante d'eux-mêmes, (Guégan, 2005:60). C'est dans ce sens que l'économiste Thomas Bauer, a porté une critique acerbe et ardente sur le principe de l'aide publique au développement. Il était le premier à souligné l'importance de la propriété privée et de règne du droit pour le développement économique. Il qualifiait d'abusif des flux de capitaux transférés du Nord vers le Sud à titre d'aide au développement. Selon lui il s'agit d'une entrave au développement qui tend à maintenir les pays sous développés dans leur condition,<sup>11</sup>Bauer (1915-2002). Actuellement les pays émergents comme la Chine se sont aussi lancés dans la coopération avec l'Afrique à travers l'aide publique au développement et différents projets infrastructurels et agricoles.

La Chine est l'étendard de l'émergence de nouveaux bailleurs sur la scène internationale de l'aide au développement. Conforme au principe de la non ingérence dans les affaires internes des États, avec lesquels elle coopère, la Chine n'impose aucune condition. Elle met plutôt l'accent sur la coopération « *gagnant- gagnant* » et place en avant les relations égalitaires. Depuis les années 2000, la Chine a considérablement augmenté son aide aux pays africains (Wang, 2007; Broadman, 2008, 2009, 2010; Naidu et Mbazima, 2008; Chaponnière, 2008; Guérin, 2008; Kragelund, 2008; McCornick, 2008; Mohan et Power, 2008, 2009; Raposo et Potter, 2010; Berthelemy, 2011). Mais le montant de cette aide reste malheureusement inconnu, du simple fait que la Chine ne divulgue pas des informations sur ses versements au titre de l'aide (Gabas, 2008; Wang et Bio-Tchané, 2008; Chin et Frolic, 2007) de sorte qu'il est difficile d'obtenir des chiffres exacts, complets et fiables sur le volume et les modalités de son aide. Face à ce manque de statistiques, de nombreux auteurs (Taylor, 1998; Kurlantzick, 2007; Wang, 2007; Broadman, 2009) se sont évertués à calculer la somme totale de l'aide chinoise en Afrique. Kurlantzick (2007),

---

11

[http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.euro92.com%2Fnew%2Fdossier.php3%3Fid\\_article%3D127](http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.euro92.com%2Fnew%2Fdossier.php3%3Fid_article%3D127)

qui a travaillé à partir des données africaines, a évalué à 2,4 milliards de dollars l'aide chinoise en Afrique en 2004. Broadman (2009) estime à 1,4 milliards de dollars l'aide chinoise en Afrique en 2007, ce qui paraissait modeste par rapport à celle des États-Unis (7,6 milliards) et la France (4,9 milliards). Tsafack (2014) en se basant sur le Livre Blanc de 2011 de la Chine, celui-ci relève qu'entre 1949 et 2009, la Chine avait fourni 37,7 milliards de dollars d'aide au développement (15,6 milliards de dons, 11,3 milliards de prêts sans intérêt, et 10,8 milliards de prêts concessionnels) dont la moitié à l'Afrique. D'après Alden, 2008<sup>12</sup> l'aide chinoise est libre et sans condition sous la réserve d'une adhésion totale à la politique d'«une seule Chine», ce qui contraint les bénéficiaires à renoncer à la reconnaissance de Taïwan. En 2007 cinq pays n'avaient pas encore officialisé leurs relations avec la Chine, il s'agissait de la Gambie, du Burkina-Faso, du Malawi, du Swaziland et de Sao Tomé et Príncipe. Ceux-ci entretenaient encore diverses relations avec Taïwan. Mais au dernier forum sino-africain, il ne restait plus que le Burkina Faso, ainsi que Sao Tomé et Príncipe qui est d'ailleurs très courtisé par la Chine à cause de son littoral et sa position stratégique sur la mer.

La présence chinoise en Afrique a soulevé de nombreuses critiques (Moss et Rose, 2006; Tull, 2006; Askouri, 2007; Naim, 2007; Reisen, 2007; Taylor, 2007; Woods, 2008; Walker et Cook, 2010) quant aux modalités et aux conséquences de son aide publique au développement. La Chine a souvent été attaquée d'indulgence à l'égard des régimes autoritaires d'Afrique. Selon Woods (2008), l'aide chinoise nuit aux standards environnementaux et sociaux, ainsi qu'aux principes de bonne gouvernance établis par les institutions multilatérales. Reisen (2007) soutient que les procédés financiers de la Chine favorisent la corruption, nuisent à la démocratie et affaiblissent la tolérance à l'endettement. Naim (2007) abonde dans le même sens en qualifiant le

---

<sup>12</sup> China's aid is directed towards projects, developed in consultation with African government, which reflect shared interests and such are of mutual. Its bears mentioning that China does in fact impose one condition, that of derecognition of Taiwan, in its provisions for aid to countries.(p.229).



programme d'aide de la Chine de non démocratique, non transparent, voyou et toxique. Walker et Cook (2010) dénoncent la politique «sans condition» de la Chine qui neutralise les pressions exercées par la communauté internationale en faveur de la démocratie (les droits et les libertés humains), de la préservation des normes environnementales (pollution) et sociales, de la préservation de l'écosystème (coupe abusive des essences), de la préservation de la faune et de la flore maritime (pêche industrielle abusive faisant disparaître certaines espèces rares). Askouri (2007) dans un examen détaillé de la politique chinoise au Soudan, fait valoir que l'aide chinoise a encouragé la dictature et la tyrannie dans plusieurs États africains, y compris au Soudan, au Tchad, et au Zimbabwe. Moss et Rose (2007) ont exprimé leurs préoccupations par rapport à l'ambivalence voire à l'imprécision de l'Exim Bank sur les normes environnementales et sociales en Afrique. Nonobstant, les multiples critiques dont elle fait l'objet, et d'après (Woods, 2008: 1220) l'aide de la Chine au développement est très répandue. Elle est sollicitée et très appréciée par les gouvernements des pays bénéficiaires en Afrique.

### **1.1.3 UNE ANALYSE DE LA COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE**

Sur la question de la coopération entre la Chine et le Cameroun, il n'existerait pas des travaux proprement scientifiques. Cependant des multiples productions scientifiques à caractère général sur les relations entre les deux pays ont été produites. Dans le domaine politique, les relations politiques sino-camerounaises, certains auteurs comme Oyono (1990), la politique africaine du Cameroun depuis 1960 établit les convergences entre la Chine et le Cameroun à travers le soutien de Pékin à l'Union des Populations du Cameroun (UPC) dans la lutte contre l'impérialisme de la France (Oyono, 1990: 32). Toujours dans la même lancée, Kengne Fodouop (2010), nous présente l'ancien président Ahidjo comme étant l'un des premiers présidents d'Afrique à se rendre officiellement en 1973 en Chine et à s'y entretenir très longuement avec Mao Zedong (Kengne Fodouop, 2010: 339).



Dans le domaine stratégique, Michel et Beurêt (2008) estiment que la Chine occupe de manière vertigineuse le terrain au Cameroun, enterrant la Françafrique par l'exploitation des minerais et du bois (Michel et Beurêt, 2008: 147). Dans le même ordre d'idées, Nguyen (2008), montre que Pékin, ait mis sur pieds une nouvelle stratégie pour développer sa culture via la coopération en Afrique en créant des Instituts Confucius, dont l'un fût créé au Cameroun (Nguyen, 2008: 70-71). Selon De Swielande, (2009: 0-10), la Chine développe depuis quelques années, un ensemble d'outils pour promouvoir son émergence non menaçante mais attrayante. C'est ce qui justifierait son déploiement culturel au Cameroun. Ces relations culturelles entre les deux pays sont spécifiques, mais n'ont pas fait l'objet de nombreuses études. C'est pour cela que notre étude tentera d'apporter une contribution scientifique sur la coopération Sino-africaine pour essayer de combler une partie de vide.

## **1.2 QUESTION DE RECHERCHE**

Selon Beaud (1996: 32), une problématique se définit comme l'ensemble construit autour d'une question principale, des hypothèses de recherche et des lignes d'analyse qui permettront de traiter le sujet choisi». Pour Quivy et Van Campenhoudt, (2006: 101), La problématique peut être définie comme l'approche ou la perspective théorique qu'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question de départ. Elle est une manière d'interroger les phénomènes étudiés. Mais pour Olivier, (2005: 24) «la problématique est la recherche de «ce qui pose problème», c'est-à-dire une difficulté théorique ou pratique dont la solution n'est pas trouvée». La pertinence scientifique de notre problématique s'inscrit dans les préoccupations des chercheurs, c'est-à-dire en soulignant l'intérêt grandissant des experts sur ce sujet. C'est cette derrière qui semble cadrer à notre objet d'étude. La coopération sino-africaine met en exergue l'ensemble des relations (économique, commercial, politique) que les États africains entretiennent avec la Chine, et particulièrement celles qui s'effectuent entre

la Chine et le Cameroun avec l'objectif de promouvoir le développement. Il est question ici d'analyser et déterminer si les enjeux de la coopération sino-africaine augurent des nouvelles opportunités de développement en Afrique subsaharienne en général et au Cameroun en particulier. Et quelles seront les impacts de cette coopération sur l'économie et les populations camerounaises?

### 1.3 HYPOTHÈSE

En ce qui concerne notre cas d'étude, l'hypothèse<sup>13</sup> centrale est que les nouvelles relations économiques que l'Afrique entretient avec la Chine sont d'une grande opportunité, car ce partenariat offre de nouveaux mécanismes de financement. La Chine offre des modalités alternatives de financement au développement du continent. Cependant, elles sont aussi porteuses d'impacts, notamment un assujettissement accru au cycle des exportations des matières premières et un nouveau cycle d'endettement, le trafic des essences qui entraîne la déforestation, le réchauffement climatique et enfin la faillite de nombreuses PME locales. Le développement d'une coopération économique bénéfique aux deux parties sera difficile, en particulier pour les pays africains moins dotés de ressources, présageant ainsi une dépendance accrue aux matières premières. Par contre ces nouvelles relations illustrent un modèle de coopération «sud-sud» qui pourrait être avantageux pour toutes les parties à la fois pour la Chine et pour l'Afrique en raison de l'actuelle convoitise géopolitique. La Chine pourrait tirer des avantages non négligeables de cette relation, qui lui donne accès à des matières premières, élargit les débouchés pour ses exportations et permet de faire des investissements qui pourraient à terme lui apporter d'énormes bénéfices. Par contre l'intégration du continent, par la résolution

---

<sup>13</sup> Selon Grawitz (2001: 11), elle doit être rattachée à une théorie existante afin d'être en conformité avec le contenu actuel de la science. À la suite de ce qui précède, Olivier (2005:24) estime que l'hypothèse (ou la proposition de recherche) constitue, sous la forme d'un énoncé, la réponse que le chercheur apporte aux objections qu'il a lui-même formulées face aux études qui l'ont précédé.



des problèmes d'infrastructures et l'accroissement des échanges commerciaux, s'avère être un scénario possible et impératif. Cependant la coopération sino-africaine est considérée comme un outil fondamental de propagande et de promotion de l'impérialisme chinois en Afrique et précisément au Cameroun. Ce nouveau partenariat soulève des enjeux importants à savoir: l'affirmation du capitalisme dit «sauvage» sur l'économie africaine et celui du positionnement de la Chine sur l'échiquier international comme grande puissance économique, tout en se basant sur sa doctrine de «*soft power*». Le capitalisme «sauvage» est une forme abusive d'exploitation des matières premières et aussi des hommes en Afrique par les mauvaises conditions de travail (salaires de misère, des journées interminables et des conditions de travail insalubres et dangereuses). Cela conduit à ce que nous avons appelé plus haut "impérialisme chinois". Si nous parlons de l'impérialisme chinois ici c'est parce que premièrement, la Chine utilise le concept de coopération pour promouvoir sa langue, sa culture et sa vision du monde partout en Afrique. De ce fait, elle crée des Centres Confucius en Occident tout comme en Afrique, qui ont pour principale mission de promouvoir la culture et la langue, la civilisation et la vision politique de la Chine sur le monde. Deuxièmement, la Chine impose ses idées et ses conditions sur le financement de certains grands projets en Afrique, car c'est elle qui apporte les capitaux nécessaires au financement et décide comment ils doivent être utilisés à court et à long termes.

La présence chinoise en tant que source de financement du développement de l'industrie extractive en Afrique a permis de diversifier les options. Il reste à savoir si ce nouveau partenariat « sud-sud » ne va pas générer de nouvelles formes de dépendance à l'image du schéma «centre-périphérie» sans que l'Afrique subsaharienne n'y gagne grand-chose. Comme le dénonçaient Amin, 1970, 1973 et Cardoso, 1978 à partir de la théorie de l'échange inégal et celle du sous-développement en Afrique du nord et en Amérique latine, le même scénario semble se reproduire actuellement en Afrique subsaharienne avec le partenaire chinois.



Le risque majeur serait de voir l'Afrique subsaharienne s'enliser dans une spécialisation de l'exportation des ressources pétrolières et minières, sans pour autant résoudre le problème de la pauvreté et du sous-développement. Pour les pays non exportateurs de pétrole et de minerais, la mise en œuvre d'une coopération mutuellement bénéfique pour les deux partenaires sera difficile et présagerait une dépendance accrue. En effet les pays africains non producteurs de pétrole sont pénalisés par la hausse des prix, c'est le cas dans le secteur du textile, du cuir, où ces pays sortent perdants sur les marchés tiers du fait qu'ils ne sont pas compétitifs. Entre autre sur le plan géopolitique, la présence chinoise présente une importance stratégique et politique: côté africain, cela renforce les rentes de l'élite qui contrôle les ressources pétrolières et minières au détriment des populations locales. Côté chinois, cela confère le premier rang de puissance économique mondiale, un grand poids politique sur la scène internationale avec l'appui des alliés inconditionnels que sont les pays africains. Ce positionnement de la Chine en Afrique remet en cause les enjeux et les intérêts des anciennes puissances coloniales et on observe une redistribution des cartes géopolitiques sur l'échiquier du continent. La nouvelle ruée vers l'Afrique pourrait donner aux États africains plus de marge de manœuvre politique pour poursuivre l'industrialisation structurelle et une alternative à l'acceptation des exigences impératives et arbitraires des institutions financières internationales et des conditions désavantageuses que les pays occidentaux avaient l'habitude de leur imposer.

En somme la coopération avec la Chine apparaît comme un puissant accélérateur du développement, car il y a beaucoup à gagner avec l'approfondissement de cette coopération, à condition que les termes de celle-ci soient clairement définis et équitables. Il est nécessaire de noter qu'à cette étape de la transition africaine, la stratégie d'investissement en infrastructures que l'Afrique privilégie, constitue sans doute la meilleure voie vers une amélioration de la productivité et du transfert de technologie. Le fait que l'Afrique résolve un volet technologique, en choisissant le

domaine d'investissement en infrastructures et l'accroissement des échanges commerciaux, s'avère être une réussite. Pour tirer pleinement profit de cette nouvelle coopération, les gouvernements africains sont encouragés à élaborer des politiques de développement de manière à ce que la coopération avec la Chine soit fondée sur des règles claires de nature à fournir des avantages mutuels et bénéfiques aux pays africains.

#### **1.4 LES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES**

Nous allons mobiliser le centre-périphérique comme le cadre théorique (1), le cadre méthodologique (2) quant à lui portera sur des méthodes qualitatives et quantitatives. Enfin la méthode géopolitique (3) nous permettra de connaître les enjeux tant politiques que stratégiques de la percée chinoise en Afrique subsaharienne.

##### ***1.4.1 Cadre théorique: la théorie centre - périphérie (théorie de la dépendance).***

Pour Gingras et Côté (2010:112), la théorie est avant tout un moyen de donner un sens à nos connaissances. « c'est un ensemble de propositions logiquement reliées, encadrant un plus ou moins grand nombre de faits observés et formant un réseau de généralisations dont on peut décrire des explications pour un certain nombre de phénomènes sociaux. En sciences sociales toute théorie part d'un intérêt pour certains phénomènes sociaux et de l'identification de «problèmes» qui demandent une explication Gingras et Côté (2010:114). Aspirant à devenir une explication, la théorie considère les informations disponibles qu'elle filtre et organise dans une problématique. À partir des problèmes, elle élabore un corps d'hypothèses qui forme la base de toute théorisation. La théorie n'est pas seulement une formulation en des termes plus exacts du savoir déjà acquis, mais encore une stimulation à poser de nouvelles questions pour améliorer notre savoir ou pour proposer de nouvelles voies pour influencer le monde dans lequel nous vivons. D'après Gingras et Côté (2010: 112) ces questions et ces propositions peuvent se poser en des termes plus généraux ou inciter à de nouvelles orientations de recherche. Les considérations théoriques



peuvent ainsi engendrer de nouveaux paradigmes, de nouvelles grilles de lecture, et de nouveaux courants de pensée. Le grand défi de la théorie, c'est la pertinence, à savoir sa capacité de refléter la réalité. On peut en effet construire des théories inconséquentes mais logiques. L'aspect conceptuel de la théorie prend toute son importance au moment de sa formulation: la clarification des mots clés répond au besoin de compréhension qui donne aux théories leur pertinence. La conceptualisation aide à organiser la pensée dans un système de termes significatifs auquel on peut se référer de façon rigoureuse et non équivoque.

Notre démarche analytique se situera dans le cadre de la pensée néo-marxiste et de l'école de pensée appelée: la «*dépendance*<sup>14</sup>» avec comme principaux théoriciens Dos Santos (1972 [2000] ), Cardoso (1978), Furtado (1970), Gunder (1972), Amin (1970) et Arghiri (1969). La pensée certains de ces auteurs nous amène à saisir les problèmes fondamentaux du développement de l'Afrique, ainsi que l'intérêt grandissant de la présence effective de la Chine en Afrique subsaharienne et particulièrement au Cameroun.

Selon le néo-marxisme, le sous-développement est le fruit du développement des pays du centre. Le commerce international participe à l'exploitation des pays périphériques par les pays centristes. En effet, les pays périphériques exportent surtout les produits à faible valeur ajoutée et importent des produits à forte valeur ajoutée en provenance du centre. Ils sont condamnés à s'appauvrir en participant au commerce international, car celui-ci entraîne la captation du surplus par le centre. En participant au commerce international, ils demeurent dans une dépendance technique, humaine et financière vis-à-vis du centre (Amin 1970, Emmanuel 1969, Cardoso et Faletto, 1978). Suite à ce constat, les économistes néo-marxistes dits

---

<sup>14</sup> La théorie de la dépendance, qui servira de caution scientifique à la revendication d'un nouvel ordre international, aura apporté un éclairage sur les rapports entre les déterminants exogènes du sous-développement et le fonctionnement de l'économie internationale, ainsi que sur la nature politique et culturelle des relations d'inégalités entre centre et périphérie selon Pauline Blend.



"dépendantistes"<sup>15</sup> vont se radicaliser<sup>16</sup> dans les années 1970 à l'analyse centre-périphérie<sup>17</sup> en développant le concept de dépendance (cette notion existait déjà dans les travaux de Prebisch), dans le cadre d'une théorie de l'impérialisme des pays développés sur les pays du Sud, déjà proposé par Lénine (Deubel 2008: 480). Ils vont ensuite analyser le développement inégal à travers la théorie de l'«échange inégal» (Amin, 1970, 1973), qui s'effectue entre le centre et la périphérie dont l'existence est déjà évoquée par les structuralistes s'explique par l'échange inégal qui structure l'extension mondiale du système de production capitaliste. Selon Amin (1970), le blocage du processus d'accumulation au Sud et les disparités croissantes entre les économies du Nord et celles du Sud sont issus de l'échange inégal. Au Nord, la croissance économique s'accompagne du développement tandis qu'au Sud elle renforce la «désarticulation» des structures de production. Pour sortir de cette logique inégalitaire, il préconise une rupture avec les systèmes de référence du capitalisme pour un modèle alternatif autocentré reposant sur leur propre système de valeurs (Amin, 1986).

---

<sup>15</sup> le terme de «dépendantistes», de l'espagnol (dependentista) désigne les théoriciens dits de la «dépendance» à savoir les sociologues, économistes et activistes qui, les premiers, ont émis des doutes sérieux sur les chances de développement des pays pauvres dans un contexte de dépendance économique et géographique. Les théoriciens de la dépendance ont partagé, à divers degrés, l'idée qu'il existait une alternative indépendante pour le Tiers-monde.

<sup>16</sup> C'est-à-dire qu'ils se constituent contre le courant réformiste «structuraliste» et contre les schémas évolutionnistes qu'ils assimilent généralement à la pensée libérale. [...] Le cadre dominant d'analyse devient le capitalisme mondial et les liens entre centre et périphérie. [...] Le courant dépendantiste privilégie l'intégration au capitalisme, comme facteur déterminant du sous-développement; il rejette généralement le projet de modernisation pour celui de déconnexion vis-à-vis du marché international et de substitution des importations (Hugon, 2007, p. 723).

<sup>17</sup> Le contraste Pays centraux/Pays périphériques était synonyme de pays industrialisés et non industrialisés. Il ne l'est pas plus aujourd'hui et le transfert des moyens de contrôles du système mondial se fait du privilège de l'industrie à ce que Amin appelle les cinq privilèges des centres impérialiste contemporains: la domination sur les technologies avec la surprotection par l'OMC; l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète; le contrôle des moyens de communication et d'information; le contrôle du système monétaire et financier intégré, mondialisé; et le contrôle des moyens de destruction massive. (Dembélé, 2011, p45, Amin, 1970).

Dans ce système qui intègre les pays sous-développés, l'accumulation des richesses se réalise uniquement dans les pays du centre dits développés. Cette accumulation prend forme au moyen de l'échange inégal. Les pays du centre se développent grâce à la domination qu'ils exercent sur la périphérie. Les pays sous-développés sont maintenus dans la situation de dépendance totale vis-à-vis des pays du centre. Pour Presbish (1950), les pays de la périphérie sont victimes d'un échange inégal. Il faut briser le déséquilibre qui crée l'échange entre pays en développement et pays industrialisés. L'intervention active des États est nécessaire pour prévenir les inégalités, coordonner les investissements et protéger les industries locales et nouvelles. Aussi, une intégration économique pour atténuer l'étroitesse des marchés nationaux est également nécessaire (Dansereau, 2008:46).

Une deuxième mouvance s'appuie sur une lecture historique des relations entre les pays au centre de l'économie mondiale et ceux qui se situent à la périphérie, relations profondément marquées du sceau de l'inégalité. Au sein du système mondial capitaliste, la persistance de modes de production de type féodal dans les pays de la périphérie crée une disparité entre ces pays et ceux du monde capitaliste industrialisé. Frank (1966) est l'un des théoriciens représentatifs de cette tendance, tout comme Wallenstein (1978) ont proposé des travaux sur le concept de "centre" et de "périphérie". Ses travaux ont anticipé l'aggravation du conflit Nord-Sud et aussi la dichotomie du capital et de l'accumulation. Loin de se succéder dans le temps de manière strictement segmentée, ces interprétations dissidentes autorisent des croisements et des recoupements. [Comme de la théorie de l'impérialisme structurel de Galtung et de la dépendancia latino-américaine]. Dans un article publié dans le *journal Peace Research* en 1971, Galtung a procédé à une analyse de la nature des rapports qui unissent le Centre et la Périphérie, en mettant en lumière la convergence, la connivence et la culture comme celle des élites du Nord et celles du Sud. Comme le relève aussi Wallenstein (1996): jusqu'à un certain point, les gouvernements latino-américains suivirent les recommandations de la CEPAL (Commission économique



pour l'Amérique latine) et il y eut effectivement une amélioration économique, bien que limitée, durant les décennies 1950 et 1960. Quoi qu'il en soit, l'amélioration de la situation moyenne en Amérique latine a semblé insignifiante à la majorité des intellectuels latino-américains, lesquels décident de durcir le langage et les analyses de la CEPAL, (Wallenstein, 1996: 209). Ces dépendantistes pensent que la situation de sous développement dont souffrent les pays latinos s'explique par la dépendance dans laquelle ils sont placés par rapport aux pays industrialisés. Les problèmes posés par l'industrialisation en Amérique Latine face à ce que Prebisch qualifie de faillite «du capitalisme périphérique», est vérifiable à l'approche dite de l'Industrialisation par Substitution aux Importations (ISI), pour échapper aux effets de la dépendance des pays sous-développés. Le modèle de développement axé sur la substitution des importations par la création d'une infrastructure industrielle locale devrait alors permettre de réduire la dépendance, avec des mesures protectionnistes pour ne pas fragiliser l'industrie naissante, sera remise en question par les économistes de la CEPAL.



Le système mondial capitaliste de l'économie est un système impérialiste et colonialiste, dont les firmes multinationales implantées dans les pays de la périphérie seraient des héritières. La périphérie apporte ses matières premières au centre qui les transforme et capte au passage le profit et donc bénéficie d'un processus d'accumulation. Le rapport de domination n'est plus, et n'oppose plus les classes sociales, mais les pays à l'échelle mondiale. Les auteurs de la notion de dépendance considèrent que le sous-développement est un produit du capitalisme et du développement. La périphérie ne peut pas se développer dans le système du capitalisme, car ce système a été mis en place pour la maintenir dans ce perpétuel engrenage.

Les principaux éléments de blocage de la périphérie (Favreau 2004: 5-6) sont: le colonialisme et l'impérialisme, des systèmes de pillages du Tiers-Monde et d'entretien des liens de dépendance économique après les indépendances politiques; l'échange inégal conduit à la détérioration des termes d'échange des services et des marchandises; la perpétuelle crise de l'endettement des États du sud envers les institutions bancaires du centre: elle draine également vers le centre les flux financiers car le paiement des intérêts et des charges (capital) de la dette extérieure des pays de la périphérie remonte vers le centre; le blocage du développement par les couches dirigeantes de la périphérie: les grands propriétaires terriens, les appareils militaires rentiers ou la bourgeoisie achetées par les intérêts étrangers s'enrichissent au détriment de leur société et placent l'argent dans les banques des pays du centre. La périphérie doit chercher d'autres voies et moyens pour se développer et accroître sa croissance. Il est impératif pour la périphérie de trouver un nouveau mécanisme d'allocation des ressources naturelles ou bien une façon de sortir de cette dynamique du système économique mondial à travers un cadre national de développement intégré, à partir du développement local. Samir Amin (1973, 1986: 39-45), à travers sa théorie radicale de la modernisation et du décollage économique des pays du Sud, va prôner la «déconnexion» qui veut dire la rupture des rapports de l'échange inégal

entre le centre et les périphéries qui permettra à ces dernières de créer un processus de développement autocentré. Selon Amin (1986), la déconnexion ne veut pas dire l'autonomie absolue, c'est-à-dire l'abandon ou le retrait des échanges commerciaux, financiers, et technologiques avec l'extérieur, mais plutôt concilier les rapports économiques extérieurs avec la logique des priorités internes de développement. Selon les indépendantistes il faut intégrer le développement aux réalités socio-économiques d'un pays en tenant compte de ses besoins spécifiques et les plus essentiels. Pour Calkins (1991), une telle démarche est impossible sans une coalition des pays de la périphérie. En plus, les pays capitalistes du centre ne l'admettraient pas, et la propre logique du capitalisme est de maintenir la périphérie dans le sous-développement. [Les conditions de déconnexion que propose Samir Amin de nos jours aux pays du sud ne sont pas réalisables et envisageables dans la mesure où ces pays sont encore enfoncés dans les systèmes d'ajustement structurels]. «Alors que les projets de développement sont les projets d'industrialisation, il est impossible pour Amin de croire que la périphérie pourra se développer dans un cadre capitaliste. Le rattrapage que l'on demande à la périphérie de faire n'est qu'une illusion, comme lui-même le souligne: *«l'illusion d'un capitaliste national indépendant et donc du rattrapage dans le capitalisme et dans le mondialisé, même si c'est en conflit partiel avec les logiques de ce système mondial tenace»* (Dembélé, 2011: 72-73)».

Cette école est très complexe, et parfois contradictoire: Amin s'appuie sur les travaux marxistes pour analyser le capitalisme comme un système mondial et non comme une juxtaposition de capitalismes nationaux inégalement développés dans son ouvrage *«Accumulation à l'échelle mondiale»*. Alors que Wallenstein n'étant pas marxiste a élaboré sa théorie du système-monde dans les années 1960-1970 partage une même vision fondamentale du capitalisme où André Gunder Frank, Giovanni Arrighi, quand il adopte une définition plus large du capitalisme qu'il assimile à l'expansion des marchés et du travail salarié.



#### ***1.4.2 Cadre méthodologique et structurel.***

Pour évaluer et vérifier les informations scientifiques de notre étude, nous allons utiliser une approche mixte, c'est-à-dire la recherche qualitative (1) et la recherche quantitative (2). Cela nous permettra de répondre aux questions du «pourquoi » l'Afrique a-t-elle choisi de coopérer avec la Chine et d'expliquer ou analyser «comment» cette coopération s'effectue sur le terrain. Chaque approche comble un besoin différent, dans notre cas d'étude nous considérons la recherche qualitative et la recherche quantitative comme étant complémentaires.

##### **1.4.2.1 La méthode qualitative.**

La méthode qualitative désigne « tout type de recherche qui emploie des informations non numériques pour explorer les caractéristiques des faits, des phénomènes sociaux et arrive à des résultats qu'il est impossible d'obtenir par des techniques statistiques ou d'autres méthodes quantitatives » (Schwandt. T., 1997). Dans cette étude la méthode qualitative sera utile pour comprendre les domaines méconnus de la coopération sino-africaine, et particulièrement ceux de la coopération sino-camerounaise. Aussi elle nous permettra d'expliquer les informations complexes, la compilation de certaines données commerciales et comment certains concepts ont été interprétés et utilisés.

L'utilité de la méthode qualitative nous permettra d'édifier les concepts et d'expliquer le cadre théorique à partir de la réalité de la coopération sino-africaine et de comprendre la présence chinoise en Afrique de manière approfondie et détaillée. La recherche qualitative génère des hypothèses, du fait qu'elle est généralement inductive et examine un ensemble d'idées, d'approches et de concepts. Dans sa phase explicative, elle saisit des renseignements étoffés, contextuels et détaillés qui permettent de traiter notre question d'étude. Dans notre cas d'étude nous avons adopté une large revue documentaire sur les différentes sources statistiques (littérature empirique, des revues savantes avec des comités de lectures, des bases de données internationales, des rapports statistiques nationaux, ainsi qu'une grande variété de rapports, y compris des rapports de presse) pour expliquer l'aspect politique et social



de la coopération sino-africaine. À partir de la méthode qualitative (observation analyse des discours), nous évaluerons les impacts politiques, sociaux et environnementaux de la coopération chinoise sur le développement africain en tenant compte de trois axes des relations sino-africaines: les investissements directs étrangers, les échanges commerciaux et l'aide publique au développement. Le poids des échanges commerciaux de la Chine vers l'Afrique ainsi que celui du financement des projets permettront de mieux cerner la dynamique des actions et des interactions entre la Chine et l'Afrique subsaharienne, et particulièrement avec le Cameroun. Cependant nous avons rencontré des difficultés en termes de statistiques.

#### **1.4.2.2 La méthode quantitative**

Pour mieux comprendre les principes qui sous-tendent les phénomènes observables, la science a été perfectionnée au cours des derniers siècles. Si la recherche qualitative décrit des cas précis et des phénomènes, la méthode quantitative quant à elle se fonde sur la comptabilité et l'analyse mathématique des données. Elle a recours aux études rigoureuses et aux analyses statistiques qui tendent à réduire le rôle du jugement humain dans l'interprétation des statistiques ou des données. Cette méthode a pour but d'étudier des associations statistiques entre des variables ou des différences et d'interpréter les données sur des échanges commerciaux entre les deux partenaires.

La recherche quantitative vérifie les hypothèses. Elle est donc généralement de nature déductive, du fait qu'elle examine un ensemble de statistiques et de données provenant des importations et des exportations commerciales dans différents secteurs. Cette analyse permet d'obtenir des estimations numériques sur des activités économiques. Les statistiques africaines tout comme celles provenant de la Chine ne sont pas systématiquement recueillies ou divulguées. Les chiffres, les taux et les véritables destinations des flux d'investissements de la Chine restent difficiles à déterminer. Surtout quand ils vont à destination des pays africains, le traitement des données restent très insuffisants (Broadman, 2007; Cabral, 2010). Que ce soit du côté de la Chine ou du côté des pays africains, les statistiques économiques sont

insuffisantes. Dans le cas de la Chine nous avons constaté que les données restent difficilement comparables à cause de la partialité et du manque de fiabilité des sources (Brautigam, 2008). Une autre raison vient fortifier cette thèse est que les motivations de l'aide chinoise sont étroitement liées à des considérations économiques et géostratégiques. Le gouvernement chinois considère que les données, les montants de l'aide extérieure, les modalités des contrats et des autres données pertinentes sont des secrets étatiques (Brautigam, 2009, p.167-168). La difficulté à estimer le volume total du financement des projets chinois relève de la responsabilité de plusieurs ministères. Les carences statistiques relèvent les difficultés des chercheurs à dresser un argumentaire rigoureux et pertinent sur les actions de la Chine en Afrique. Compte tenu de ces difficultés, nous allons recourir à des statistiques fournies dans la littérature et des données émanant d'institutions internationales telles que l'OMC, le FMI ou la CNUCED. Nous nous sommes appuyés aussi sur un grand nombre d'articles scientifiques, des livres publiés, des thèses doctorales, des revues, des journaux, des discours et des documentaires proposés par les médias. Les informations publiées sur les sites web des institutions publiques, des entreprises d'États permettent de vérifier des informations mentionnées dans ces articles de presse et des documents administratifs.

#### ***1.4.3 La méthode géopolitique.***

La géopolitique est l'étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des États et sur les relations internationales. Pour Ratzel (1844-1904), un État est "comme un être vivant qui naît, grandit, atteint son plein développement, puis se dégrade et meurt" (Politische Géographie, 1897). Pour vivre ou survivre, il doit s'étendre et fortifier son territoire, avec la notion de "Lebensraum", d'"espace vital". Les successeurs de Ratzel ont proposé au IIIe Reich une approche cartographique du monde où les "Grands Peuples" se partagent la planète en fonction d'alliance et d'une hiérarchie des peuples fondée sur la race. Les dérives de la géopolitique ont conduit au bannissement de cette discipline dans les universités



jusque dans les années 1970-1980, où l'étude des nouveaux conflits lui a permis de retrouver une légitimité par l'utilisation des connaissances de la géographie physique et humaine, de l'histoire et de la science politique. Les enjeux de la géopolitique sont désormais liés à ceux de la démographie, des flux migratoires, de la prolifération nucléaire, de l'accès à l'eau potable, des ressources alimentaires, du réchauffement climatique, des régionalismes.

En ce qui concerne notre étude, Thual (1996) estime que, la géopolitique est également considérée comme une méthode d'analyse des phénomènes internationaux. Selon Claval (1994: 6), «elle s'interroge sur le calcul des uns et des autres et ce qui les pousse à agir». Conscient de cette réalité Chauprade (1999: 320), conseille à tout chercheur soucieux de comprendre la vie internationale actuelle de s'approprier cet outil précieux et indispensable. Toujours dans le même ordre d'idée, Cabanis (2010: 61), pense que «la géopolitique est un savoir pratique et opératoire ayant pour fondement une méthode d'analyse scientifique reposant sur la prise en compte de ce que Jacques Soppelsa nomme d'une part les «tendances lourdes» et d'autre parts les «variables contemporaines» de l'objet d'études». C'est donc un moyen efficace pour analyser la valorisation de la dimension économique et commerciale dans la coopération sino-africaine, en mettant un accent particulier sur la coopération sino-camerounaise et ses impacts.

Pour Thual (1996:4), il s'agit de se servir de la méthode d'analyse géopolitique afin d'«identifier les acteurs, d'analyser leurs motivations de décrire leurs intentions». En somme, il s'agit de se servir de cette méthode pour décrypter les intentions profondes et généralement non avouées qui animent le gouvernement chinois lorsqu'il décide de mettre un accent particulier dans la construction des infrastructures, les échanges commerciaux et dans le domaine de l'agro-industrie en Afrique et au Cameroun en particulier. Le partenariat stratégique sino-africain survient dans un contexte politique dominé par l'intégration politique du continent. La création de l'Union Africaine (UA) en 2002 marque une étape cruciale du continent vers une unification politique. Cette



vision unitaire est sous-tendue par l'idée de faire peser d'avantage l'Afrique dans les instances internationales pour influencer les différents débats (comme l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement), et amener la communauté internationale à négocier non plus avec un conglomérat d'états, mais plutôt avec les structures sous-régionales, régionales voire continentales. Cette démarche unitaire a commencé à porter ses fruits avec l'invitation régulière des leaders africains promoteurs du NEPAD aux sommets du G8. La Chine soutient cette vision politique et a offert aux pays africains la construction du siège de l'UA. Du côté de Pékin, la Chine appelle à accroître la place de l'Afrique dans les institutions internationales, car elle cherche à fidéliser le vote africain à l'ONU, à développer un réseau d'alliés pour maintenir un vivier de partenaires susceptibles de contrebalancer l'influence des puissances concurrentes. Par exemple la Chine apprécie tout le poids des voix africaines qui lui ont permis en 1971 de retrouver son siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, au détriment de Taiwan.

## **CONCLUSION**

Notre mémoire se composera de deux autres chapitres: la coopération sino-africaine et développement: le cas du Cameroun. Il s'agira dans ce chapitre d'analyser la coopération dans un cadre général à partir de la conférence de Bandoeng, jusqu'aux différents forums. Ensuite dans un cadre particulier en analysant le contexte camerounais et la signature d'importants accords. Le dernier chapitre quant à lui analysera les opportunités en termes de construction d'infrastructures et de développement, et aussi les impacts à court et à long terme de ce partenariat.

## **CHAPITRE II**

### **COOPÉRATION SINO-AFRICAINE ET DEVELOPPEMENT: LE CAS DU CAMEROUN**

#### **INTRODUCTION**

Une lecture de l'influence de la Chine en Afrique, nous amènera dans ce deuxième chapitre à analyser dans une première section la coopération sino-africaine vue dans un cadre plus général (I), qui commencera avec la conférence de Bandoeng, puis évoluera avec la mise sur pied des différents forums sur la coopération sino-africaine (FOCCA) qui marqueront la prédominance et la stratégie de la conquête chinoise en terre africaine. Les FOCCA sont «des conférences qui ont pour but de mener des consultations sur un pied d'égalité, d'approfondir la connaissance mutuelle, d'élargir les terrains d'entente, de renforcer l'amitié et de promouvoir la coopération», Auregan ( 2015: 2). Ces forums représentent une coopération «sud-sud» dont les enjeux seront mieux d'être relevés pour en saisir le sens. Dans la deuxième section il sera question d'analyser cette coopération dans un cadre plus spécifique (II), celui du Cameroun. Pour cela, nous allons présenter les débuts tumultueux de cette coopération et qui se sont apaisés par la suite avec la visite officielle de l'ancien Président du Cameroun, ensuite par la signature des nombreux accords économiques avec le Cameroun.

## **2.1 LA COOPÉRATION VUE DANS UN CADRE GÉNÉRAL**

Il semble que la Chine arrive en Afrique dans un contexte de désolation, d'un environnement en proie aux conflits armés, à la misère et à la pauvreté. Bref c'est dans une Afrique abandonnée par l'occident où il n'y a plus aucun signe d'espoir, que la Chine implante ses racines pour une nouvelle reconquête. D'après Nguyen (2009), Boillot et Dembinski (2013), l'offensive chinoise est très ordonnée. Elle est assurée par une diplomatie officielle très active et omniprésente depuis des longues décennies, avec 47 ambassades et 7 consulats implantés aux quatre coins de l'Afrique. Les différents moyens stratégiques mise en place par la Chine sont à la fois d'origine lointaine: la conférence de Bandung de 1955 (1), immédiate à savoir les forums et les sommets Chine-Afrique (2) organisés depuis les années 2000, puis analyser les enjeux de ces différents forums (3) sur l'économie africaine.

### ***2.1.1 La Conférence de Bandung et le Mouvement des Non alignés.***

La visée de la conquête de l'Afrique par la Chine est aussi lointaine qu'immédiate. Cette visée prendra naissance avec la conférence de Bandung en 1955, suivi du séminaire économique afro-asiatique de 1965, et de la conférence de 1975 des pays en voie de développement regroupant les 77 pays du tiers monde sur les matières premières.

La présence de la Chine en Afrique date des années 1950. Son intérêt grandissant pour le continent s'est construit au fil du temps. Selon les auteurs comme Quiminal (1975), Berg (1980), Guerassimaff (2011: 265-266), cet intérêt a commencé dans le cadre du soutien aux mouvements africains de libération aux luttes pour les indépendances dans la grande mouvance des pays non alignés. A partir de 1955 la conférence de Bandung n'accueille que cinq pays africains. La Chine développe ses relations avec les pays d'Afrique tout en forgeant une certaine unité du tiers-monde. Cette tentative de rapprochement sera son principal axe d'intervention aux Nations-Unies en 1972. Selon Guerassimaff (2011), la conférence de Bandung confirme la politique de coexistence pacifique, d'amitié et de coopération de la Chine vis-à-vis



des pays du tiers-monde. Le président égyptien Nasser annonce en 1956 l'établissement de ses relations diplomatiques avec la Chine; le Maroc et le Soudan lui emboîteront le pas en 1958. Sur le plan économique et technique, la Chine établit des accords de coopération économique qui permettront à ces deux pays du tiers-monde d'avancer dans leur développement économique indépendant. A cette époque, l'aide économique et technique chinoise est principalement une forme d'échange de produits industriels, de biens d'équipements et de collaboration technique contre des produits peu ou pas élaborés. Elle tente de s'insérer peu à peu dans les plans de développement des pays du tiers-monde.

En 1965 au séminaire économique afro-asiatique, la Chine jouera un rôle très actif en proposant des programmes et des plans susceptibles de vaincre le sous développement. D'après Quiminal (1975:180) et Guerassimaff (2011), l'objectif est que les pays intéressés doivent abolir tous les privilèges économiques et politiques, faire du secteur national le facteur déterminant du développement confier la planification à l'Etat ainsi que la répartition du secteur national. Faire des réformes sociales et démocratiques en commençant par la réforme du secteur agraire est nécessaire, c'est-à-dire trouver un équilibre national entre l'agriculture, l'industrie lourde et légère en donnant la primauté au secteur agricole, ensuite former un personnel technique et de direction des projets de l'économie nationale.

Le but de ce séminaire économique était de montrer aux pays du tiers-monde qu'ils ont la possibilité de compter essentiellement sur leurs propres ressources naturelles et humaines pour développer leur économie. En d'autres termes, ils peuvent aussi s'unir entre eux, former un front commun pour remédier à leur manque. La Chine assiste aussi à la réunion du Comité Intergouvernemental des Pays Exportateurs de cuivre tenue à Santiago en 1972 et diffusera les résolutions dans la presse. Ce groupe est formé du Chili, du Pérou, de la Zambie et du Zaïre qui fournissent 60 % du cuivre sur le marché mondial (Quiminal, 1975: 192).

En février 1975 se tenait la conférence des pays en voie de développement regroupant soixante-dix-sept (77) pays du tiers-monde sur les matières premières. Selon Guerassimaff (2011) et Quiminal (1975), l'issue de cette conférence est l'adoption d'un programme d'action soulignant la coopération entre pays en voie de développement dans le domaine des matières premières et autres produits de base. Cette conférence visait à atteindre les objectifs suivants: renforcer la position des négociations des pays en voie de développement vis-à-vis des pays développés, assurer le contrôle par les pays en voie de développement de leurs ressources naturelles, élargir les marchés par les exportations des produits de base des pays en voie de développement et accroître leurs revenus provenant de ces exportations, préserver et renforcer le pouvoir d'achat des pays en voie de développement par l'établissement d'un mécanisme d'indexation des prix des matières premières et des produits agricoles, qu'ils exportent sur des prix des principaux produits et services qu'ils importent des pays industrialisés, promouvoir la transformation jusqu'au degré le plus avancé possible par les pays en voie de développement de leurs matières premières dans leur territoire national.

Le 07 mars 1975 se tient la première conférence des pays membres de L'OPEP<sup>18</sup>. Pour Quiminal (1975) et Guerassimaff (2011), la Chine est toujours au côté des pays africains et rend public le compte rendu de la déclaration finale de cette conférence. Dans sa politique extérieure la Chine a toujours soutenu les pays en voie de développement, et elle a été présente dans tous les grands moments qui ont marqué le processus de développement des pays du tiers-monde. Après la période des indépendances, la Chine a souvent été sollicitée par les pays comme le Mali, le

---

<sup>18</sup> L'Organisation des Pays producteurs de Pétrole est une organisation intergouvernementale des pays dont le but est de négocier avec les sociétés pétrolières tout ce qui touche à la production, les prix et les droits de concessions. Elle est créée le 14 septembre 1960, lors de la conférence de Bagdad, principalement à l'initiative du Shah d'Iran et du Venezuela en la personne de Juan Pablo Pérez Alfonso. À l'origine seuls cinq pays étaient membres: Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït, Venezuela.



Ghana, et la Guinée Conakry pour son aide financière, militaire et technique. La forte montée en puissance de la Chine se caractérise par le fait qu'elle ne s'occupe pas des affaires internes de ces partenaires, par son dynamisme économique, et aussi par les différents forums sino-africains qui se tiennent tous les trois ans.

### ***2.1.2 Les forums sur la coopération (FOCAC)***

Le forum sur la coopération sino-africaine est une rencontre internationale de discussion pour une grande coopération économique entre la Chine et l'Afrique. Organisé tous les trois ans depuis les années 2000, ce forum sur la coopération sino-africaine est devenu un grand événement pour les économies et les diplomaties chinoises et africaines Nguyen (2009: 75-80), à cause du grand nombre de participations des présidents africains, et où d'importants accords d'aide publique au développement et d'importants contrats sont signés ou annoncés. Les auteurs comme Jolly (2011), Nguyen (2009), Beuret et Serges (2008), De la Grange (2009), Richer (2008), Kernen (2007), Niquet (2006), Courmont et Lewis (2007), analysent cette stratégie chinoise comme une incroyable percée en puissance de la Chine en Afrique. Aussi ces forum sont considérés comme étant plus importants que les sommets France-Afrique. Cette stratégie chinoise a une particularité de privilégier les accords et les projets d'entreprises à cogestion ou à capitaux mixtes, c'est-à-dire en combinant l'extraction des ressources naturelles et le développement des infrastructures (routes, ponts, chemins de fer) et de l'armement (Niquet, 2006) que les occidentaux appelle «troc». Tout cela est encadré par une coopération étroite entre les entreprises d'État chinoises et les relations d'État à État, gravées sur le livre d'or appelé «livre blanc» utilisé lors de la signature des vastes protocoles.



**Tableau n°1 : le nombre de Forums Chine-Afrique déjà organisés**

<b>Nombre</b>	<b>années</b>	<b>lieux</b>	<b>Actions</b>	<b>participations</b>
1	2000	Pékin	Annule la dette de 32 pays africains. 1,2 milliards de dollars US de prêts. 600 entreprises chinoises installées en Afrique	45 représentants de 45 pays africains, 4 chefs d'États, le Secrétaire Général de l'OUA.
2	2003	Addis Abeba	3 milliards de dollars américains de prêts. Adoption d'un plan d'action de coopération définissant les objectifs pour 2004/2006.	5 chefs d'État, 3 Vice-présidents, 2 premiers ministres
3	2006	Beijing	3 milliards de dollars américains de prêts. Créer un fonds de 5 milliards US pour les investissements et la construction du siège social de l'UA.	Représentants des 48 pays africains, 41 chefs d'État et gouvernements.
4	2009	Égypte	10 milliards de dollars USA de prêts. Et 95% d'exemptions de droits de douanes	Représentants des 48 pays africains
5	2012	Pékin	20 milliards de dollars US de prêts	50 dirigeants de pays africains

**Source :** informations collectées par moi-même.

En octobre 2000, la Chine organise à Pékin le premier forum de coopération Chine-Afrique (FOCCA). Sa principale mission est de concurrencer les occidentaux et les Japonais qui disposent déjà des mêmes structures et organisent des sommets analogues (sommet France-Afrique en France, Sommet Union européenne-Afrique pour l'Europe, l'African Growth and Opportunity Act "AGOA" pour les Etats- Unis et le TICAD pour le Japon). Ce premier forum Chine-Afrique réunit quarante cinq (45) pays africains sur cinquante-trois<sup>19</sup> que compte l'Afrique. On note la présence des diplomates, des agents du secteur privé, des représentants d'organisations régionales et internationales, et enfin le président chinois Jiang Zemin et son premier ministre Zhu Rongji. Côté africain, la présence de quatre chefs d'Etats africains a été marquée, ainsi que celle du secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) de l'époque, Salim Hamed Salim. Comme résultat final, Pékin annule et réduit la dette des trente deux pays africains les moins avancés pour un montant de 1,2 milliards de dollars et six cent entreprises chinoises s'installent en Afrique subsaharienne (Nguyen, 2009:75). Au terme de ce premier forum, la Chine publie deux textes: la déclaration de Pékin et le programme pour la coopération sino-africaine dans le développement économique et social. Le premier texte très politique évoque la volonté de la Chine de tirer l'Afrique du sous développement, le second texte constitue un programme destiné à promouvoir la coopération économique entre la Chine et l'Afrique sur la base de l'égalité (Nguyen, 2009:76).

En novembre 2003 à Addis Abeba en Ethiopie, se tient le deuxième sommet du FOCCA. La participation africaine est grande en terme de personnalités, on y note cinq chefs d'État africains, trois vice-présidents et deux premiers ministres. Les principaux objectifs sont: promouvoir les investissements bilatéraux, établir une coopération sino-africaine dans divers secteurs (transport, tourisme, agriculture,

---

<sup>19</sup> En 2000, le continent africain comptait cinquante-trois pays, et le cinquante-quatrième pays est le Soudan du Sud qui obtient son indépendance en 2011.



formation, exploitation des ressources naturelles), et œuvrer en faveur de la paix durable. Ce qui reste très discutable avec le soutien militaire que la Chine apporte au Soudan. Les fora de 2006, 2009 et 2012 se tiennent comme d'habitude. Celui de 2006, augmente le nombre de participants des États africains avec quarante-huit représentants. D'après Nguyen (2009), les autorités chinoises annoncent une importante hausse d'aide à l'Afrique: 3 milliards de dollars américains de prêts et de crédits d'achat pour les achats; après six mois cette assistance est augmentée en 20 milliards de dollars supplémentaires. Les trois prochaines années 7 milliards seront investis dans les projets d'infrastructures.

Dans la même année elle diversifie ses projets dans les usines, les centrales hydroélectriques, les hôtels, les hôpitaux, les logements et les installations portuaires. Selon Gabas et Chaponnière, (2012); Cabestan (2010), Guerassimaff (2011), le forum de 2009 en Egypte et malgré la crise financière qui sévissait en occident, l'aide chinoise triplait. Les bonifications de prêts de 10 milliards de dollars dont 1 milliard de dollars pour les petites et moyennes entreprises (PME) africaines et des exemptions des droits de douanes de l'ordre de 95 % des exportations pour les pays moins développés. Au forum de 2012 lors de l'ouverture du FOCCA, le secrétaire général des Nations-unies félicite la coopération sino-africaine en ces termes: *«la Chine et l'Afrique devraient considérer leur futur bien-être comme étroitement lié dans l'intégration mondiale et des marchés internationaux»*<sup>20</sup>.

### **2.1.3 Les enjeux des différents forums sino-africains**

Depuis le lancement de ces forums de la coopération sino-africaine, la Chine s'est inscrite dans une coopération « gagnant-gagnant » fondée sur l'égalité, et où les deux parties s'apportent les bénéfices mutuels tout en respectant leurs principes et en construisant une communauté de destin. Cette coopération sino-africaine devrait aussi

---

<sup>20</sup> Discours du secrétaire général des Nations-unies lors de l'ouverture du cinquième forum de coopération Chine-Afrique en juillet 2012 à Beijing.



être à la fois ouverte, inclusive et pragmatique centrée sur le renforcement des capacités. La Chine serait disposée à partager sans réserve ses technologies avancées et applicables en l'Afrique, à approfondir la coopération industrielle bilatérale afin d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre africaine, et enfin créer davantage d'emplois et de réaliser le potentiel de croissance endogène du continent. À l'analyse de ses différents forums sino-africains organisés, il se dégage que les enjeux de la coopération sont d'ordre financier, commercial, investissement et agricole.

Depuis les années 1950, la Chine a financé 884 projets, envoyé 1700 assistants médicaux et médecins, plus de 300 volontaires et accueilli plus de 25 000 africains venus se former sur le territoire chinois. En analysant les différents forums de 2000 à 2012, l'on constate une véritable montée en puissance des programmes de coopération, puis une relative stabilisation des échanges, suivie d'une annulation des dettes à la coopération environnementale et à l'échange de savoir-faire relatif aux Think Tanks (Auregan, 2015:1-9; Brautigam, 2015).

Entre le forum de 2006 et celui de 2012, le montant des financements octroyée par la Chine à chaque FOCAC a doublé : de 5 milliards en 2006 à 10 milliards en 2009 et finalement à 20 milliards en 2012. Avant la fin d'année 2013, la Chine a utilisé la moitié du montant du forum 2012, soit la somme qui devrait financer les projets sur la période 2012-2015 (Auregan, 2015: 6). La Chine a disposé de 10 milliards de dollars, portant ainsi à 30 milliards de dollars les financements chinois entre 2012 et 2015. En effet selon Auregan (2015:6), la ligne de crédit 2015-2018 devra être augmentée de 40 milliards de dollars, mais il semblerait que la Chine souhaiterait valoriser ses investissements en Afrique en annonçant directement 60 milliards de dollars d'aide financière incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux préférentiels.

Au niveau des investissements, depuis le forum de 2012 les investissements chinois ont chuté de moins 40 % : ils s'établissent à 1, 2 milliard de dollars, les importations

ont aussi baissé de 43 %. Pour la première fois la Chine affiche avec l'Afrique un excédent commercial important qui reflète les difficultés des économies africaines. Cela est dû au ralentissement de l'économie mondiale et de la croissance chinoise passée sous la barre de 7 %. La majorité des pays africains (Ghana, Zimbabwe, etc...) connaissent des grandes difficultés financières, ils se retrouvent lourdement endettés auprès de la Chine et veulent renégocier leurs dettes. Ces financements sont une bouffée d'oxygène pour l'économie africaine, mais à la longue, ils augmentent considérablement la dette des pays africains.

Quant aux infrastructures et l'exploitation de ressources naturelles qui sont privilégiées par la Chine et ses entreprises à capitaux publics en Afrique. Les exemples les plus récents sont la construction par la CRCC d'une voie ferrée au Nigéria de 12 milliards de dollars. Ce projet semblerait générer la création de 200 000 emplois au Nigéria. Au Kenya la construction du port reliant Mombassa à Nairobi sera financé par Eximbank à hauteur de 10 milliards de dollars. La Chine va aussi développer son projet des «trois réseaux d'infrastructures et d'industrialisation». C'est un énorme projet qui réunira le réseau ferroviaire à grande vitesse, réseau autoroutier et réseau d'aviation régional en Afrique. En ce qui concerne les matières premières, entre 1995 et 2013, la Chine s'est taillée la plus belle part dans l'importation de ressources naturelles africaines. Elle a monopolisé 54 % du bois, 24 % du pétrole et 42 % des minerais ou des métaux (Auregan, 2015:7; Brautigam, 2010, 2015). Dans le secteur de l'exploitation du pétrole, seuls les États-Unis dépassent la Chine avec une moyenne de 42 %. Le montant des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique est 400 milliards de dollars. Car la Chine importe du pétrole et des minerais des pays producteurs (Angola, Zambie, Afrique du Sud, etc..) et elle exporte ses textiles, ses voitures et ses téléphones portables. Selon le journal Le Monde, 2500 sociétés<sup>21</sup> chinoises sont implantées en Afrique couvrant ainsi de nombreux secteurs allant des

---

<sup>21</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/12/04/les-relations-commerciales-chine-afrique-en-quatre-chiffres\\_4824548\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/12/04/les-relations-commerciales-chine-afrique-en-quatre-chiffres_4824548_3234.html)



mines au pétrole, et de l'énergie en passant par les télécommunications, la construction et toutes les infrastructures de transport. En 2013, la Chine était devenue le quatrième investisseur derrière la France, les États-Unis, et le Royaume-Uni, et le premier investisseur émergent loin devant l'Inde selon la conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.

D'après le rapport de la BAD (2013), sur le développement en Afrique, le commerce des marchandises a connu une croissance plus rapide en Afrique que dans les pays développés et les pays en développement. Toutefois, il ne représente encore qu'une très faible part du commerce mondial. Entre 1996 et 2011, le montant total des échanges africains (exportations et importations) a augmenté, passant de 251 à 1 151 milliards de dollars. La valeur des exportations et des importations de l'Afrique qui passait de 582 à 569 milliards de dollars, comparativement à celle des exportations et des importations des pays en développement atteignait 18 211 et 7 321 milliards de dollars.

La croissance nominale de l'Afrique a progressé au même rythme que celle du commerce mondial. La valeur des exportations africaines a augmenté en moyenne de 17,5 % entre 2001 et 2006, soit une hausse supérieure enregistrée dans les pays en développement (11,5 %) et dans les pays développés (9,3 %). Sur le plan de la croissance en volume durant la période 2007-2011<sup>22</sup>, les résultats à l'exportation sont demeurés excellents. Elles ont augmenté de 5,2 % par an, contre 4,8 % pour les exportations mondiales, 2,4 % pour les exportations des pays développés et 2,9 % pour les exportations des pays en développement d'Amérique. S'agissant des importations, l'Afrique a continué d'enregistrer le taux de croissance réelle le plus élevé de toutes les catégories de pays dont elle dispose. Malgré la croissance rapide des échanges africains, ce continent reste un acteur marginal du commerce mondial,

---

<sup>22</sup> Les chiffres sur la croissance en volume sont tirés de la base de données UNCTADstat et prennent en compte les variations en pourcentage observées au cours du troisième d'une année données par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.



représentant seulement 2,8 % des exportations mondiales (en dollars américains) et 2,5 % des importations mondiales entre 2000 et 2010. Voir le tableau.

**Tableau n°2 : Parts commerciales des catégories de pays en développement dans les exportations et importations mondiales.**

	<b>Exportations</b> <b>(En % des exportations</b> <b>mondiales)</b>	<b>Importations</b> <b>(En % des importations</b> <b>mondiales)</b>
<b>Années</b>	<b>2000- 2010</b>	<b>2000- 2010</b>
Pays en développement	35,7 %	32,2 %
Pays développés	60,9 %	65,2 %
Afrique	2,8 %	2,5 %
Afrique de l'Est	0,2 %	0,3 %
Afrique Centrale	0,4 %	0,2 %
Afrique du Nord	1,0 %	0,9 %
Afrique Australe	0,6 %	0,6 %
Afrique de l'Ouest	0,6 %	0,6 %
Afrique subsaharienne	1,3 %	1,6 %

Source : Base de données UNCTADstat<sup>23</sup>

<sup>23</sup> Les chiffres figurant dans la base de données UNCTADstat concernent les trois catégories de pays, à savoir les pays développés, les pays en développement et les pays en transition. la somme des parts indiquées dans les premières colonnes n'est pas égales.

Les parts de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne dans les exportations et importations mondiales ont considérablement baissé en 2011. Et ceci a été observé dans presque toutes les régions d'Afrique. Les données mondiales de 2010 montrent qu'elle a atteint 3,2 % des échanges mondiaux (CEA, 2013)<sup>24</sup>. Elle a donc maintenu sa part des marchés d'exportations traditionnelles tout en augmentant sa part de marchés d'importations des économies émergentes.

Le commerce sino-africain est très inégal. selon Auregan, (2015:6-7) seuls l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria forment 48,9 % du commerce entre la Chine et le continent africain. Trois pays seulement détiennent la moitié des marchandises importées et exportées des ports chinois. L'Afrique du Sud procure à elle seule la moitié des investissements chinois. Les autres États africains exportent des matières premières et les extractions soutiennent leurs investissements tels que : le Nigéria, la RDC, l'Algérie, la Zambie, etc...

Enfin le secteur agricole devrait occuper une place prépondérante dans la coopération sino-africaine. Mais Il est difficile d'établir des statistiques fiables sur l'aide publique au développement dans le secteur agricole. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Australe sont des sous régions qui bénéficient de plus d'aide publique au développement dans le secteur agricole. Un recensement de cent projets dans le domaine agricole a été fait. Et ses projets sont accompagnés par des investisseurs chinois privés (60%) et publics (35%). Prés de 60% de ces projets sont en Afrique de L'Ouest (Ghana, Mali, Sénégal, Benin) et 40%<sup>25</sup> se trouve en Afrique Australe (Mozambique, Tanzanie, Zimbabwe). La Chine intervient dans le secteur agricole en soutenant la vulgarisation agricole par des «centres de démonstration» agricoles et des projets productifs tels que: l'exploitation des fermes, les projets d'irrigation et des projets dans le secteur du

---

<sup>24</sup> Commission économique pour l'Afrique, huitième session du comité du commerce de la coopération et de l'intégration régionale

<sup>25</sup> Rapport de la conférenceID4D- Les relations chine-Afrique : Impacts pour le continent africain et perspectives, organisée par l'Agence Française de Développement, 08 fév. 2013



génie rural. En quelque sorte se sont des cultures vivrières et maraîchères, des cultures de riz industrielle, destinés aux marchés nationaux et régionaux africains et surtout à la population chinoise installée sur le continent<sup>26</sup>. Le secteur agricole reçoit très peu d'aide publique au développement. Lors du Forum sino-africain qui s'est tenu à Beijing 2006, les autorités chinoises ont affirmé que le montant de l'aide publique qui sera attribué aux pays africains, la moitié sera allouée aux projets agricoles. Pour cela un projet de 100 agronomes et l'ouverture de 10 centres pilotes ont été mis sur pied. Au forum de 2015, l'agriculture est un défi à relever dans la coopération sino-africaine, car il est un élément primordial autant pour la Chine que pour l'Afrique du fait qu'il induit de multiples défis en terme de sécurité alimentaire. Le secteur agricole et sa transformation sont des priorités des gouvernements actuels qui visent la sécurité alimentaire, la productivité, la transformation et parfois la diversification ou encore l'inclusion. D'après Auregan, (2015: 1-9), il est très urgent pour l'Afrique d'évoquer le développement de la filière agro-alimentaire. Si le financement total de cette filière n'est pas à l'ordre du jour, il convient tout de même d'obtenir les financements de la première, voire de la deuxième transformation des ressources. Cette transformation passe par la construction des infrastructures, dans lesquelles la Chine disposerait d'un savoir-faire reconnu, bien que contesté parfois pour la qualité des matériaux utilisés.

## **2.2 CETTE COOPÉRATION VUE DANS UN CADRE SPÉCIFIQUE**

Dans ce cadre spécifique, il sera question des tournées diplomatiques (1) des autorités chinoises en Afrique subsaharienne et précisément au Cameroun et de la mise en contexte de la coopération camerounaise. C'est-à-dire de son début tumultueux, puis apaisé et la signature des accords de partenariat (2).

---

<sup>26</sup> Ibidem

### **2.2.1 Les tournées diplomatiques**

Le tableau ci-dessous représente quelques visites officielles du Président chinois Hu Jintao. Ces déplacements ont été qualifiés de tournée africaine dans le but de valider solennellement sa politique africaine sur la scène internationale.

**Tableau n°3:** les différentes tournées du président chinois

<b>Autorités chinoises</b>	<b>Dates</b>	<b>Pays</b>	<b>Objectifs</b>
Hu Jintao	Janvier 2004	Égypte, Gabon, Algérie	Acquisition des contrats pétroliers
Hu Jintao	Février 2006	Cameroun, Libéria, Soudan, Zambie, Afrique du sud, Namibie, Mozambique, Seychelles	Assurer les approvisionnement en pétrole, coton, cuivre, uranium.
Hu Jintao	Avril 2006	Nigéria, Kenya, Maroc	Assurer les approvisionnement en pétrole, coton, cuivre, uranium.
Hu Jintao	Juin 2006	Mali, Sénégal, Tanzanie, Île Maurice	Montrer au monde entier que la Chine ne s'intéresse pas qu'aux pays qui ont des ressources naturelles

**Sources :** collectes d'informations lectures personnelles

Les tournées diplomatiques sur le continent africain font parties de la stratégie chinoise, tout comme les fora et les sommets élaborés par le gouvernement chinois. Ces tournées constituent une marque d'influence et de veille stratégique constante des



autorités chinoises en Afrique. Car depuis son arrivée en 2003, le président Hu Jintao a effectué au moins quatre grandes tournées diplomatiques en Afrique. (En janvier 2004, lors de sa première tournée Hu Jintao s'est rendu en Egypte, au Gabon et Algérie). Son objectif principal était l'acquisition de contrats de pétrole. Son deuxième voyage diplomatique en avril 2006 se fait au Maroc, Nigéria, et le Kenya. En février sa tournée de dix jours le conduisit tour à tour au Cameroun, Libéria, Soudan, Zambie, Afrique du Sud, Namibie, Mozambique et aux Seychelles.

L'objectif du président chinois est d'assurer non seulement un approvisionnement de son pays en pétrole, mais aussi en coton, cuivre et uranium. Au Cameroun il annule les dettes à hauteur de 72 millions de dollars. Au Soudan il soutient le gouvernement en place accusé de violation des droits de l'homme et de massacre vis-à-vis de sa population. A chaque étape de sa tournée le président chinois signe des accords et des juteux contrats avec les pays africains hôtes. Comme le disent certains auteurs, Kernén (2007), Nguyen (2009: 78), Richer (2008), Beurêt (2008), Niquet (2006), lors de sa quatrième tournée pour essayer de dissiper ses appétits en approvisionnement de pétrole, Hu Jintao s'était rendu sur quatre pays dépourvus de matières premières: le Mali, le Sénégal, la Tanzanie et l'île Maurice. Suite à cette visite la Chine voulait démontrer à l'opinion internationale qu'elle ne s'intéresse pas seulement aux pays possédant les ressources minières, mais elle veut aussi œuvrer au développement par solidarité tiers-mondiste. Zhai Jun ministre des affaires étrangères le réaffirmait en ces termes: *«la relation de la Chine avec les pays africains n'est pas seulement basée sur les énergies ou les ressources minérales»*. Et Hu Jintao lui-même le soulignait lors de sa visite au Mali: *«nous sommes tous les deux, les pays en voie de développement (...) et nous devons renforcer nos relations»*. Cette diplomatie de proximité se poursuit avec le premier ministre chinois suivi du ministre des affaires étrangères, qui effectuent de temps en temps des déplacements diplomatiques en Afrique tout en signant d'importants contrats dans divers domaines.



Pour la Chine le continent africain représente une force importante qu'elle doit consolider sur l'échiquier international. D'après G. Xiong (1997), les pays africains représentent un tiers des effectifs de l'ONU. Aussi selon Niquet (2006), la réforme de l'ONU et une possible entrée du Japon au Conseil de Sécurité soulèverait la problématique de définition des zones économiques exclusives qui opposent la Chine au Japon en Mer de Chine confirment l'importance du vote africain pour la Chine. Sur le plan politico-stratégique, la position de l'Afrique sur l'échiquier mondial est très avantageuse. Pour des raisons géopolitiques, sa position géographique de contrôle au sud de l'Europe et entre les océans Indien et Atlantique avec les flux maritimes et le Yuanwang est très évidente. Et enfin sur le plan économique, c'est pour les nombreuses richesses économiques que l'Afrique possède. Pour cela la Chine entend donc développer un nouveau type de partenariat stratégique caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque. Une coopération qui est conduite dans un esprit partagé et bénéfique pour tous, associée par un renforcement des échanges culturels (Bredeloup et Bertoncello 2006, De le Grange 2009). Le gouvernement chinois utilise tous les moyens nécessaires pour marquer sa présence en Afrique et consolider ses liens et rien n'est laissé au hasard. Toutes les autorités politiques et administratives chinoises s'attèlent à marquer leurs empreintes dans ce processus d'implantation en Afrique.

### ***2.2.2 Le contexte de la coopération sino-camerounaise***

Les relations sino-camerounaises n'ont pas du tout été un long fleuve tranquille. Les débuts ont été tumultueux, (1) puis se sont apaisés dans le temps par la signature des plusieurs accords de coopération dans divers domaines (2).

#### **2.2.2.1 Un début tumultueux, puis apaisé**

Disons-le sans risque de nous tromper que les relations sino-camerounaises n'ont pas commencé sous des bons auspices, tout simplement parce que dans les années 1970 le Cameroun entretenait des relations diplomatiques avec Taïwan, à cause du soutien

que le Parti Communiste Chinois (PCC) apportait à l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui est un fervent parti d'opposition au Cameroun. En 1973 le président Amadou Ahidjo entreprend une visite officielle en Chine qui permet d'adoucir les tensions entre les deux pays et relance les nouvelles bases des relations Chine-Cameroun. À la fin de cette visite, d'une part la Chine obtient la tacite reconnaissance d'une seule Chine, en retour elle promet des garanties économiques au Cameroun.

Selon Tsafack, (2014), Gweth, ( 2010) cette visite officielle marquera le début d'une intense et fructueuse coopération entre la Chine et le Cameroun. Le 26 septembre 1986 à Beijing, est créée la Commission mixte sino-camerounaise qui est une plateforme de partage économique, culturel et technique entre les deux États. Cette nouvelle phase de coopération s'inscrit dans une dynamique de rencontre au sommet, associée à la participation de fortes délégations camerounaises aux différents forums et sommets économiques organisés par la Chine avec l'Afrique. Au Cameroun, pour marquer leur présence, on note un mouvement de balais diplomatiques chinois, par exemple la visite en février 2007 du Président chinois Hu Jintao. Aussi le 23 mars 2010, la visite de M. Jian Qinglin, président du comité national de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CCPPC). Ensuite l'organisation des activités diplomatiques pour marquer son empreinte dans la société camerounaise (*inauguration le 22 juin 2009 du palais polyvalent des sports de 5000 places à Warda Yaoundé*) au point où il semblerait que les ambassadeurs de France et du Royaume-Uni s'étaient inquiétés de se voir doubler par la Chine dans leur pré carré respectif. En somme, tout ceci nous rappelle que ce partenariat n' a pas commencé sous les bons auspices, mais il s'est normalisé dans l'espace et dans le temps.

#### **2.2.2.2 La signature des accords.**

La signature du premier accord relatif remonte à 1972: il s'agit de l'Accord de coopération et technique, signé à Pékin le 17 août 1972, et ratifié le 22 décembre 1972 par le décret n°72/500. Cet accord de six articles précise les modalités de



coopération entre le Cameroun et la Chine, dans les domaines économiques et techniques. En ce qui concerne la Chine, les accords culturels avec le Cameroun se révèlent fructueux. Des accords de coopération culturelle ont déjà été signés entre les deux pays qui participent au développement culturel. L'accord de coopération culturelle entre le Cameroun et la Chine, signé à Beijing le 27 août 1984, rythme les échanges culturels entre la Chine et le Cameroun. Ces échanges se manifestent au niveau de la formation artistique et culturelle, de l'échange des troupes artistiques, de l'échange de productions cinématographiques et audio-visuelles. Par ailleurs selon (Bambou, 2014) une troupe artistiques composée de vingt-cinq (25) personnes est venue de Sherzhen en Chine a sillonné le Cameroun pendant dix jours. Elle s'est produite à Douala le 02 août 2011 devant les plus hauts dignitaires chinois et camerounais, à l'occasion des quarante (40) années de la coopération sino-camerounaise. De même le Cameroun a pris part à des foires et des expositions culturelles organisées en Chine, où des délégations culturelles gouvernementales et ministérielles y sont fréquemment envoyées.

Toujours dans le domaine culturel, le Cameroun fait partie des rares pays africains à abriter un Institut Confucius, destiné à promouvoir la langue et la culture chinoises, et à stimuler la coopération bilatérale. Créé en 2007, lors de la venue du Président chinois HU Jintao au Cameroun, l'institut Confucius de Yaoundé est le premier centre en Afrique Noire Francophone. Selon son directeur, le but de ce centre est non seulement de familiariser les Camerounais à la langue chinoise, mais aussi d'augmenter le nombre d'étudiants, de les rendre compétitifs sur le plan mondial et surtout en Chine s'ils venaient à y poursuivre leurs études. L'institut Confucius accueille aussi les hommes d'affaires, les professionnels auxquels s'ajoutent les cadres de l'administration camerounaise.

Enfin, lors de la visite du M. Jian Quinglin président du (CCPPC) en mars 2010, huit accords ont été signés entre autres: un accord de coopération de prêts sans intérêts de 50 milliards de francs CFA. Un autre accord de prêt de 272 milliards de francs CFA



soit 661 382 000 milliards \$US remboursables en 9 ans, dans le cadre du Programme National de Développement des Infrastructures Sportives (PNDIS) qui prévoit la construction des stades à Yaoundé (60 000 places), à Douala (Littoral 30 000 places), Bafoussam (Ouest) et Limbe sud-ouest, (20 000 places chacun).

Un prêt de 23 milliards de FCFA est mis à la disposition du Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat pour la construction de 15 000 logements sociaux à Yaoundé. Ensuite une convention du crédit acheteur préférentiel du projet de réhabilitation de la société MATGENIE du Cameroun, un mémorandum d'entente et de coopération globale sur le financement des projets au Cameroun, une convention-cadre relative à la réalisation des investissements agricoles au Cameroun; aussi l'accord de 207 milliards de Franc cfa portant sur le financement des travaux de construction du port en eau profonde de Kribi. Enfin, un protocole d'accord sur la donation en matière de formation des nouvelles technologies dans le réseau postal camerounais et deux accords relatifs à l'importation du bois camerounais par la Chine (Tsafack 2014, Gweth 2010, Amougou 2011). À la lecture de ces différents accords, nous constatons qu'ils couvrent tour à tour les domaines de l'agriculture, la santé, l'éducation, les infrastructures, les télécommunications, la culture et le sport.

### ***2.2.3 Examen de littérature de la coopération sino-africaine.***

Le paradigme «centre-périphérie» est né de la proposition ontologique de voir le monde autrement que sous la vision européenne qui tend à rendre étrange les autres cultures et les peuples vivant hors de la zone continentale. Selon Benessaïeh (2010), l'histoire du XXe siècle, telle qu'elle est racontée dans la plupart des manuels des relations internationales, est essentiellement narrée depuis la perspective partielle de quelques États puissants, une perspective eurocentriste indifférente aux expériences des États et des peuples hors Occident.

Si nous interprétons cette pensée et nous la transposons dans la perspective et la dynamique du développement en Afrique, on pourrait la qualifier de «sino-

*centrisme* ». La Chine serait perçue comme le centre, et prétendrait que le développement ne pourrait advenir qu'à travers elle. C'est-à-dire que l'Afrique ne pourrait sortir du sous-développement qu'avec l'aide et le financement venant de la Chine. D'ailleurs pour reprendre les idées de Weber (1995), le problème du développement de l'Afrique offrirait deux voies différentes. D'un côté on regarde les Africains comme des enfants incapables d'un développement autonome, incapables de s'engager sur les chemins de la croissance sans qu'on leur montre la route ou qu'on les y pousse; de l'autre, il y a la voie qui conduirait à un développement durable mais qui requiert que l'on traite les africains en adultes.

Si l'on se place dans le cadre du développement durable, pour la commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), «le développement durable est un développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs». Outre sa célèbre citation, le rapport prend le soin de préciser que: deux concepts sont inhérents à cette notion: le concept de "besoins" et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale font peser sur la capacité de l'environnement à répondre aux problèmes actuels et à venir (CMED, 1989, p.51). À cette précision, le rapport Brundtland prend en compte non seulement les problématiques à l'origine du développement durable (limite des ressources et satisfaction des besoins) mais adopte une conception du développement priorisant l'humain.

Ce rapport opte pour une approche durable mettant un accent particulier sur la satisfaction des besoins. Dans cette approche, il soutient une poursuite de la croissance qui doit permettre de répondre aux besoins humains en s'élevant de 5 % à 6 % dans le pays en développement et de 3% et 4 % dans les pays industrialisés. En somme, la CEMD associe au développement durable un certain nombre d'objectifs spécifiques à savoir la reprise de la croissance et la modification de la qualité de la



croissance<sup>27</sup>. Dans le processus d'opérationnalisation du développement durable, ce sont les problèmes environnementaux qui ont pris le pas sur les problèmes sociaux. Si dans les pays industrialisés, la question des limites des ressources favorise une mobilisation importante, c'est au détriment des pays pauvres. En effet, la question des inégalités est loin d'être résolue, car les relations Nord-Sud qui les génèrent sont renforcées avec l'ouverture croissante des économies. Depuis une vingtaine d'années, on a pu observer une déconnection physique entre la croissance économique au Nord et l'implantation des ressources non renouvelables du Sud. On constate avec désolation une détérioration des termes de l'échange de ces produits primaires en provenance du Sud.

Cette détérioration empêche une internalisation des externalités environnementales dans les prix des produits. Nous assistons à un transfert de richesse du Sud vers le Nord. Phénomène désigné par Muradian et Martinez-Alier, (2001:289) d'échange écologique inégal. Nous constatons aussi avec la coopération chinoise que l'aide chinoise est liée et relie les entreprises, les ministères et les institutions financières. C'est un véritable atout pour les États africains, qui disposent de capitaux, des marges de manœuvre et d'un choix élargi, mais elle a ses revers. Si les États africains proposent, c'est bien l'Etat chinois qui dispose, car c'est lui qui est propriétaire de l'extraordinaire réserve de change. Il choisit les projets rentables et tient compte du risque-pays. La dépendance des pays du Sud vis-à-vis de l'occident continue avec la Chine, mais à travers d'autres moyens. Elle applique les mêmes stratégies de la colonisation Européenne en utilisant surtout le "troc", c'est-à-dire la construction des infrastructures contre les hydrocarbures et les minerais dont disposent certains pays africains.

---

<sup>27</sup>Les autres objectifs sont : la satisfaction des besoins essentiels en ce qui concerne l'emploi, l'alimentation, l'énergie, l'eau et la salubrité, la maîtrise de la démographie, la préservation et la mise en valeur de la base de ressources, la réorientation des techniques et gestion des risques et l'intégration des conditions en des considérations relatives à l'économie et à l'environnement dans la prises de décisions.



Les chinois pèsent leurs échanges avec l'Afrique en parlant du slogan "gagnant-gagnant". Mais de l'avis Chaponnière (2008) spécialiste des relations Chine-Afrique, ces relations ont été essentiellement bénéfiques aux pays exportateurs de pétrole et de produits miniers qui ont bénéficié de la hausse des cours et diversifié leurs débouchés. Dans les années à venir, ils pourraient l'être pour d'autres pays surtout ceux exportateurs de café et de cacao qui bénéficieront de l'évolution des goûts de la classe moyenne chinoise. Depuis que l'Afrique a diversifié sa coopération, en mettant le cap vers l'Asie, cette coopération est très critiquée sur la scène internationale. Car une coopération « sud- sud » n'est pas bien perçue sur la scène internationale et même par certains Africains. Et comme tous les partenariats économiques entre Nord et Sud, il y aurait toujours moins d'opportunités et beaucoup d'impacts négatifs.

## **CONCLUSION**

Au terme de ce deuxième chapitre, nous pouvons dire que la Chine a mis en place une véritable locomotive pour la conquête de l'Afrique, tous les domaines ont été pris au peigne fin. Dans le domaine politique, nous avons premièrement la création de deux départements (Afrique du Nord et Moyen Orient et Afrique subsaharienne) pour coordonner la coopération chinoise en Afrique. Deuxièmement d'après Nguyen (2009), Boillot et Dembinski (2013), l'offensive chinoise est très ordonnée associée à une diplomatie officielle très active et omniprésente depuis des décennies avec 47 ambassades et 7 consulats implantés en Afrique.

Sur le plan économique, d'après Niquet (2006) et Nguyen (2009) la Chine possède aujourd'hui des délégations commerciales dans quarante-neuf (49) pays du continent africain, contrairement à la France qui ne dispose que de onze (11). Selon Brautigam et Tang (2011), pour susciter une attraction des entreprises chinoises à investir plus en Afrique et surtout dans le domaine manufacturier, le gouvernement chinois a créé huit (8) zones économiques spéciales (ZES) en Afrique. Ces zones économiques

spéciales sont des régions géographiques bénéficiant d'un régime juridique spécifique du reste du pays; dont le but est d'attirer les investissements étrangers. Elles permettent aux entreprises de voir leurs coûts d'investissements, de financement et d'exploitation réduits par rapport à un environnement économique classique. Les premières zones économiques spécifiques ont été créées en Chine en 1979. Environ quatorze sont situées dans les provinces du Guangdong et du Fujian dans le sud de la Chine. Ces zones économiques proposent aux entreprises étrangères des conditions préférentielles (droits de douanes, libre rapatriement des investissements et des bénéfices). [Pas d'impôts pendant plusieurs années, puis des impôts très bas, et des statuts d'extraterritorialité pour les cadres qui viennent y travailler]. L'objectif de ces ZES est de renforcer la compétitivité en incitant principalement les entreprises chinoises de l'industrie manufacturières à investir, mais aussi les investisseurs locaux afin de créer des synergies au niveau des pôles industriels axés sur l'agriculture, l'agro-industrie, les activités de fabrication légère et lourde.

Sur le plan humain, la coopération sino-africaine est bien encadrée, car elle est la plus importante en nombre d'individus présents sur le sol africain. Il y a un nombre impressionnant de Chinois qui conduisent tous les projets mis en œuvre par leur pays (Tsafack, 2014). Que ce soit sous prétexte de la construction proprement dite, de la coopération technique, de la maintenance des équipements, du suivi de l'investissement, il y a une forte communauté chinoise qui est installée en Afrique subsaharienne, et particulièrement au Cameroun pour accompagner tous les projets gagnés par celle-ci. D'après Cabestan (2013), les données statistiques de la communauté chinoise étaient estimées entre 100 000 et 200 000 puis 800 000 Chinois en Afrique, mais à la suite de nombreuses données compilées, les statistiques dénombrent entre 2 et 5 millions de chinois présents aujourd'hui en Afrique (Annuaire statistique, 2012; Guerassimaff, 2012), particulièrement en Algérie, au Zimbabwe, en Angola, au Nigéria, en Guinée, au Cameroun, au Sénégal, au Mali, au Soudan, etc. Au Cameroun, cette coopération est très spécifique à cause du grand

nombre de projets (11 projets) que la Chine a signés avec le Cameroun en 2011 lors de la visite du Président camerounais en Chine. Et au niveau social nous avons la création de l'Institut Confucius en 2007 pour promouvoir la culture, la civilisation et la langue chinoise au Cameroun et particulièrement en Afrique centrale.



### CHAPITRE III

#### COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE: OPPORTUNITÉS ET IMPACTS

##### INTRODUCTION

Dans ce chapitre, il sera question de la coopération sino-camerounaise à long terme basée sur la construction des infrastructures dans les différents secteurs socio-économiques. Nous analyserons aussi le secteur agricole dans son long terme en mettant l'accent sur les beaux, l'accaparement des terres et les impacts directs inhérents à cette situation. Dans la deuxième section, nous analyserons la coopération à court terme proprement dite, qui se caractérise par les échanges commerciaux dans les divers secteurs comme, les télécommunications, le sanitaire. Enfin dans la troisième section, nous nous attèlerons à relever les différents impacts issus de cette coopération à long et à court terme. C'est-à-dire les impacts ressentis au sein de la population camerounaise.

Comme tout partenariat, il y a au tant d'impacts positifs que négatifs, aussi bien des impacts directs qu'indirects. Dans le cas du Cameroun, quelques éléments nous laissent voire qu'il s'agirait d'impacts négatifs. Il sera donc question des impacts négatifs sur le plan socio-économique en termes de normes environnementales (pollution), la destruction de l'écosystème (déforestation, réchauffement climatique), de santé et de sécurité au travail et enfin des impacts politiques en termes de droits humains. Car il semblerait que les Chinois coopèrent étroitement avec les régimes africains sans conditionnalités et sans privilèges en prônant tout simplement le respect mutuel et le partage des intérêts. Une coopération qu'eux-mêmes qualifient de «*gagnant-gagnant*», avec des principes basés sur le consensus de Pékin et consigné dans le livre blanc. Donc le principe est que la Chine s'est interdit de s'immiscer dans les affaires internes des gouvernements africains avec lesquels elle coopère.

### **3.1 UNE COOPÉRATION BASÉE SUR LES INFRASTRUCTURES**

Dans cette section, nous allons aborder, la coopération sino-camerounaise sous l'angle de la construction des infrastructures (1) et de celui de l'agriculture (2) comme éléments déterminants des relations de partenariat entre le Cameroun et la Chine.

#### **3.1.1 LA CONSTRUCTION DES ÉDIFICES, BARRAGES ET ROUTES**

La vision de certains urbanistes et architectes laisse entrevoir que c'est la construction des édifices qui fait la beauté de certaines grandes villes du monde. Comme partout en Afrique, la Chine brille d'une part par son savoir faire dans la construction des bâtiments et dans des travaux publics (BTP) et d'autre part par la particularité des coûts des travaux relativement bas, par rapport à ceux proposés par les sociétés européennes ou américaines concurrentes.

La Chine a attiré l'attention des différents pays africains et particulièrement le Cameroun dans le secteur des infrastructures. De nombreuses réalisations sont à mettre à l'actif de la coopération sino-camerounaise, à savoir: la construction du Palais de Congrès de Yaoundé (1982), le barrage hydro-électrique de Lagdo (1977-1982), l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrie de Yaoundé (2002), le Palais polyvalent de Sport (5000 places) de Yaoundé, inauguré en 2009 par le chef d'État camerounais, la construction de l'école publique de Mvomeka'a, au sud inaugurée en 2008. Quatre tronçons routiers d'environ 13 km dans la ville de Douala d'une valeur de 9 milliards de francs CFA, soit 17,8 millions de dollars. D'autres projets sont en cours de réalisation tels que le projet de construction des stades de 15 000 places assises dont 200 places en loges présidentielles et 100 places pour handicapés à Limbe dans la région du sud-ouest et de Bafoussam (région de l'Ouest). Ils sont



construits aux normes de la Fifa et leurs infrastructures d'accompagnement couvrent chacun une superficie de 123 500 m<sup>2</sup> (Tsafack 2014, Gweth 2010, Amougou 2011).

À ces différents projets, s'ajoutent trois barrages hydroélectriques en construction, le port en eau profonde de Kribi. C'est un véritable catalyseur de la croissance financé à près de 250 milliards par la coopération chinoise. Nous relevons aussi d'autres travaux d'équipements publics comme les voies urbaines modernes, 1500 logements sociaux, le canal de Mfoundi, une implantation de la fibre optique sur 3200 km à travers le pays, la réalisation imminente de l'autoroute Yaoundé-Douala et d'autres bâtisses et réalisations d'envergure tels que les hôpitaux de Mbalmayo et de Guider (Tsafack 2014, Gweth 2010, Amougou 2011). Depuis l'indépendance du Cameroun, aucun autre pays n'a construit en si peu de temps autant d'infrastructures. La pénurie d'infrastructures de communication connue par le Cameroun depuis de longues années (1980) et déplorée par les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) est en train d'être résolue grâce à la coopération chinoise.

### **3.1.2 DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE.**

Selon l'Office National des Forêts, l'agriculture a pour objet principal la culture en vue de la production des végétaux utiles à l'homme et à l'élevage des animaux. On peut donc dire que l'agriculture est un processus par lequel les hommes aménagent en premier lieu, les écosystèmes pour satisfaire les besoins alimentaires de leurs sociétés. L'Afrique tout comme le Cameroun est confrontée à la sécurité alimentaire et à l'autosuffisance alimentaire de ses populations. La collaboration avec la Chine dans ce domaine sera-t-elle une solution pour l'avenir? Dans le secteur agricole, la coopération chinoise se fait ressentir dans l'assistance technique, la riziculture, la culture du manioc, dans l'élevage, la pêche et l'alimentation. Il est encore assez difficile d'établir les statistiques fiables sur l'aide publique dans le secteur agricole. Mais l'on peut noter que l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe sont des régions qui bénéficient le plus de l'aide publique au développement dans le secteur agricole.



D'Après une étude menée par l'Agence Française de Développement en février 2013, un recensement de cent (100) projets dans le domaine agricole a été fait. Et ces projets sont accompagnés par des investisseurs privés chinois à hauteur de 60 %, et par les investisseurs publics de 35 %. Près de 60 % de ces projets sont en Afrique de l'Ouest (Ghana, Mali, Sénégal, Benin) et 40 % se trouve en Afrique Australe (Mozambique, Tanzanie, Zimbabwe).

D'après Tsafack (2014) et Kretz, (2013), si la Chine intervient dans le secteur agricole en soutenant la promotion agricole à travers des «*centres de démonstration*» agricoles et des projets productifs tels que l'exploitation des fermes agricoles, les projets d'irrigation et des projets du secteur du génie rural, c'est parce que la Chine a une surpopulation qu'elle doit nourrir dans les années à venir. Les terres chinoises étant déjà surexploitées, elle se lance donc à la conquête des vastes terres arables de l'Afrique pour développer une agro-industrie afin de ravitailler sa population en nourriture. Les entreprises chinoises investissent dans les cultures vivrières et maraichères, des cultures de riz industrielles. Au delà de l'aide apportée au secteur agricole, la Chine s'intéresse principalement aux terres fertiles africaines. Avec 20 % de la population mondiale, la Chine ne dispose que de 7 % des terres arables. Elle a besoin des terres cultivables pour produire en grande quantité pour répondre à sa forte demande intérieure.

Au Cameroun en particulier et dans le domaine du développement agricole, la Chine détient une grande expérience. C'est pour cela qu'un projet agro-industriel a été lancé en avril 2006 à Nanga Eboko, pour la culture et la transformation des produits comme le riz, le maïs et le manioc, l'élevage des autruches, et pour la formation et la recherche en matière de techniques agricoles<sup>28</sup>. Ce projet sera étendu dans d'autres

---

<sup>28</sup> Cf. Avenant N°1 au Protocole d'Accord du 13 janvier 2006 entre le Gouvernement de la République du Cameroun et la Société Anonyme dénommée Integrate Industry Commerce Corporation of Shaanxi land Reclamation & States Farms, relatif à la réalisation des investissements agricoles au Cameroun, 3 juillet 2007.

viles du Cameroun à savoir Mbandjock, Njoré et Santchou avec l'ouverture de dix centres pilotes. Et selon les termes de l'accord, la « production générée par ce projet agricole sera destinée à la consommation locale et non à l'exportation vers la Chine »<sup>29</sup>. Si on réfère aux résolutions prises lors du Forum de la coopération sino-africaine en novembre 2006, la Chine a respecté sa parole en créant un Centre Pilote des Technologies Agricoles à Nanga Eboko où 250 espèces de riz sont expérimentées pour une agriculture industrielle. Le coût de cet édifice est estimé à 27 milliards de FCFA<sup>30</sup>, financé entièrement par la Chine, et la première pierre a été posée le 02 juillet 2009. Les missions de ce centre seront la vulgarisation des techniques agricoles chinoises et la formation des techniciens agricoles camerounais.

Nous constatons que la coopération sino-camerounaise dans le secteur agricole est bénéfique à la Chine, car les produits issus de cette agro-industrie sont directement expédiés vers les populations chinoises à travers le monde. Les populations locales ne profitent guère de cette production, alors que les accords stipulent qu'elle doit d'abord servir aux populations locales et s'il y a une surproduction, elle devrait être commercialisée à l'extérieur du pays.

### **3.2 LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE À LONG TERME**

La Chine est à la conquête des terres arables en Afrique, pour nourrir son énorme population de 1,3 milliard d'habitants et le Cameroun n'échappe pas à cette razzia chinoise des terres arables. Nous avons donc relevé des impacts environnementaux

---

<sup>29</sup> Li Changlin, Conseiller économique de l'ambassade de Chine au Cameroun.

<sup>30</sup> MINREX, «État des relations Cameroun-Chine», Direction des Affaires d'Asie et des Relations avec l'OCI, Sous-direction des Relations avec les pays de l'Extrême-Orient, du Pacifique et de l'Océanie, Yaoundé, 21 juillet 2011.



liés à la conquête des terres agricoles (1) et à la déforestation (coupe abusive des essences) par les entreprises chinoises (2).

### ***3.2.1 La conquête des terres arables***

D'après la FAO, on entend par terre arable, une terre qui peut être labourée et cultivée. Elle comprend les grandes cultures, les cultures maraichères, les prairies artificielles et les terrains en jachère<sup>31</sup>. Une terre arable est une terre fertile, c'est-à-dire propice au développement des plantes qu'on y sème ou que l'on fait pousser. Lorsqu'ils sont intensivement cultivés et labourés, les sols arables perdent certaines de leur qualité et richesse en humus et en capacité de rétention et d'épuration d'eau. Selon les statistiques de la banque mondiale de 2012, le Cameroun possède 12,61 % de valeur des terres arables.

D'après Tsafack, (2014) et Gweth,( 2010), en 2006 l'État camerounais avait cédé 10 000 hectares de terres agricoles pour une durée de 99 ans à une entreprise chinoise Sino Cam Iko, une multinationale chinoise spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles. L'entreprise chinoise s'est installée sur trois sites dont Njoré, (4000 hectares situé à 100 kilomètres de la capitale camerounaise) et Nanga-Eboko (2000 hectares situés à 170 kilomètres de Yaoundé), le troisième site n'est pas encore occupé et reste à déterminer. Toutes ces zones constituent des espaces réputés très fertiles pour la culture des céréales et des légumineuses. À Nanga-Ebko, Sino Cam Iko, a planté des cultures expérimentales de fruits, de légumes et de maïs, ainsi que 200 variétés de riz. À Njoré, cette société se consacre à la culture du manioc pour la fabrication du whisky. D'après les experts du ministère camerounais de l'agriculture, la production du riz au Cameroun par les Chinois devrait contribuer à réduire les importations de 400 000 tonnes par an pour une production de 50 000 tonnes. Selon des diplomates chinois, cette production

---

<sup>31</sup> Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 2012



devrait servir à la consommation locale. Mais ce n'est pas ce qui se passe sur le terrain après les récoltes. Cette production est entièrement commercialisée à travers le monde.

Les associations des consommateurs du Cameroun ont constaté que cette production est directement emballée et exportée soit vers la Chine, soit vers les pays où il y a une forte communauté chinoise, et aussi vers les marchés mondiaux. Plusieurs ONG camerounaises dénoncent cet accaparement des terres qui menace la souveraineté alimentaire des camerounais.<sup>32</sup> Lorsque l'on sait que la terre devient aussi une ressource stratégique tout comme le pétrole et les minerais, le gouvernement camerounais devrait donc revoir ces ententes agricoles avec les autorités chinoises, afin que ces accords soient bénéfiques aux deux parties. Car l'agriculture est un secteur majeur qui participe au développement d'un pays et à la lutte contre la pauvreté. Si elle doit être modernisée, il faudrait que cette modernisation agricole garantisse tout d'abord la sécurité alimentaire des populations camerounaises et le surplus serait alors exporté. Tout comme les ressources naturelles, le patrimoine terrestre devrait aussi être préservé pour des générations futures.

### ***3.2.2 La déforestation ou le trafic des essences rares***

Selon l'Office National des Forêts (ONF), la déforestation encore appelée déboisement ou défrichement est la diminution des surfaces couvertes de forêts. Il vise plus particulièrement de nos jours la réduction considérable des forêts équatoriales, qui résulte pour beaucoup d'une exploitation inconsidérée et de la volonté de certains pays de développer la présence humaine dans ces zones. L'impact direct de ce phénomène est une aggravation des conséquences sur le climat, et sur la biodiversité. Selon l'ONF, la déforestation annuelle représente 7,3 millions d'ha pour

---

<sup>32</sup> Reportage de Patrick Fandio (2009), Razzia chinoise sur les terres camerounaises mise en ligne le 24 janvier 2011.

la période 2000-2005. D'importantes disparités ressortent de l'examen des statistiques régionales: pour la période 1990-2005, les surfaces forestières ont reculé de 19 %, en Afrique centrale, de 9,1 % en Afrique. Mais là encore, des disparités continuent d'exister. Le Cameroun n'est pas épargné de ces conséquences environnementales suite au déboisement qu'il subi actuellement dans ses régions de l'Est et du Sud.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Cameroun exporte vers la Chine 40 % d'essences, qui sont directement transformés par l'industrie d'ameublement et offrant ainsi des milliers d'emplois aux Chinois. Les forêts camerounaises sembleraient être pillées par les sociétés chinoises, qui opèrent sans une politique de coupe et de reboisement des espèces rares, laissant ainsi s'installer des vagues de chaleurs intermittentes dans les grandes villes camerounaises et causant ainsi des réchauffements climatiques considérables dans le pays. L'écosystème du pays est menacé par les gaz à effets de serre entraînant ainsi la disparition de milliers d'espèces tant animales que végétales.

Une partie minoritaire de la population autochtone de l'Est et du Sud du Cameroun (les pygmées) semblerait être menacée dans leurs campements par les effets de la déforestation. Ils voient ainsi leur quotidien bouleversé et leurs habitudes alimentaires se détériorer continuellement, eux qui ne vivent essentiellement que de la chasse et de la cueillette. Dans de telles conditions les pygmées s'inquiètent énormément de leur survie au quotidien, mais le gouvernement camerounais reste sourd et impassible à leurs préoccupations et à leurs revendications sous prétexte qu'il faut développer cette province. Nous sommes tout à fait d'accord qu'il faut développer la région, mais ce développement doit tenir compte des besoins internes de la population et des réalités locales. Sans toutefois les exposer à des fléaux environnementaux qui seront néfastes pour leur survie. Un développement qui se fait sans l'association, voire sans la participation des populations locales concernées est toujours source de conflits. Car comme pour la majorité des cas, les revenus issus des ressources de cette province ne profitent guère aux ressortissants locaux.



### **3.3 UNE COOPÉRATION À COURT TERME BASÉE SUR LE COMMERCE ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Nous allons nous appesantir ici sur le secteur commercial (1), puis celui de la télécommunication (2) et enfin sur le domaine social (3).

#### ***3.3.1 Secteur commercial***

Comme nous l'avons déjà dit au premier chapitre, l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), définit le commerce comme une activité consistant dans l'achat, la vente, l'échange de marchandises, de denrées, de valeurs, de services; métier de celui qui achète des objets pour les revendre (commerce de gros, de détail) avec l'objectif d'en faire un profit ou un bénéfice. Depuis 2007, les statistiques sur le commerce extérieur du Cameroun montrent que le Cameroun a de la peine à tirer profit du commerce mondial en général, et en particulier avec son partenaire chinois. La balance commerciale du Cameroun reste encore largement déficitaire. Selon (Gweth 2010; Amougou 2011), les premiers échanges commerciaux entre le Cameroun et la Chine remontent à une époque lointaine à la date de la signature de l'accord commercial signé à Pékin le 17 août 1972. Les premières statistiques du commerce Chine-Cameroun parues dans le Bulletin de statistiques générales en mars 1953 font état de l'existence d'une «Convention Chine de 1953» dans laquelle la Chine avait fourni du thé vert au Cameroun pour un montant de 25 000 dollars.

Cela nous démontre que jusqu'à 1970 les échanges commerciaux étaient unilatéraux, ensuite ils sont devenus bilatéraux en 1970 quand le Cameroun exporta pour la première fois des marchandises en Chine. L'évolution des exportations en destination de la Chine étaient essentiellement des produits agricoles comme le Cacao, le café et le coton (Bambou, 2014:10-19). Mais la gamme des produits importés de Chine par le Cameroun reste assez variée. Elle couvre des produits alimentaires et des biens de



consommation courants (vêtements, chaussures, etc.) en passant par les biens d'équipement (meubles, verrerie, produits céramiques, éclairages, pièces moteurs et machines diverses, appareils électriques, etc. L'année 2008 a été l'année où le Cameroun a réalisé un excédent, mais durant les cinq dernières années, la balance commerciale du Cameroun est restée déficitaire.

**Tableau n4:** Évolution du commerce bilatérale entre le Cameroun et la Chine (2008-2011)

2008		2009		2010		2011	
export	import	export	import	export	import	export	import
209135	179404	137196	207468	162619	271079	192406	348192

**Source :** Ministre du Commerce du Cameroun

L'analyse de ce tableau est que l'on observe un très grand déséquilibre dans le volume des échanges commerciaux, d'autres éléments nous amènent à nous interroger sur le principe dit «gagnant-gagnant». Ces échanges ne bénéficient pas au Cameroun, qui devient plutôt un débouché pour les entreprises et les sociétés chinoises. Le partenariat reste encore largement caractérisé par les accords interétatiques, laissant ainsi moins de place au secteur privé. Les autorités camerounaises manquent de stratégie dans la gestion du partenariat avec la Chine. Cela se traduit par la non prise en compte des acteurs privés locaux, dans la signature des accords de coopération, aussi on note que le cahier des charges de ces différentes sociétés n'est pas respecté par ces sociétés lors de l'exécution ou la réalisation des travaux.

### **3.3.2 Le secteur de la télécommunication.**

Le concept de télécommunication a été mis en place par le physicien anglais James Clerk Maxwell. Il a conçu les bases pour le développement de la télécommunication en introduisant le concept d'onde pour décrire à l'aide des mathématiques l'interaction entre l'électricité et le magnétisme. Antonio Meucci, Alexandre Graham Bell et Guglielmo Marconi ont mis au point des dispositifs de communication comme le télégraphe, le téléphone ou la radio qui ont révolutionné les moyens traditionnels comme le télégraphe optique. On entend par télécommunications toute transmission, émission et réception à distance, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toutes natures, par fil électrique, radioélectricité, liaison optique, ou autres systèmes électromagnétiques. Les télécommunications représentent un secteur d'activité économique significatif (Dilhac, 2004). Le secteur qui intéresse notre cas d'étude est celui des télécommunications et développement en Afrique et précisément au Cameroun. Comme partout en Afrique, on note une importante présence active de la Chine dans le domaine des télécommunications. C'est dans cette optique que le 06 Juillet 2009, le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) du Cameroun et les autorités chinoises signèrent un accord de financement de 16 milliards de FCFA du projet nommé *Backbone* de transmission par la fibre optique.

Le but de ce projet est de créer un réseau national en fibre optique. C'est l'entreprise HUAWEI Technology Corporation Limited, en partenariat avec la Société CAMTEL qui supportera 15 % du coût de ce projet<sup>33</sup>. Par ailleurs, l'entreprise chinoise ZTE corporation présente depuis 2008 au Cameroun, a signé un contrat de 50 milliards de dollars avec le Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL), pour un projet de modernisation du réseau postal camerounais (CAMPOST) et la formation

---

<sup>33</sup> MINREX, op.cit.

du personnel dans ce domaine tant au Cameroun qu'à l'étranger<sup>34</sup>. Enfin, le projet CT-Phone de CAMTEL, en partenariat avec l'entreprise HUAWEI Technology Corporation Limited (HTC), s'étendra sur cinq régions camerounaises à savoir: le Centre, le Littoral, le Sud, l'Ouest et l'Extrême-Nord.

### **3.3.3 Le domaine social et éducatif**

Nous allons tour à tour parcourir le secteur universitaire (1), et celui de l'approvisionnement en eau (2).

#### **3.3.3.1 Le secteur universitaire**

L'université est un établissement d'enseignement supérieur destiné à la transmission des connaissances entre le professeur et les étudiants. C'est aussi un établissement scolaire qui préfère la production, la transmission et la conservation du savoir. Selon John Henri Newman(1852): «Une université ne doit pas s'occuper seulement de science, ni seulement des lettres, ni seulement de théologie, ni seulement des connaissances abstraites ou expérimentales, morales ou pratiques, métaphysiques ou historiques, mais de tout savoir. Elle est en effet le siège réservé à cette vaste philosophie qui embrasse toute vérité, les situe en leur lieu propre et enseigne la méthode à suivre pour atteindre chacune»<sup>35</sup>. Les universités africaines sont donc des lieux où se développent et se transmettent des savoirs, ainsi que la formation des jeunes. La Chine a tenu à investir ses lieux pour y enseigner sa langue et y promouvoir sa culture (Oyono, 1990).

---

<sup>34</sup> Cf. Protocole d'Accord en matière de formation des nouvelles technologies dans le réseau postal camerounais, entre la République du Cameroun et Huawei Technologies co. Limited, Yaoundé, 24 mars 2010.

<sup>35</sup> John Henry Newman, *L'idée d'université. Les discours de 1852*. Traduction française par Edmond Robillard et Maurice Labelle. Introduction et notes par Edmond Robillard. Ottawa/Paris, Le Cercle du Livre de France/Desclée de Brouwer, 1968. Coll. « Textes newmaniens ».



L'enseignement de la langue et de la civilisation chinoises constitue un point stratégique du dispositif mis en place par la conquête du monde, et particulièrement celle de l'Afrique. Depuis quelques années l'apprentissage de la langue chinoise est à la mode en Europe, aux États-Unis et surtout en Afrique. Les autorités chinoises attachent une grande importance à ce domaine dit culturel. Elles visitent l'Afrique et tous les établissements qui enseignent la langue chinoise, au Cameroun Jia Quinglin, Président du Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple chinois a visité le 24 mars 2010 l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) où est logé l'Institut Confucius de Yaoundé.

La formation et le perfectionnement des étudiants constituent l'un des points stratégiques de la coopération sino-africaine: d'une part, pour rendre les universités chinoises de plus en plus internationales (en 2005, la Chine avait accueilli 140 000 étudiants étrangers), et d'autre part pour promouvoir la langue et la culture chinoises à travers le monde. Au Cameroun dans les années 2000, la Chine intensifie sa coopération scientifique et universitaire avec les universités d'État camerounaises. À la suite de cela, il a été ouvert à l'IRIC un Institut Confucius à l'Université de Yaoundé II (inauguré en novembre 2007), ainsi que son annexe de Douala (en mars 2009). Toujours à l'Université de Yaoundé II dans le master en Stratégie Défense, Sécurité et Gestion des Conflits et des Catastrophes (MSDSGCC), sont enseignées la langue et la civilisation chinoises comme cours obligatoires à la formation. Une convention a été signée entre ce programme d'enseignement et l'institut Confucius.

Depuis les années 1973, le gouvernement chinois donne une dizaine de bourses par an aux étudiants camerounais. Pour l'année 2010-2011, Pékin a octroyé 24 bourses d'études supérieures aux étudiants camerounais, dont neuf au niveau baccalauréat et 15 au niveau Master dans les domaines de sciences appliquées, la médecine, l'agriculture, l'économie, le génie électrique, les télécommunications, l'informatique, les sciences juridiques et l'environnement (Bambou, 2014:10-15). Au niveau de la médecine comme nous l'avons souligné plus haut, la coopération est tant ancienne

que diversifiée avec l'envoi des équipes médicales aux quatre coins du Cameroun, et l'amélioration du parc hospitalier camerounais en équipement de nouvelle technologie.

### **3.3.3.2 Le secteur de l'approvisionnement en eau.**

L'approvisionnement en eau potable des populations africaines reste un défi à relever dans les années à venir. L'eau potable est une eau propre à la consommation humaine. Elle est consommable par l'homme dès lors qu'elle répond aux exigences de qualité définie à l'échelon international, puis transcrites dans la législation de chaque État membre. Le Cameroun tout comme les autres pays africains connaît un véritable problème d'insuffisance en eau potable. Surtout dans les grandes villes comme Yaoundé, Douala et Ebolawa il y a toujours des coupures intempestives d'eau d'une durée allant jusqu'à deux semaines, voire un mois.

Pour résoudre durablement ce problème d'approvisionnement en eau potable, le gouvernement camerounais a signé le 30 août 2007 avec la Chine un accord de prêt préférentiel de 11 milliards de FCFA pour le financement d'un projet d'adduction d'eau potable à Douala (Bambou, 2014:10-17). À la fin de la réalisation de ce projet, il y aura une augmentation de la capacité de production d'eau potable de 260 000 m<sup>3</sup>/jour<sup>36</sup>. En décembre 2009, sur le fleuve Mounjo, une station de production d'une capacité de 50 000 m<sup>3</sup>/jour a été construite par la société chinoise (CGCOC). De même à Yaoundé, le Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MINEE) a signé un autre accord le 30 décembre 2009, avec le vice-directeur de l'entreprise publique chinoise, China Machinery and Equipment Import and Export Corporation (CMEC), un protocole d'accord relatif au projet d'alimentation en eau potable dans la ville de Yaoundé à partir du fleuve Sanaga. La capacité de production d'eau sera de 300 000 m<sup>3</sup>/jour<sup>37</sup>. Et le financement de ce projet, estimé à 439,5 milliards de FCFA, sera

---

<sup>36</sup> MINREX, «État des relations Cameroun-Chine», op.cit.

<sup>37</sup> MINREX, op.cit.



supporté à 85 % soit 365 075 milliards de FCFA par Exim Bank of China et de 15 % soit 64,425 milliards de FCFA par le gouvernement camerounais, (Gweth 2010; Amougou 2011).

### **3.4 LES IMPACTS À COURT TERME DE LA COOPÉRATION CHINOISE SUR LES POPULATIONS CAMEROUNAISES**

Si au début de la coopération sino-camerounaise, les populations voyaient beaucoup d'aspects positifs, et d'espoir en termes de croissance et de développement du Cameroun, elles ont très vite déchanté. Premièrement les études menées par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung ont plutôt conclu en défaveur d'une balance commerciale déficitaire (1) pour le compte du Cameroun. Deuxièmement le secteur informel (2) qui fait 70 % de l'économie camerounaise a été envahi par les milliers de commerçants chinois qui se sont installés dans les grandes villes camerounaises. En fin, il sera question d'une analyse de la visée impériale chinoise à partir de sa culture et de sa langue (3) qui évaluera les différents impacts liés à la présence chinoise au Cameroun.

#### ***3.4.1 Les impacts économiques: la faillite de nombreuses PME locales***

Selon l'Institut National de la Statistique et des Études économiques (INSEE), la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes, et qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'Euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros. Pour L'OCDE, les PME sont des entreprises indépendantes qui ne sont pas des filiales d'autres entreprises et dont l'effectif à un nombre de salariés est variable selon les pays. Comme c'est le cas de l'Union Européenne la limite supérieure la plus fréquente est 250 salariés, ayant un chiffre d'affaire annuel inférieur ou égal à 40 millions d'euro et ou une valeur de bilan inférieur à 24 millions d'euro. Tandis que les États-Unis qualifient de PME les entreprises de moins de 500 personnes, ainsi que les micro-



entreprises employant au plus 10 personnes, voire 5 personnes dans certains cas. Ce sont ces différentes caractéristiques qui nous permettent de distinguer les PME camerounaises.

Dans notre cas d'étude, nous constatons que les PME camerounaises perdent de leur importance face à la coopération chinoise. La coopération sino-camerounaise étant d'actualité, elle est décryptée de fond en comble par des analystes et des experts en économie. Un rapport de la Fondation allemande a été publié en 2007 faisant état de la situation catastrophique de cette coopération. Ce rapport montre la fragilisation de l'économie camerounaise par l'arrivée des chinois et révèle l'asymétrie de la relation sino-camerounaise qui reste un sujet tabou dans le cercle diplomatique sino-camerounais (Gweth 2010; Amougou 2011). D'une part le gouvernement reste passif et se contente de surveiller faiblement l'application illégale des normes contractuelles de son partenaire chinois. Par exemple, il laisse les Chinois assurer seuls la conduite des opérations, en faisant venir une forte main d'œuvre et du matériel de Chine, alors que les contrats stipulent que la main d'œuvre devrait être locale, c'est-à-dire que les recrutements devraient être faits sur place au sein de la population camerounaise. D'autre part la balance commerciale est déficitaire pour le Cameroun et bénéficiaire pour la Chine.

D'après le rapport de la fondation Freidrich Ebert Stiftung (2014), avant 2002 les importations de la Chine vers le Cameroun représentaient des quantités peu considérables au rapport du volume total des importations. C'est ainsi qu'en 2001 celles-ci s'élevaient encore à 34 millions de francs CFA, elles augmentent à 45 milliards de francs CFA pour atteindre 67 milliards en 2004. Ces importations sont essentiellement constituées de produits agroalimentaires, électroménagers, matériel roulant et habillement, etc. Bien que le port de Douala soit toujours géré par le français Bolloré, les importations chinoises augmentent de 43 % par an tandis que les échanges avec l'Europe diminuent considérablement (Gweth 2010; Amougou 2011).

Quant aux exportations camerounaises à destination de la Chine, elles ont stagné autour de 20,5 milliards de francs CFA, en moyenne. On y retrouve essentiellement les agrumes dont la transformation crée seulement des emplois en Chine, mais pas au Cameroun. Toujours dans ce rapport en ce qui concerne les flux financiers, une importante part des ressources mobilisées par les commerçants chinois, pour assurer les importations au Cameroun des produits chinois n'intègre pas les banques locales et provoque une raréfaction des devises. Ces fonds passent un court séjour dans les banques locales camerounaises. Ils retournent vers les banques chinoises en transitant par deux principaux établissements financiers: Western Union (pour un transfert rapide) et la Chartered Standard Bank (pour une durée moyenne de six mois) selon (Gweth 2010; Amougou 2011).

En ce qui concerne l'appui au développement du secteur privé, la création au Cameroun des entreprises en joint-venture entre le secteur privé chinois et camerounais a été faite. D'où la naissance de Sinocam Dadi entreprise de rechapage des pneus et Hua Long Tractor Factory entreprise de fabrication de motoculteurs financés à hauteur de 7 milliards de francs CFA par la China Exim Bank. Le rapport de Fondation Freidrich Ebert Stiftung révèle entre autre certaines difficultés comme: l'absence dans l'étude de faisabilité de l'analyse des facteurs essentiels à la viabilité des projets, le partage inéquitable des responsabilités dans l'exécution du projet, le peu de maîtrise par la partie camerounaise du fonctionnement des mécanismes de ses partenaires chinois et l'absence de mécanismes d'arbitrage pour régler les cas de conflits entre parties signataires.

Selon Gweth (2010) et Tsafack, (2014), les PME camerounaises qui exercent dans le secteur du textile sont menacées de fermeture, à cause du textile chinois moins coûteux qui entre au Cameroun sans imposition des taxes douanières et sans limitation des quotas d'importations. Ces usines de fabrication de pagnes sont sous le



coup de disparaître. Par exemple la CICAM<sup>38</sup> qui est une société camerounaise spécialisée dans la fabrique des tissus pagnes en coton, et des pagnes événementiels, se voit menacer par la déferlante du textile et des habits chinois moins dispendieux, qui ont envahi les marchés camerounais et viennent concurrencer fortement cette société qui est pourtant l'un des fleurons des entreprises camerounaises. La CICAM a perdu d'énormes parts de marché, elle ne détient que 15 % des parts aujourd'hui. Pour ne pas tomber en faillite, elle a dû licencier des milliers de salariés locaux. En somme les commerces chinois détruisent de nombreuses PME locales du Cameroun avec leurs produits importés «*made in China*», de moindre qualité et de bas prix.

### **3.4.2 Les impacts socio-économiques sur le secteur informel**

Le secteur informel se définit de façon formelle comme l'ensemble des activités économiques légales qui échappent à toutes législations en vigueur. Il regroupe les petites activités et entreprises rémunératrices, souvent individuelles ou familiales, et se caractérise par l'inobéissance au cadre fiscal et juridique étatique, l'absence d'une comptabilité légalement tenue, les salaires non déclarés. Le secteur informel, tel que défini, couvre tous les secteurs économiques, primaires, secondaires et tertiaires. Il comprend les marchands ambulants, les marchands sur étalages, les artisans tels que les réparateurs d'outils ménagers, les menuisiers, les maçons, les mécaniciens, forgerons, soudeurs, tisserands, cultivateurs, tontines, nettoyeurs, employés de maison (Tsafack, 2014).

Concernant les définitions classiques, nous allons retenir celle de Charmes dans l'article, «Débats actuel sur le secteur informel», que les économistes keynésiens considèrent que le secteur informel est constitué « des sables dans lesquels se perdent les effets multiplicateurs du capitalisme » pour ces théories il y a anormalité et illégalité dans ce secteur<sup>39</sup>. La grande critique de cette définition est la réglementation

---

<sup>38</sup> La Cotonnière industrielle du Cameroun (CICAM) créée par les Français en 1964.

<sup>39</sup> Revenus du tiers monde, T.XX VIII, N° 112, Oct- Déc. 1987



du marché de travail et la méconnaissance des interactions qui caractérisent un système économique. Quant à la définition d'obédience marxiste, le secteur informel est appelé la «*petite production marchande*». Selon cette école, le rôle du secteur est de maintenir et de développer le capitalisme. A cet effet le secteur informel prend l'aspect de la reproduction, à moindre frais de la main-d'œuvre ou de la force de travail. Ce secteur est alors considéré comme le réservoir de main-d'œuvre. Ce qui offre la possibilité d'agir sur le taux de salaire du secteur formel dans le sens de la baisse (Malikwisha, 2000:15).

Le secteur informel de l'économie camerounaise est un secteur qui crée des petits métiers et plus d'emplois, dans un pays où le taux de chômage est de 13,1 % et de 75,8 % du taux de sous-emploi (BIT<sup>40</sup>, 2014). Or la diaspora chinoise très nombreuse au Cameroun a envahi ce secteur qui fait vivre plus de 80 % de la population camerounaise. Ce secteur commercial a été envahi par les produits "*made in china*" accusés de concurrence déloyale dans les grandes villes camerounaises. Selon Gweth (2010), Amougou (2011), Bambou (2014:10-19), les Chinois sont passés maîtres de la contrefaçon, ils achètent un produit au Cameroun et le font reproduire à des milliers d'exemplaires pour le revendre sur le marché camerounais. Malgré la qualité médiocre de leurs produits dont la durée d'utilisation est courte, voire événementielle, on remarque une ruée des populations vers les commerces chinois, ce qui porte un coup dur aux artisans et commerçants camerounais. Pour les camerounais moyens dont l'activité principale est le commerce, la présence des Chinois est un facteur majeur de déséquilibre socioéconomique.

La communauté chinoise a envahi ce secteur qui fait vivre 85 % de la population camerounaise et cela créé une concurrence redoutable (Nessi, 2008). La Chine a une vaste population qui regorge non seulement d'une main-d'œuvre bon marché, mais aussi nombreux sont ceux qui veulent s'expatrier pour améliorer leur condition de vie.

---

<sup>40</sup> Bureau International du Travail

Il est donc commun de voir des vendeurs de maïs chinois dans les rues de Bamako, des vendeurs de cigarettes dans les quartiers de Lagos, et des vendeurs de beignets dans les carrefours du Cameroun (Banyongen, 2007). Au Cameroun, le secteur informel est envahi par les Chinois de plus en plus installés dans la restauration, vente à la criée, échoppes, magasins de détail, production de beignets, création de salons exotiques et de services divers (médecine douce, massage, acupuncture, médecine traditionnelle, etc.), prostitution, travailleurs clandestins, ouvriers non déclarés etc. Dans le secteur musical camerounais, on a vu un chinois se lancer avec succès dans la musique rythmique du nom de Makossa (Tsafack, 2014).

Comme dans la majorité des pays africains, le Cameroun est devenu un vaste marché d'emplois pour les ressortissants chinois, alors que les populations locales subissent un fort taux de chômage. Les investisseurs chinois implantés au Cameroun importent une main d'œuvre chinoise au vu et au su du gouvernement camerounais, alors que les cahiers de charges des projets et des contrats indiquent que la main d'œuvre utilisée doit être locale (Gweth 2010; Amougou 2011). Et quand bien même les populations locales sont recrutées, elles sont mal rémunérées, et travaillent dans des conditions difficiles, sans couverture médicale, sans contrat de travail et sans mesures de sécurité dans les différents chantiers. Par exemple des ouvriers des champs agricoles de la société Iko<sup>41</sup>. Les salariés locaux de la société Sino Cam Iko basée à Njoré crient à l'exploitation de leur main d'œuvre. Ils travaillent plus de huit heures par jour pour un maigre salaire mensuel de vingt cinq milles francs CFA, environs (40 Euros). Lorsque ceux-ci revendiquent leurs droits, ils sont taxés de paresseux, d'incapables et sont immédiatement congédiés (Michel et al., 2008).

Toujours sur le plan social, les Chinois brillent par leur manque de sociabilité avec la communauté camerounaise. Pour leur consommation personnelle, ils n'achètent pas les produits camerounais, et ne mangent pas camerounais. Ils vont seulement dans les

---

<sup>41</sup> Reportage de Patrick Fandio (2009), Razzia chinoise sur les terres camerounaises mise en ligne le 24 janvier 2011.



restaurants chinois ouverts en ville et vivent en vase clos. Néanmoins, les statistiques recueillies auprès des chambres consulaires (chambre de commerce chinoise au Cameroun) indiquent que le nombre de Chinois semble s'être stabilisé entre 10 000 et 20 000<sup>42</sup> dans le pays, avec 400 médecins, 2500 opérateurs économiques toutes catégories confondues et 1000 personnes liées à la coopération, le reste étant des individus dont les contrats d'attaches sont expirés et qui ne souhaitent pas rentrer en Chine (Tsafack 2014, Gweth, 2010).

### ***3.4.3 Examen de la visée impériale chinoise: importance de la culture dans la coopération.***

D'après Hans Morgenthau (1985), tout état qui vise à accroître sa puissance, à l'image de la Chine, mène nécessairement une politique impérialiste. L'impérialisme selon Gauchon et Huissoud, (2008: 65) constitue donc une doctrine qui autorise certains États à étendre leur influence, voire leur domination, en dehors de leurs frontières. En outre, et selon Cordellier, (2000 : 347-448), l'impérialisme est qualifié aujourd'hui, comme la volonté d'une nation, d'un État ou d'un groupe de créer une hégémonie sur d'autres nations, d'autres États ou d'autres groupes. Il peut être provoqué par le sentiment d'une supériorité culturelle ou la volonté d'imposer un modèle idéologique. Ainsi «l'impérialisme suscite (...) rejet (par les populations, une fois dominées) et critiques qui sont très souvent au service des pays impérialistes». Aussi sous la forme du néocolonialisme, on voit subsister des zones d'influence qui ont autant de formes rampantes de ce qui se passait dans le passé. « une preuve palpable que l'impérialisme est encore actif et actuel, c'est le cas de la Chine, ancien pays dominé, qui s'est lancée

---

<sup>42</sup>Alors que le nombre de Chinois était officiellement de 10 000 chinois fin 2006, la lettre du Continent a recensé 700 000 visas chinois pour le Cameroun suite à la visite au Cameroun du Président Hu Jin Tao.



dans une stratégie de conquête en Afrique» Gauchon et Huissoud, (2008: 66). Quant à Bernard Lanuzet, «l'impérialisme culturel chinois, consiste finalement à imposer une identité culturelle à un pays à qui elle est étrangère (...): il s'agit d'imposer aux autres pays les représentations culturelles que l'on produit et que l'on diffuse (...) les pays sous l'hégémonie des formes et des stratégies culturelles de certains, en sont à changer d'identité» (Roche, 2007: 39). A ce sujet, il estime qu'il est « idéaliste et naïf de penser que la diplomatie culturelle a pour finalité d'engendrer des sympathies et des amitiés » (Roche, 2007: 50).

La puissance par l'influence et le rayonnement culturel (Ndjeng, 2006 : 86) de la Chine se traduit par l'implantation des instituts Confucius partout en Afrique. La diffusion des valeurs culturelles par la Chine lui permet d'accroître son prestige (Morgenthau, 1985) ainsi que son influence dans le monde. Joël Bellasen, sinologue observe que «les Instituts Confucius sont à ne pas douter le bras armé de la politique chinoise, ce qui est légitime dans la mesure où le chinois acquiert une dimension internationale». A cet aspect s'ajoute aussi une dimension politique d'affirmation de la puissance et de l'image, à travers la promotion des valeurs culturelles. Lanuzet estime que «la diffusion des pratiques culturelles, font évoluer le concept d'hégémonie. L'hégémonie d'un pays ou d'une culture (...) s'inscrit donc dans les formes et les pratiques de la diffusion culturelle». L'influence culturelle, devient donc un objectif politique voire économique.

L'objectif des Instituts Confucius est de répandre «*le soft power*» de la Chine à travers l'Afrique et au Cameroun. L'Institut Confucius basé au sein de l'institut des Relations Internationales du Cameroun fait partie des ressources du «Soft Power» et correspond de ce fait à la capacité d'attraction, de séduction exercée par le modèle chinois. Et la langue chinoise enseignée dans cet institut se révèle comme vecteur du développement de liens d'amitié entre la Chine et le Cameroun. L'enseignement du Mandarin au Cameroun fait partie intégrante de l'actuelle politique étrangère chinoise. Il enseigne la langue chinoise non seulement aux Camerounais, mais aussi

aux ressortissants des pays africains limitrophes avec le Cameroun. Car l'Institut Confucius implanté à l'IRIC est le premier du genre en Afrique Francophone et l'unique en Afrique centrale. Il permet donc à la Chine d'alimenter sa puissance via la diffusion du mandarin aux écoles secondaires et aux universités camerounaises. Comme puissance impérialiste, la Chine utilise les mêmes codes et la même voix que la France avec les Centres culturels français, et la Grande Bretagne avec les British Council. Elle étend sa puissance et fait passer son idéologie. Cette domination Nord - Sud se vérifie avec les relations sino-camerounaise à la seule différence que la Chine utilise le «Soft Power», c'est-à-dire au regard la procédure qui suit la création des Instituts Confucius, l'on est tenté de dire que la Chine n'impose pas l'implantation d'Institut, c'est plutôt les universités partenaires qui en font la demande.

Lui Xincheng, enseignante de la langue chinoise soutient que la politique de prolifération des Instituts Confucius est volontariste: «jusqu'en 2009, la Chine avait établi 282 Instituts Confucius dans 88 pays et régions du monde et plus de 260 organisations dans plus de 50 pays et régions, ont déposé leur candidature pour l'établissement local d'instituts Confucius »<sup>43</sup>. En somme la Chine n'apparaît pas comme une puissance colonisatrice, et s'inscrit dans une logique de «gagnant-gagnant». Mais le sociologue Guy Faure estime que «mettre l'autre en position de demandeur, c'est l'enfermer dans un rôle qui fut celui des tributaires de la Chine traditionnelle», (Faure, 1999). Pour lui, ce sont les méthodes et les pratiques purement impérialistes.

---

<sup>43</sup> [flash.univ-larochelle.fr/IMG/.../1\\_art\\_de\\_la\\_gravuredossier\\_presentation.pdf](http://flash.univ-larochelle.fr/IMG/.../1_art_de_la_gravuredossier_presentation.pdf), consulté le 27/03/2016

## CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, nous pouvons dire que la coopération sino-camerounaise à long terme est basée sur la construction des infrastructures et les édifices publics tels que la construction des routes, des barrages hydroélectriques contre les ressources pétrolières et minières. Celle à court terme sur les échanges commerciaux, l'agriculture avec les baux de 100 ans de location de terre, révèle beaucoup plus d'impacts négatifs que d'opportunités. Le slogan «*gagnant- gagnant*» prôné par la Chine ne profite guère aux entreprises camerounaises, mais seulement aux entreprises chinoises. La preuve en est que le secteur informel camerounais a été envahi par les produits faits en Chine, aussi certaines PME locales, fleurons de l'industrie et de l'économie camerounaises ont perdu d'énormes parts de marché, (secteur du textile) et d'autres ont complètement disparu à cause de la concurrence déloyale venant des entreprises chinoises. L'examen de cette analyse nous montre que la Chine a mis sur pied un processus d'impérialisme «*soft Power*», basée sur la conquête de l'Afrique et en particulier du Cameroun, concept teinté par l'échange culturel et la promotion de la langue chinoise. Car l'impérialisme commence toujours par l'assimilation de la culture et des valeurs du pays dominant.



## CONCLUSION GÉNÉRALE

Rendre compte des impacts et des opportunités de la coopération sino-africaine, particulièrement celle qui existe entre le Cameroun et la Chine, a été une tâche ardue à laquelle nous nous sommes attelés dans les pages qui précèdent. A cet effet, nous avons essayé, tout au long des trois chapitres développés, de proposer une compréhension voire une logique que véhicule la politique et la stratégie misent en place par la Chine pour conquérir l'Afrique subsaharienne à travers les forums sino-africains. Ainsi notre problématique s'articulait autour de la question suivante: quels sont les impacts et les opportunités de la coopération chinoise dans le développement économique de l'Afrique? Et surtout quels sont les impacts sur l'économie et les populations camerounaises? A cet effet, l'hypothèse centrale est que les nouvelles relations Chine-Afrique offrent une grande opportunité économique et aussi une alternative de financement au développement de l'Afrique. Mais nous ne saurions nier que ce partenariat est aussi porteur de nombreux impacts sur le plan politique, économique et social.

Historiquement, la Chine n'est pas une nouvelle venue en Afrique. Bien que sa relation avec les pays africains semble avoir été longtemps symbolique. Notre étude nous a montré que la Chine est impliquée dans les problèmes internes et de développement de l'Afrique subsaharienne depuis plusieurs décennies. Même si la Chine prône le principe de non ingérence dans sa politique internationale, la guerre du Darfour a écorché grandement ce principe avec son implication (Kitissou, 2007). Dans la foulée des indépendantistes, la Chine avait établi des relations diplomatiques avec de nombreux pays africains, elle a aussi travaillé avec les Africains dans les différents forums internationaux et de l'Organisation des Nations unies pour corriger son image et imposer sa vision politique. Dans les années 1980, les relations économiques sino-africaines étaient limitées à l'aide technique basée sur la construction des infrastructures (stades, palais des congrès, ponts, chemins de fer), tout cela en échange du principe de la reconnaissance d'une seule Chine. Aujourd'hui,

elle s'inspire du slogan «*le développement est le principe ultime*», c'est-à-dire une coexistence entre les entrepreneurs privés et investisseurs étrangers d'une part et le secteur public dominant d'autre part (Kitissou, 2007). Cette libéralisation partielle de l'économie a provoqué une expansion extraordinaire, qui a conduit la Chine dans les années 1990 à ne plus satisfaire en interne ses besoins en matières premières et à se lancer à la conquête des ressources naturelles de l'Afrique. Les opportunités dans le domaine des échanges sont considérables, car depuis que la Chine s'est implantée en Afrique, son apport en investissement direct étranger a fait augmenter la croissance de 5 %, le taux d'échange a augmenté considérablement, mais cela n'est pas encore totalement bénéfique pour l'Afrique à cause de sa balance commerciale déficitaire. Il faut rééquilibrer cette balance au profit du commerce africain, car elle reste largement bénéficiaire du côté chinois.

Notre vision principale était d'analyser la coopération chinoise en Afrique. C'est-à-dire faire un examen de la présence chinoise en termes d'échanges commerciaux, des IDE et du financement dans le développement de l'Afrique. Et aussi d'évaluer les différents impacts inhérents à cette coopération. Pour cela le mémoire s'est appuyé sur des études et sur l'ensemble des données existantes. Nous avons sélectionné celles qui entraient dans notre domaine et avons pris soin de les analyser et de faire une synthèse, tout en gardant une vision critique sur celles-ci. Nous avons alors constaté que ces données sont rares en termes de statistiques sur les montants de l'aide que la Chine accorderait aux pays africains, mais disponibles sur l'échelle de la coopération Chine-Afrique grâce aux nombreuses études des chercheurs et des experts, et aussi aux données que la Chine veut bien divulguer quand cela l'arrange. En termes de financement et d'investissement, les données sont faibles, peu fiables, souvent contradictoires, quelques fois anecdotiques ou tout simplement absentes. Et du côté africain, on relève un manque d'enquêtes et d'analyses scientifiques. Néanmoins, la documentation disponible était abondante, importante et l'utilisation de celle-ci s'est avérée plus pratique et surtout économique.



En somme, après analyse de ses documents, puis d'après notre expérience personnelle, nous pouvons dire que la Chine n'est ni une menace ni une opportunité pour l'Afrique, ou alors elle est tout à la fois une menace et une opportunité. Elle est un nouveau partenaire comme tous les autres partenaires traditionnels de l'Afrique, qui a su concevoir et adapter les mécanismes de gestion de sa politique de coopération économique selon les réalités de chaque pays africain. Car nous ne cesserons de l'affirmer, la Chine n'est pas venue en Afrique pour de la philanthropie, mais pour faire les affaires (commerce) et exploiter les matières premières. La Chine cherche à acquérir le statut de première puissance mondiale pour rivaliser avec les États-Unis, l'Afrique lui sert de tremplin pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée d'ici 2035: premièrement, devenir la première puissance économique mondiale et deuxièmement contrôler les matières premières africaines. Car comme disent certains chercheurs, la puissance qui contrôlera l'Afrique et ses richesses (ressources naturelles), contrôlera le monde entier. C'est pour cela que la Chine et les États-Unis sont en concurrence, et se sont lancés à une course effrénée d'occupation de tous les espaces géostratégiques de l'Afrique. Les résultats de notre recherche nous ont donc permis de souligner que l'Afrique devrait revoir ses accords de partenariat avec la Chine, surtout en matières d'échanges commerciaux si elle veut sortir gagnante de cette coopération «sud-sud». Car le croisement des nos recherches laissent entrevoir beaucoup d'impacts négatifs dans le domaine économique et environnemental.

Face à cette puissante locomotive chinoise, il appartiendrait aux chefs d'États africains de réorienter la coopération chinoise, en faisant pencher la balance commerciale en leur faveur ou en la rééquilibrant. Pour cela l'Afrique subsaharienne devra se doter d'une posture de potentiel partenaire, d'acteur actif et non passif afin de pouvoir traiter d'égal à égal avec la Chine. Il faudra premièrement demander à la Chine de faire un transfert de technologie aux jeunes ingénieurs africains qu'elle devrait recruter et former dans l'exécution et la réalisation des projets en Afrique. Car c'est cette jeunesse qui assurera la relève demain et maintiendra fonctionnel toutes les



infrastructures industrielles que l'Afrique subsaharienne acquiert aujourd'hui. Sans ce transfert de technologie, l'Afrique va être confrontée aux mêmes problèmes que ceux connus lors de son partenariat économique avec l'Europe comme l'indique Amin dans «l'échange inégal». Car après le départ des européens au milieu des années 1990, il y a eu les fermetures successives de nombreuses usines industrielles et de multiples abandons pour faute de maintenance technique des infrastructures. De même que l'Occident se présentait à la fois comme l'impérialiste et l'opprimeur, civilisateur et défenseur des droits humains; la Chine apparaîtrait aussi sous le double visage du sauveur et de l'exploiteur, du partenaire et du néo colonisateur (Nguyen, 2009, p.131).

Ensuite l'Afrique doit répondre aux questions économiques multilatérales et bilatérales afin de réduire considérablement les impacts négatifs de cette coopération. Pour cela l'Afrique subsaharienne devra consolider voire conserver les acquis et les avancées notables du programme de développement de Doha, car même si les négociations n'aboutissent pas, les acquis ne se perdront pas. Il serait donc nécessaire de se pencher sur une véritable intégration, c'est-à-dire une circulation des biens et des personnes, et aussi sur la facilitation des échanges commerciaux aussi bien dans les sous-régions qu'à l'international. Des normes et des règles d'origine dans le contexte des arrangements régionaux pourront renforcer les résultats escomptés par des négociations. Ainsi la compétitivité sera accrue avec des possibilités de création de valeur ajoutée, et des zones économiques spécifiques pour booster le commerce et accroître l'économie en Afrique subsaharienne.

L'Afrique subsaharienne bénéficie d'une aide publique chinoise. Cet important investissement va essentiellement dans le secteur de l'infrastructure, alors qu'il devrait être diversifié. Il est donc nécessaire de faire un suivi et une évaluation de cette aide pour mieux apprécier son incidence sur les résultats escomptés, tels que la réduction de la pauvreté et l'augmentation de la croissance. Si possible l'orienter vers d'autres secteurs plus prioritaires que l'infrastructure. De même il serait judicieux de mettre en

place un processus d'évaluation des politiques incluant des systèmes efficaces d'évaluation d'impacts dans les projets, ce qui apporterait des arguments supplémentaires en faveur de l'aide publique chinoise qui reste insaisissable, voire inquantifiable par les organisations multilatérales et internationales comme l'OCDE. Enfin, il serait nécessaire de faire respecter les normes environnementales à toutes les entreprises chinoises qui viennent investir en Afrique. La responsabilité sociale des entreprises devrait être un principe non négociable avec la Chine. Car la Chine est un mauvais exemple en ce qui concerne la pollution, elle n'a jamais signé l'accord de Kyoto sur le climat en ce qui concerne l'émission des gaz à effet de serre, alors qu'elle est l'un des pays les plus pollueurs du monde. Si la Chine ne respecte pas et n'applique pas les normes environnementales sur son propre territoire, ce n'est pas en Afrique qu'elle viendra les respecter et les appliquer. Donc toutes les sociétés chinoises devraient être sommées d'intégrer un protocole sur les normes environnementales dans leur contrat et le mettre en application, sous peine d'être taxées, amendées voire retirées totalement des appels d'offres et de contrats si elles ne les respectent pas.

En définitive, l'Afrique subsaharienne ne devrait pas se leurrer de cette amitié chinoise, la Chine n'est pas une amie, mais un partenaire conséquent, à qui il ne faudra faire aucune concession. Car la Chine elle-même n'a pas les intentions claires envers l'Afrique. Son principal objectif est celui d'accumuler autant que possible les ressources de l'Afrique avant que celle-ci ne se rende compte des impacts. Comme disait Charles De Gaulle *«en relations internationales, il n'y a d'amitié, il n'y a que des intérêts qui comptent»*. Les autorités africaines devraient penser à l'héritage qu'elles laisseront aux générations futures, qui ne saurait être une perpétuelle dette, mais une économie florissante et un avenir prospère.

## BIBLIOGRAPHIE

### Monographies

Alden, Chris, 2007, «*China in Africa, partner, Competitor, or Hegemon?*» Londres/News-York: Zed Books, 154p.

Amin Samir, 1970, «*L'accumulation à l'échelle mondiale*», Critique de la théorie du sous-développement. Paris, éditions Anthropos, 592p.

Amin, Samir, 1976, «*l'impérialisme et le développement inégal*», Paris: éditions de Minuit, 193p.

Amin, Samir. 1973, «*Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*», coll «grands documents», p. 384.

Amin, Samir. 1986, «*La déconnexion: pour sortir du système mondial*», Paris: La Découverte, 1986, 333 p.

Arghiri E., 1972 [1969]. *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*. Paris: Maspéro, 422 p.

Batistella, D., 2002, *Théories des relations internationales*, Paris, presses des sciences politiques, 2 édition, p.226.

Brautigam, Deborah, 2009a, «*The Dragon's Gift: the Real Story of China in Africa*», Oxford: Oxford University Press, 300p.

Brodman, Harry, 2007. «*Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*». Washington, D.C: Banque Mondiale, 391p.

Cardoso, F.H., 1978. «*Dépendance et développement en Amérique Latine*, Paris: PUF.

Claval, P., 1994, *géopolitique et géostratégie: la pensée politique, l'espace et le territoire au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nathan, p.6.



- Dambisa. M, 2009, L'aide fatale, les ravages d'une aide inutile et les nouvelles solutions pour l'Afrique, JC Lattés, p 250.
- Dembélé, Demba Moussa. 2011. Samir Amin: *intellectuel organique au service de l'émancipation du sud*. Dakar, CODESRIA, 216 p.
- Dijk, Meine pieter van, (ed). 2009. *The News Presence of China in Africa*. Oxford: Fahamu Books et Pambazuka Press, 222p.
- Dos Santos, Theotonio, 1972. Théorie de la dépendance et changement social, Santiago, Chile: Ed, do CESO.
- Emmanuel, Arghiri, 1972 [1969], «*L'échange inégal, Essai sur les antagonistes dans les rapports économiques internationaux*», Paris: Maspéro, 422p.
- Furtado, Celso, 1970. Théorie du développement économique, Paris, Presses Universitaires de France, 264p.
- Huntington, S.P., 1977, le choc des civilisation, Paris, Odile Jacob.
- Oyono, D., 1990, Avec ou sans la France? la politique africaine du Cameroun depuis 1960, Paris, l'Harmattan, p .32.
- Paquin Stéphane, 2008, La nouvelle économie politique internationale, Paris, Edition Armand Collin, 288p
- Rist, G., 1996-2007, «*Le développement, l'histoire d'une croyance occidentale*». Presses des sciences politiques
- Rostow, W.W, 1974, «*Les étapes de la croissance économique*», Seuil, Paris.
- Rostow, W.W, 1975, «les étapes de la pensée politique, paris, éditions le seuil, 492 p
- Ruffing. K. (dir), 2008, Perspectives économiques en Afrique, rapport de l'OCDE.
- Smith. S, 2004, Négrologie. «Pourquoi l'Afrique meurt», Calmann-Lévy.

### Articles scientifiques et chapitres de livres.

«US-Africa Security Interest», 2002, Senate dirs Buiding, 5 December.

A. Cabanais, (dir), *Méthodologie de la recherche en droit international, géopolitique et relations internationale*, Paris, p.61

A. Chauprade, 1999, introduction à l'analyse géographique, p. 320.

Adams,W.M., A. S. Goudie & A.R. Orme, 1999, «*The Physical Geography of Africa*», Oxford University Press, Oxford.

Ademola, O, Bankole A.S and Adewuyi A.O, 2009, " China- Africa trade relations: Insight from AERC Scoping Studies", *European Journal of development Research*.vol.21, No 4, p.485-505.

Africa Upstream, 2002, conference, Cape Town South Africa, 2-4 octobre.

Afrique, 2025, *Quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara? Futurs africains/Kartala*, 2003.

Alden, Chris, 2007, *China in Africa*, Coll. African arguments, London/New York: Zed Books, 157 p.

Alden, Chris, 2008, «China in Africa: A new Development Partnership», *Strategic Analysis*, vol.32, no 2, mars 2008, p.297-304

Alden, Chris, Large Daniel, Ricardo Soares de Oliveira, (2008), «Chine-Afrique, facteur et résultante de la dynamique mondiale», *Afrique contemporaine*, vol.43,no 228 p, 119-133.

Amin, Samir, 1992, «*Repenser le développement*», dossier sciences humaines, no23, p.16-36.

Amouzou Essé, 2011, «*Aide et dépendance de l'Afrique Noire*», Éditions Prologue, janvier p 7-18, p. 19-26.

Anand R., Mishra et N. Spatafora, 2011, Economic Growth and the Sophistication of Production, IMF Working Paper.

Angers, M., 1992, Initiation à la méthodologie. Anjou, centre éducatif et culturel, p.66.

Arize A.C. et Nippani, 2010, "Import demand behaviour in Africa: some new evidence". The Quarterly Review of Economics and Finance, 50 (3), 254-263.

Atlas de l'Afrique, 2000, Les Éditions du jaguar, Paris.

Balandier. G, (1998), Afrique ambiguë, Pocket.

Banégas. R, 2008, «Enjeux et paradoxe de la démocratie en Afrique», Questions internationales, no 33.

Banyonguen Serge, 2007, « le positionnement géostratégique de la Chine en Afrique ou la construction d'un empire», consulté sur internet (<http://www.lesafriques.com/actualite/lachine-l-afrique-cela-ne-fait-commencer.html?Itemid=89>) le 03/03/2105.

Bart. F, Bonvallot. J & Pourtier. R dir., 2002, «*Regards sur l'Afrique*», Historiens et géographes, n° 379, Paris.

Barthelemy, Jean-Claude, 2011, «China's Engagement and Aid Effectiveness in Africa», Working Paper no 129, African Development Bank, Tunis ,Tunisia, April 2011, 1-36 p.

Bastian J.-P., Champion F., Rousselet C. (dir.), 2001, *La globalisation du religieux*, Paris, L'Harmattan.



Bat J-P.,2010, le syndrome Foccart: la politique Française en Afrique de 1959 à nos jours, édition Folio, coll Folio histoire.

Bayart J.-F.,1993 «*Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*», Paris, Karthala, 1993.

Bayart. J.F, 2009, «la démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne», in pouvoirs, No 129, p27-44,

Bayart. J-F, 2006, « la politique du ventre», édition Fayard.

Beaud, M., 1996, l'art de la thèse, Paris la découverte, p.32

Benessaïeh Afef, 2010, « La perspective postcoloniale » in Alex Macleod et Dan O'Meara dir.), *Théories des Relations Internationales : Contestations et Résistances*, 2<sup>e</sup> édition, Athéna.

Besada, Harry, Yang Wang et Whaley John, 2008, «China`s Growing Economic Activity in Africa» Working Paper no14024, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research,1-33 p.

Bijon Jean-François, 2011, «*Coopération au développement, les raisons de persévérer*», éditions Charles Léopold, Mayer, Paris, 88-126 p.

Bisson. J, 2003, «*Mythes et réalités d'un désert convoité :le Sahara*», l'Harmattan, Paris.

Boillot. J.J et Dembinski S., 2013, Chindiafrique: la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain. éditions Odile Jacob, pp368.

Boniface Pascal, 2012, La géopolitique «*les relations internationales*», Paris, éditions Armand Colin, 287p.

- Brautigam, D., 2011, «Aid with Chinese characteristic: Chinese foreign aid Development finance meet the OEDC-DAC aid regime», *Journal of international Development*, Juliet, P752-764,
- Brautigam, Deborah. 2010, «China, Africa, and the international Aid Architecture», Working Paper, no 107, April 2010, African Development Bank, Accra, 1- 49 p.
- Brautigam. D. et Tang X., 2011, «African Shenzhen: China's special economic Zones in African», *Journal of African Studies*, vol 49, No 1, pp. 27-54;
- Bredeleloup, S et Bertoncello. B., 2009, «La migration chinoise en Afrique: accélérateur du développement ou sanglot de l'homme noir?» in *Afrique contemporaine*, No 218, de Boeck, Université de Bruxelles, pp.199-224.
- Broadman, Harry, 2008, «China and India go to Africa: New Deal in the development World», *Foreign Affairs*, vol.87, no 2, p.95- 109.
- Broadman, Harry, 2008, «China and India go to Africa: New Deals in the developing World» *Foreign Affairs*, vol. 87-109.
- Brunel. S., 2004, *L'Afrique, un continent en réserve de développement*, Bréal, p.235.
- C. Debbasch, 2001, *Lexique*, 7<sup>e</sup> édition, Paris Dalloz, :p.117.
- Cabestan J-P., 2013, «Les relations Chine- Afrique: nouvelle responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir», *Hérodote*, 2013/3 No 150, p. 150-170 DOI: 103917/her, 1500150.
- Cabestan. J.P, 2008, *la politique Internationale de la Chine: entre intégration et volonté de puissance*, *Revue-projet* No318, p. 84-94,
- Calderisi, Robert, 2006, *L'Afrique peut-elle s'en sortir? Pourquoi l'aide publique ne marche pas*, Éditions Fidès, Montréal, 372 p. P. 237-272.

Cambridge Energy Research Associate, *Potential versus Reality: West African Oil and Gas to 2020*, Cambridge, 2002.

Chan-Fishel, 2007, «Environment impact: more of the same?», in Manji et Marks (eds), (2007), *African perspectives on China in Africa*, Nairobi/Oxford, Fahamu & Pambazuka.

Chaponnière Jean-Raphael, 2008, «L'aide chinoise à l'Afrique: origines, modalités et enjeux», *L'économie politique*, no 38, 2008-2, p. 7-28.

Chevalier. J-M., 2005, «l'Afrique le pétrole: entre malédiction des importations et des exportations», *Afrique contemporaine* vol.216

Chin, Gregory, et Michael Frolic. 2007, *Les économies émergentes et l'aide au développement international. Le cas de la Chine*. Ottawa: CRDI, décembre 2007. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/cas-de-la-chine.pdf>> (consulté le 10 juillet 2014 ).

Clerc. Denis, 2005, le grand retour des matières premières, *Alternatives Économiques*, n°236, mai.

Clés essentielles pour comprendre (CEPII), 2012, *l'économie 2013*, Paris édition, la découverte, 2012, 127 p.

Coe-Rexecode, 2011, «perspectives pour le continent africain, Futur géant économique ou non?» Paris juin 2011.

Collier. P., 2007, *The Bottom Billion. «Why the Poorest Countries are Failing and What can be Done About it»*, New York, Oxford University Press.

Corten. A, Mary. A. (dir.), 2000, «*Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique /Amérique latine*», Paris, Karthala.



Courade. G., 2014, Les Afriques au défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Géopolitiques subsaharienne, éditions Belin.

Courmont Barthélémy et Lewis Irving, 2007, «Chine-Afrique: une stratégie donnant-donnant?» Défense nationale et sécurité collective, no1, p.107.

Dansereau, Suzanne.2008. «Les théories du développement: histoires et trajectoire». In Beaudet, Pierre, Jessica Schafer et Paul Haslam (dir). Introduction au développement international, p 29-53,Ottawa: presses de l'université d'Ottawa.

De la Grange, 2009, « la Chine en tournée stratégique en Afrique», le Figaro, février.

De SernacLens, P., et A. Yohan, la politique internationale: théories et Enjeux contemporains, Paris, Armand Colin, 5<sup>e</sup> édition. p.10.

De Swielande, T.S., 2009,« la Chine et le soft power»: une menace douce de défendre l'intérêt national? Université catholique de Louvain (UCL),99.9-10.

Delarge, Jean Paul, 2010, Croissance, emplois et développement, Paris, Édition la découverte,125 p.

Delcourt, L, 2011, «La Chine en Afrique: Enjeux et perspectives», Alternatives sud, Vol18/2011, pp 7-31.

Delcourt, L.2011, «La Chine en Afrique: enjeux et perspectives», Alternatives Sud, Vol. 18/2011, pp.7-31.

Devin, Guillaume, 2013, Sociologie des relations internationales 3e Édition, Paris, Édition la découverte , 125 p.

Diakité, Tidiane, 2002, «*L'Afrique et l'Aide ou comment s'en sortir*» Point de vue, Éditions l'Harmattan, Paris, p. 121-156.

Dictionnaire de philosophie, 2007, Noélla, Paraquin (dir), Paris Armand-Colin

Didiot B. et Cordellier S. dir., 2005: «*L'état du monde : annuaire économique géopolitique mondial 2005*». La découverte, Paris, p. 88 - 194,

Dilhac, J.M, from-télé-communicare to télécommunications LAAS-CNRS,2004

Dirk, Jan Koch, 2012, *Coopération Internationale et développement*, Éditions l'Harmattan, Paris, 146 pages. p. 9-121.

Dominjon, J.F., 1997, méthodes de recherche en sciences sociales, Paris Mont chrétien. p.12

Dreyfus. F.G., 2009, «Religion et politique en Afrique subsaharienne» in *Géostratégie* no25, octobre.

Dubresson. A & Raison, J.-P., 2003, «*L'Afrique subsaharienne: une géographie du changement*», Armand Colin, Paris, 2<sup>e</sup> éd, p.246,

Duégnan, F., 2005, « les ONG internationales dans le tourbillon du développement. quelques réflexions à partir de la situation du Laos», *cultures et conflits*, p. 60.

Dumont. R, 2012, *l'Afrique est mal partie*, édition du Seuil.

Duroselle J.B, Renouvin. P, Colin. A.,1991, « Introduction à l'histoire des relations internationales», Paris, 1991, 536 p.

Éwangué, J.L., (dir), 2009, *Enjeux géopolitique en Afrique Centrale*, Paris, l'Harmattan, p.308.

Faure. G. O, « Stratégies chinoises de négociation », *Annales des mines*, 1999, Publié sur : [www.societe-de-strategie.asso.fr/pdf/agir24txt3.pdt](http://www.societe-de-strategie.asso.fr/pdf/agir24txt3.pdt), consulté le 27/03/2016.

Ferry. B.(dir), 2007, *L'Afrique face à ses défis démographie*), ACD,CEPED/Karthala.

François Bambou, 2014, l'affaire Chine-Cameroun: qui gagne quoi?  
<http://georepere.emonsite.com/medias/files/lecon.10.le.cameroun.et.les.autres.pays.pdf>

G. Xiong, 1997, «China's Defense Policy and African Relations», International Strategic Studies, n°3.

Gaba J.P, 2008, «La coopération sino-africaine: partenariat équitable ou exploitation?», la lettre de la CADE, No 112, juillet, p.1-12,

Gabas Jean- Jacques, 2008, «Les pays émergents et la coopération internationale», dans Jaffrelot Christophe (dir.), L'enjeu mondial, les pays émergents, Paris: Presses de sciences Po- l'Express, p. 105-118.

Gauchon, P., et J.M. Huissoud, 2008, les 100 mots de la géopolitique, Paris puf, Que sais-je, p.124.

Gélinas, Jacques B.(1994 ) Et si le tiers monde s'autofinçait? *«cinquante ans d'aide au développement et de sous-développement»*, Montréal, Ecosociété, p.19-34.

Gerschenkron, A., 1962, «Economic, Backwardness in Historical Perspective: A book of Essays, Éditions Belknaps Press of Havard University Press.

Gingras, François-Pierre, Côté Catherine, 2010 « la théorie et le sens de la recherche», dans Benoît Gauthier (ed), Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données, 5<sup>e</sup> éd Québec, Presse de l'université du Québec, 2010, p 109-134

Gonidec P.F, 1983, «Esquisse d'une typologie des régimes politiques africains: les pouvoirs africains», in pouvoirs, No 25, 63-78.

Gourevitch J-P, 2008, la France en Afrique cinq siècles de présence: vérités et mensonges, édition Acropole

Grawitz, M., 2001, Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz, 11<sup>e</sup> , p 11.



- Grawitz, Madeleine, 2001, *Méthodes des sciences sociales*, Précis Dalloz, 11<sup>e</sup> édition.
- Grosse. F, 2010, «le découpage croissance/matières premières, de l'économie circulaire à l'économie de la fonctionnalité: vertus et limites du recyclage» *Futuribles*, juillet- août 2010, n°365.
- Gu, Jing, 2009, «Private Enterprises in Africa and the Implication for African Development», *European Journal of Development Research*, vol.21, no4, p.551-569.
- Guerassimaff. C.P, 2011, *la Chine dans le monde: Panorama d'une ascension*, édition ellipses.
- Gunder F.A, 1972 [1970]. *Le développement du sous-développement: L'Amérique latine*. Paris: Maspéro, 39.
- Gweth Guy, 2010, «*La coopération sino-africaine déchiffrée*» in [www. afrology.com](http://www.afrology.com) consulté le avril 2015.
- Halper Stephan, 2010, *The Beijing Consensus (How China's Authoritarian Model will Dominate the twenty First Century)*, New York, Édition Basic Books, 296 p.
- He, Yong et Shi, Yunnan, 2010, «Les positions de l'Europe, des États-Unis et de la Chine en Afrique: implications pour son développement », *Revue Tiers Monde*, n° 201, p. 193 -214.
- He. Y. et Shi. Y, 2010, «Les positions de l'Europe des États-Unis et de la Chine en Afrique: implications pour son développement», *Revue Tiers Monde* No 201, p.193-214,
- Henri. Kissinger, 2003, *la nouvelle puissance américaine*, Paris, Fayard, p.163.
- Hugon Philip, 2007, «Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement dans la *Revue Tiers Monde*», *Revue Tiers Monde*, no 191, juillet-septembre, p.717-741.

Hugon. P, 2006, Économie de l'Afrique, le développement africain dans une perspective historique et sociologique, 5e édition, la Découverte.

Huntziger, J., 1987, introduction aux relations, paris le seuil, p.8.

Jenkin. S Rhys et Chris Edwards, 2006, «The economic impacts of China and India on Sub-Saharan Africa: trends and prospects», Journal of Asian Economics, vol. 17 no2, p. 207-225.

Jeune Afrique, «L'état de l'Afrique», hors série, no 18, 2008.

Jolly. J., 2009, les chinois à la conquête de l'Afrique, Paris, Pygmalion, 2011.

Kaplinsky, McCormick, et Morris, 2007, The Impact of China on Sub-Saharan Africa, IDS working paper 291, University of Sussex.

Kaplinsky, Raphael et Morris. M., 2009, «Chinese FDI in Sub- Saharan Africa: Engaging with Large Dragons», European Journal of Development Research, vol.21, no4, p.551-569.

Kengne Fodouop, 2010, le Cameroun: Autopsie d'une exception plurielle en Afrique, Paris Harnattan, p.32.

Kernen Antoine, 2007, « Les stratégies chinoises en Afrique: du pétrole aux bassines en plastique» Politique africaine, no 105, mars p.163

Kissenger. H., 2003, La nouvelle puissance américaine, Paris: Fayard, p.63.

Kitissou. M., 2007, Africa in China's global strategy. Ados & Abbey publishers Ltd.

Konings P., 2007, China and Africa in the Era of Neo-Liberal Globalisation, CODESRIA bulletin n° 1&2.

Kragelund, P., 2010, «The potential of Non-Traditional Donor's Aid in Africa», programme on Competitiveness and Development and Sustainable, Issue Paper no11,

Geneva, Switzerland: International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), p. 1-42

Kragelund, P., 2011, «Back to Basics? The Rejuvenation of No-traditional Donor's Development Cooperation with Africa», *Development and Change*, vol.42, no2, March 2011, p.585-607.

Krugelund, Peter, 2008, «The Return of Non- DAC donors to Africa: New prospects for African development?», *Development Policy Review*, vol.26, no 5, p. 555- 584.

Lafarge, François, 2011, «Les groupes pétroliers des pays émergents, de nouveaux acteurs économiques et politiques sur la scène internationale», *Revue Management & Avenir*, no 42, 2011/2, p. 167-280.

Latouche, S., 1986, «*Faut- il refuser le développement?*». Vol 27, No 107, p.706-709

Levy, M.(dir), 2000, « *la nouvelle question Nord- Sud*», *Esprit*, no 264, p.79-175.

Lévy. J.C, Gaborit. M et Rotteleur. S, 2008, Chine-Afrique-Union Européenne. *Diplomaties de proximité: une porte étroite pour la coopération décentralisée*, in [www.diplomaties.gouv.fr/fr/ING/pdfChine\\_Afrique](http://www.diplomaties.gouv.fr/fr/ING/pdfChine_Afrique), consulté le 27/04/14. p.93,

Levy. J-C, 2009, *L'Économie circulaire: l'urgence écologique? Monde en transe, Chine en transit*, Paris, Presses de l'École nationale des ponts et chaussées.

Lewis, A., 1967, « *la théorie de la croissance économique*», édition Payot.

*Lexique de politique*, 2001, 7eme édition, Dalloz.

Leymarie. P et Perret. T., 2006, *Les 100 clés de l' Afrique*, Hachette Littérature.

Macleod. A. et O'Meara. D. (dir), 2010, «*Théories des relations internationales: Contestations et résistances*», *Centre d'Études des Politiques Étrangères et de Sécurité*, 2eme Edition, Athéna, p.661.



Madaule Stéphane, 2012, *Le Manuel du développement*, 25 ans d'expérience dans la coopération internationale, Perspectives du développement, Éditions l'Harmattan, Paris, 592 p.

Malikwisha Meni, 2000, l'importance du secteur informel en RDC, bulletin de l'ANSD, vol 1, pp.21-40.

Manning Richard.2006. « will "Emerging Donors" change the face of international cooperation?» *Development Policy Review*, vol 24, no4, p. 371-385.

Mayrargue. C., 2004, «Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », *Critique internationale*, n°22, p. 95-109.

Michel. B, Michel. S, 2008, *La Chinafrique: Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset & Fasquelle, P. 300.

Morgenthau Hans, Kenneth Thompson, 1985, *Politics among Nations: The struggle for power and peace*, 6th edition (New-york Mc Graw-Hill 1985)

Moss, Todd et Rose Sarah, 2006, «China's Exim Bank and Africa: New lending, New Challenges», Washington, DC: Center Global Development Note. Disponible en ligne: <http://www.eldis.org/vfile/upload/I/document/0708/DOC22802.pdf>

Mvomo. E.W, 2005, Pétro stratégie et appel d'empire dans le Golfe de Guinée, *Enjeux*, n°22, janvier-mars.

Naidu, Moises, 2007, «Rogue aid», *Foreign Policy Magazine* , March- April 2007

Naidu, Sanusha et Mbazima, Daisy, 2008, «China-Africa relations: A new impulse in a changing continental Landscape», *Futures*, vol.40, no 8, p.748-761.

Naidu, Sanusha, 2008, «India growing African strategy», *Review of African Political Economy*, vol,35, no 115,p. 116-128.

- Naidu, Sanusha, Corkin, Lucy et Hayley Herman, 2009, «China's (RE)-Emerging Relations with Africa: Forging a new Consensus?», *Politikon*, vol.36, no1, p. 87-115.
- Nay Olivier, 2008, (sous la direction), *Lexique de science politique (vie et institutions politiques)*, Paris, Éditions Dalloz, 579 p.
- Ndjeng Eyim, 2006, *culture et diplomatie: la contribution de la musique à la diplomatie camerounaise*», mémoire, UYII, IRIC.
- Nessi Julien, 2008, «Afrique, nouveau terrain de chasse», ([www.cyberscopie.info](http://www.cyberscopie.info)) le 03/03/2015
- Nguyen E, 2009, *Les relations Chine-Afrique: l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois Perret, Studyrama. p.141.
- Niquet Valérie, 2006, «La stratégie africaine de la Chine», *Politique Étrangère*, no2, p.361-374.
- Ntuda. Ebodé J-V, 2004, *Les enjeux Pétroliers du Golfe de Guinée*, Enjeux n°22, janvier- mars.
- Obiorah Ndubisi, 2007, «Who's afraid of China in Africa?», in Manji & Marks (eds) (2007), *African perspectives on China in Africa*, Nairobi/Oxford, Fahamu & Pambazuka.
- Ofodile, Uche Ewelukwa, 2008, «Trade, Empires, and Subjects China-Africa Trade: a New Fair Trade Arrangement or the Third Scramble for Africa?», *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, Vol.41, no2, p.37-52.
- Olivier, Lawrence et al., 2005 *L'élaboration d'une problématique de recherche, outils, méthodes*, Paris, L'Harmattan.
- Olivier, Lawrence, et al., 2005, *Élaboration d'une problématique de recherche, sources outils et méthodes*, Paris l'Harmattan, p.29.

O'Neill, Jim, et Tushar Poddar. 2008. «Ten Things for India to Achieve its 2050 Potential». *Global Economies Paper* n°169. New York: Goldman Sachs, 16 juin. [En ligne], <<http://www.goldmansachs.com/our-thinking/topics/brics/brics-reports> (consulté le 20 janvier 2014).

Pérouse DE Montclos M. A, 2010, Vers un nouveau régime politique en Afrique Subsaharienne? des transitions démocratiques dans l'impasse, Paris IFRI, les études de l'IFRI, 46 p.

Pourtier Roland, 2010, *Afriques noires*, 2<sup>e</sup> éd Paris Hachette, coll. p 255.

Pourtier. R et Thébault. V (dir), 2006, *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Nathan.

Prebisch, Raul, 1950. «The Economic Development of Latin America and Its Principal», *Economic Bulletin for Latin America* 7, New York: Nations Unies

Programme d'Action d'Accra (PAA), 2-4 septembre 2008, en ligne: [http://www.oecd.org/data\\_oecd/58/17/4120027.pff](http://www.oecd.org/data_oecd/58/17/4120027.pff)

Quantin. P., 2009, «la démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle», in *pouvoirs*, No 129, p 65-78.

Quiminal. C, 1975, *la politique extérieure de la Chine*: éditions François Maspero, Paris.

Quivy, R., et Van Campenhoudt, L., 2006, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris Dunod, 3<sup>e</sup> édition, p.101.

Ramo, J.C, 2002, *kinking, away the leader development strategy in Historical perspective*, édition Anthem Press.



- Reisen, H., 2009, «Is China actually helping improve debt sustainability in Africa? », G24 policy brief, no.9, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
- Ricardo, D., 1970, «Les principes de l'économie politique et de l'impôt, Paris, Calman-Lay, 349 p.
- Richer Philippe, 2008, l'offensive chinoise en Afrique, Paris, Karthala, collection «les terrains du siècle», p.147.
- Roche, F., (dir), 2007, géopolitique de la culture, espaces d'identités, projections, coopération, paris, l'Harmattan, p.51.
- Sachs. J.D, 2008, Common Wealth, Economics for a Crowded Planet, New York/Londres, Penguin Books.
- Salem Ahmed, 2010, (sous la direction), Lexique de science économique 11e Édition Dalloz, 855 p.
- Sanfilippo, Marco, 2010, «Chinese FDI to Africa: What is the Nexus with Foreign Economic cooperation?», African Development Review, vol.22, No 1, December 2010, supplement, p. 599-614.
- Sanfilippo, Marco, 2010, «Chinese FDI to Africa: what is the Nexus with Foreign Economic Cooperation?», Africa Development Review, vol.22, no1, December 2010, supplement, p. 599-614.
- Sanus, 2013, «Africa must get real about its romance with China», Financial Times, 12 march, p.1-9.
- Sautman, Barry, et Hairong Yan, 2008, «Trade Investment, and the China- in-Africa Discourse», Pacific Affairs, Vol.81, no 1, p. 9-29.
- Sautter. G, 1993, «Parcours d'un géographe. Des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde», vol.2, Paris, Éditions Arguments.

Seck Amadou Tom, 2005, Fin de cycle pour l'organisation Mondiale du Commerce : Bataille pour la survie du coton africain, Le Monde diplomatique, déc 2005.

Sellier Jean, 2008, Atlas des Peuples d'Afrique, la découverte, Paris.

Sen. A et Drèze. J., 2002, India's Economic Development and Participation, New Delhi, Oxford University Press.

Sen. Amartya, 2003, Un nouveau model économique: développement, justice, liberté, édition Odile Jacob.

Sgard, Jérôme. 2008.« Qu'est ce qu'un pays émergent?». In Jaffrelot Christophe (dir), l'enjeu mondial, les pays émergent, P41-54, Paris de Sciences Po- l'Expresse.

Shinn, D. and Eisenmam, J., 2012, China and Africa: a century of engagement, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.

Sipri Yearbook, 2013, Oxford University press/<http://www.sipriyearbook.org>

Smith. A., 1999, in An Inquiry into the Nature and Causes of the wealth of Nations, editions Regency Gateway, chap 2, Book I.

Stiglitz. J., 2009, Freefall markets and Sinking of the Global Economy, New York/Londres, Penguin Books.

Stiglitz. J., 2003, Globalization and its Discontents, édition Penguin.

Sylvie Brunel, 2004, l'Afrique un continent en réserve de développement, p.75.

Talor, Ian, 2009, China's new role in Africa. Boulder: Lynne Renner Publisher.

Thual, F., 1996, méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité, Paris Ellipses, p.128.

Tremblay, G. et Vieira, P.F. (dir), 2012, *Le rôle de l'université dans le développement local: expériences brésiliennes et québécoises*. Montréal: Presses de l'université du Québec.

Tsafack N.R., 2014, *Chine: opportunité ou menace pour l'Afrique?* CEDIMES-France, février, p.24.

US Department of Energy information administration, *International Energy Outlook 2002*.

Verschave. F-X, 2000, «Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique?» édition les Arènes.

Verschave. F-X, 2003, *Françafrique le plus long scandale de la république*, édition Stock 2003.

Verschave. F-X., 2005, *De la Françafrique à la Mafiafrique*, édition Tribord 2005, coll Flibuste.

Vickers, B., 2013, «Africa and rising powers: bargaining for the "marginalized many"», *International Affairs*, Vol 89, No 3, May, p. 673-693.

Vircoulon Thierry, 2007, « La nouvelle question sino-africaine », *Études*, n°5, p. 458, novembre.

Wallenstein, Immanuel (et al), (1996). *Open the social sciences: Report of the gulbenkian commission on the restructuring of the social sciences*, Stanford: Stanford University, Press.

Wang, Jian-Ye et Bio- Tchane, Abdoulaye, 2008, «Afrique- Chine: des liens plus étroits, comment tirer le meilleur parti de l'engagement économique croissant de la Chine en Afrique? *Finances et développement*, mars, p. 44-47.



Wang, Jian-Ye, 2007, «What Drives China's Growing Role in Africa?», IMF Working Paper 07/211(Washington: International Monetary Fund), 1-32 p.

Woodes, Nagaire, 2008, «Whose Aid? Whose influence? China, Emerging Donors and the Silent Revolution in Development Assistance», International Affairs, vol.84, no 6, p.1205- 1221.

Zafar Ali, 2007, «The growing relationship between China and Sub-Saharan Africa: Macro economics, trade, investment and Aid links». The World Bank Research observer, vol.22, no 1, p.103-130.

Ziegler Jean, 2011, Destruction massive (Géopolitique de la faim), Paris, Édition Seuil, 340 p.

#### **Rapports gouvernementaux et internationaux**

BAD (Banque Africaine de développement), OCDE, PNUD, CEA, 2011, « L'Afrique et ses partenaires émergents», p. 97-151 chap.6 in Perspectives économiques en Afrique 2011-l'Afrique et ses partenaires émergents, Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économique et Banque Africaine de développement , Paris, 315 p.

Banque Africaine de Développement (BAD) 2010, «l'Afrique au lendemain de la crise financière mondiale: Défis à venir et le rôle de la Banque»,Dossier sur la crise financière n°1 BAD, Tunis. Tunisie.

Banque Africaine de développement, Organisation pour la coopération et le développement économique, Commission économique pour l'Afrique 2010, Perspectives économiques en Afrique 2011, OCDE, Paris.

Banque Mondiale 2011a, "Doing Business 2010: Entreprendre dans un monde plus transparent", Banque mondiale, Washington.

Banque Mondiale, 2008, Rapport sur le développement dans le monde. «*L'Agriculture au service du développement*», abrégé, Banque mondiale, Washington. 2008. Livre : Éditions de Boeck, Bruxelles, 27 p. P. 1-27.

Ben Hammouda Hakim, Sadni-Jallab Mustapha, Oulmane Nassim, Lang Rémi et Perez Romain, 2004, Exclure l'Afrique des marchés? Évaluation de l'accès aux marchés pour les pays africain, Centre Africain de Politique Commerciale CAPC, Commission économique pour l'Afrique, p.5,9,10.

CEA, BAD, et OMC, 2011, "Global Review on Aid for Trade 2011: African Case Stories." A Snapshor of Aid for Trade on the Africa. Commission Economique pour l'Afrique, Addis Abeba.

CNUCED, 2010, Trade and development Report 2010: Employment. Globalization and development, CNUCED, Genève.

CNUCED,2011,CNUCED, (<http://unctadstst.unctad.org/ReportFolders/report.aspx>).

Dzaka, Théophile, 2008, «L'aide publique au développement de la Chine aux Pays pétroliers et miniers d'Afrique Centrale contribue-t-elle au développement durable des pays récipiendaires», Tunis: BAD-CEA: Conférence économique africaine, 21p.

FMI, 2011, «Nouveaux partenariats de l'Afrique subsaharienne avec des pays émergents: perspectives et défis», Chap.3 in perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne, maintenir la croissance, p. 43-69, *Études économiques et financiers, Fonds monétaire international*», Washington DC, octobre,105 p.

Fonds monétaire international, 2010, "Perspectives économique régionales: Afrique subsaharienne: Résilience et risque", FMI, Washington.

Foster, Vivien, Butterfield William, Chuan Chen et Pushak Nataliya, 2009, «Bâtir des ponts: le rôle croissant de la Chine dans le financement des infrastructures en

Afrique subsaharienne», Tendances et orientations no5, BIRD/ Banque Mondiale, Washington DC, 1-134 p.

Nations-Unies, 2009, «*Promotion de la coopération Sud-Sud pour le développement : perspective sur trente ans*», rapport du Secrétaire général à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, octobre, New York.

Nations-Unies, 2009, Promotion de la coopération Sud-Sud pour le développement: Perspective sur trente ans, rapport du Secrétaire général à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, octobre, New York.

Schiere, Richard et Rugamba, 2011, «Les investissements d'infrastructure de la Chine et l'intégration africaine», chap.5 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd). La Chine et l'Afrique: un nouveau partenariat pour le développement? p. 99-112, Banque Africaine de Développement (BAD), Tunisie: Tunis.

Schiere, Richard, 2010, «Building Complementarities in Africa between Different Development Cooperation Modalities of Traditional Development Partners and China», Africa Development Review, vol. 22, no 1, December 2010 supplement, p.615-628.

#### **Sites Internet et documents généraux**

Ministry of commerce- The people's Republic of China.

<http://www.english.mofcom.gov.cn>

Ministry of Foreign Affairs of People's Republic of China.

<http://www.fmprc.gov.cn/eng>.

China Exim Bank- The Export-Import Bank of China.

<http://english.eximbank.gov.cn>

Forum of China Africa Cooperation.



<http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng>.

China's African Policy, 2006, (Livre blanc de la politique africaine de la Chine),  
<http://english.focacsummit.org>

<http://www.sinohydro.com.cn>

[http://french.beijingreview.com.cn/magazine/2011-10/18/content\\_401212.htm](http://french.beijingreview.com.cn/magazine/2011-10/18/content_401212.htm)

<http://www.ccpit.com.cn>

<http://www.sinosure.com.cn>

<http://www.bucg.com.cn>

<http://www.chalco.com.cn>

[http://www.chinafrica.cn/french/F\\_Company\\_Profile/txt/2012-06/08/content\\_458370.htm](http://www.chinafrica.cn/french/F_Company_Profile/txt/2012-06/08/content_458370.htm)

<http://www.businesswire.com/news/home/20131018005376/fr/#.VN5Agi5zpCA>.

<http://www.zte.com.cn>

<http://www.zte.com.cn>

[www.afriqueexpansion.com/huawei/14676-huawei--un-geant-chinois-maintenant](http://www.afriqueexpansion.com/huawei/14676-huawei--un-geant-chinois-maintenant).

